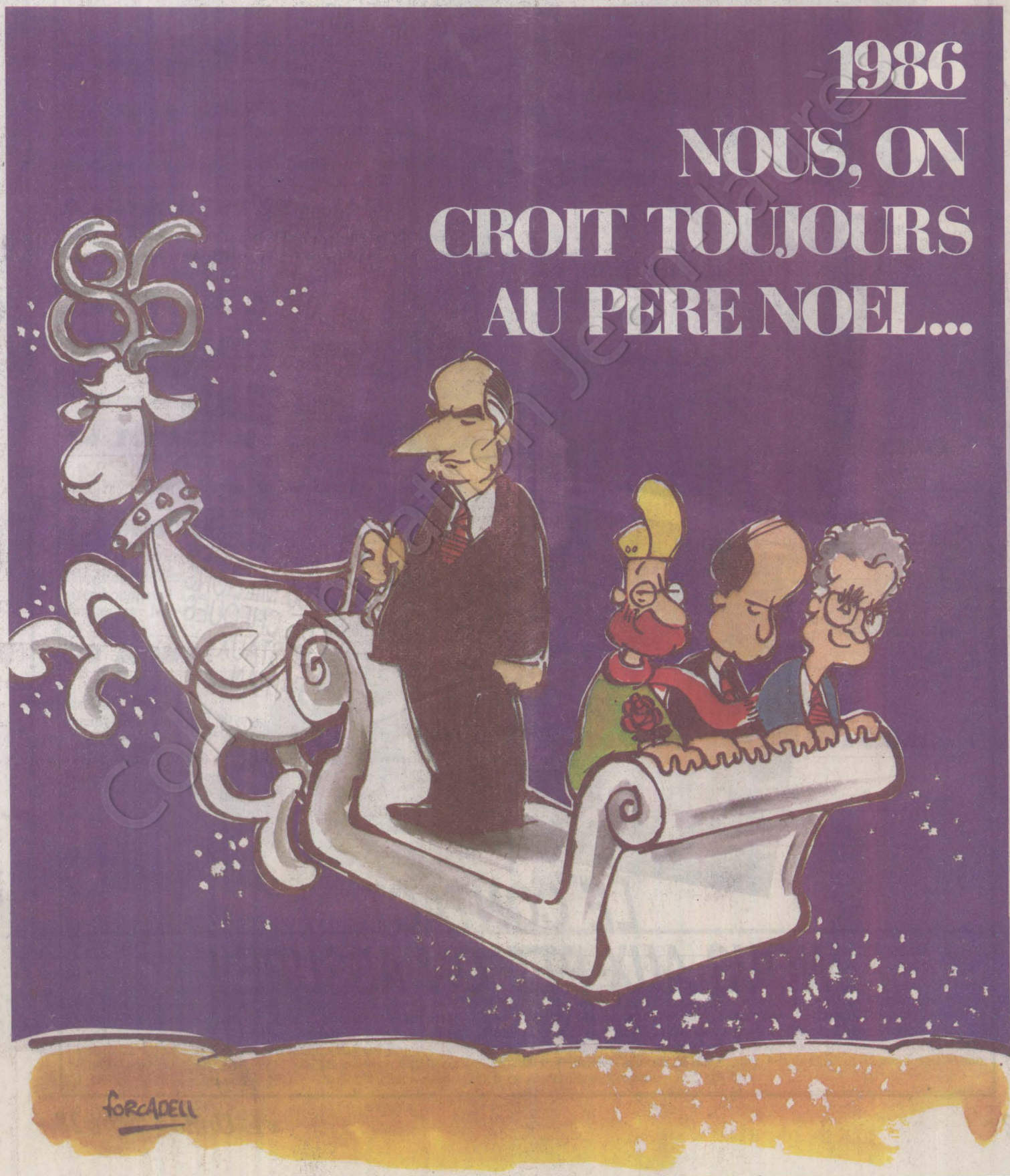
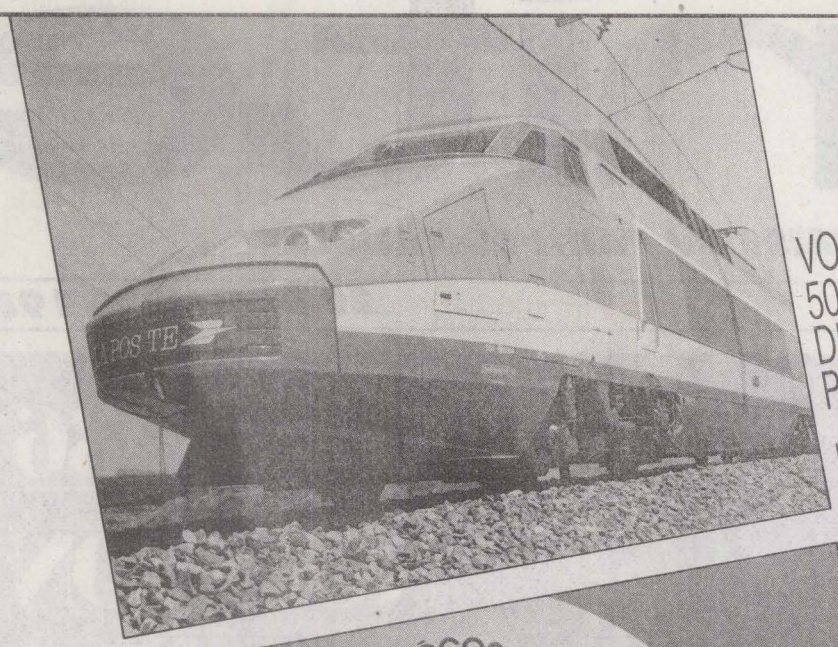
l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 628 - 8 F

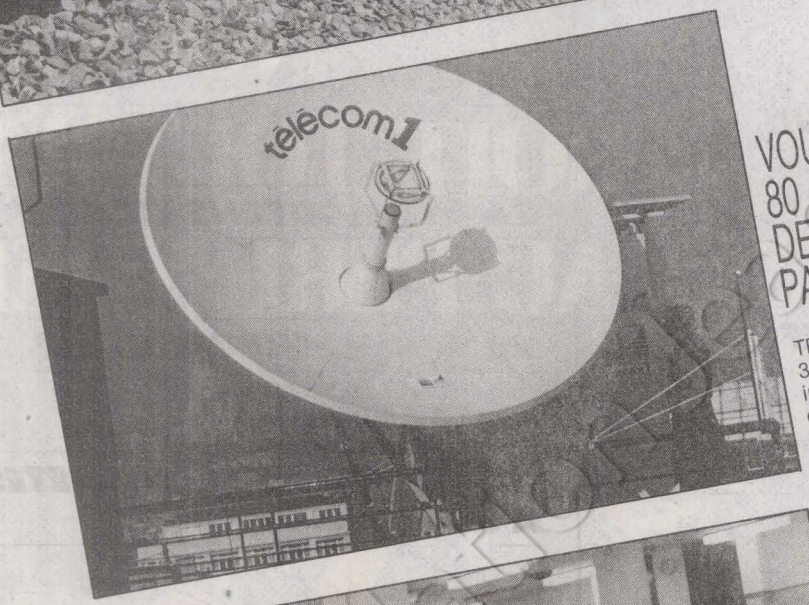
20 DECEMBRE 1985





VOUS POSTEZ 50 MILLIONS DE LETTRES PAR JOUR...

Le TGV postal :
65 tonnes de lettres à 260 km/h
entre Paris et Lyon.



VOUS PASSEZ 80 MILLIARDS DE COUPS DE FIL PAR AN...

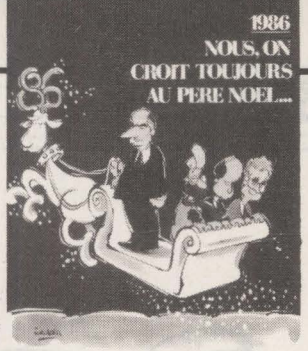
TELECOM 1 :
3 000 conversations simultanées intercontinentales, 2 canaux TV couleur et toutes les ressources de la vidéocommunication au service des entreprises.



VOUS SIGNEZ 600 MILLIONS DE CHEQUES POSTAUX PAR AN...

8 millions de Français ont choisi la Poste et le chèque soleil.
Une gestion informatique qui assure à chacun un relevé pour chaque opération.

LE CONTACT, NOUS AUX PTT ON ASSURE !



SOMMAIRE

« L'UNITE »
N° 628

4 FRANCE

Edito : la « bonne réflexion », par Claude Estier.
Plate-forme du P.s. : les principaux objectifs des socialistes pour la prochaine législature.
Les élus en première ligne dans la bataille, par Jean-Pierre Bedeï.

8 ENTRETIENS DE « L'UNITE »

Huguette Bouchardeau, ministre de l'Environnement et candidate dans le Cher, propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï.
Alain Calmat, ministre de la Jeunesse et des Sports, propos recueillis par Philippe Maquat.

13 POLITIQUE EN BREF

Par Martine Ducousset.

14 ECONOMIE

Pétrole : choc en retour, par Stephan Gere.

17 MEDIAS

Télévisions privées : la pieuvre luxembourgeoise a les dents longues, par Jean-Paul Liégeois.

20 MONDE

Margaret Thatcher dénationalise : « Après moi le déluge », par Marc Perry.



22 POLITIQUE INTERNATIONALE EN BREF

Par Carlos Ferrari-Lopez et Jean Liberman.

24 CIVILISATION

La lutte des mammas contre la drogue, par Michel Mathieu.

26 VIE MODERNE EN BREF

Par Denis Dangaix.

28 RECHERCHE MEDICALE

Tirez sur les calculs, par Pierre-Yves Poindron.

30 LA TELEVISION DES FETES DE A à Z

Par Fabian Gastellier.

33 SPORTS EN BREF

Par Philippe Maquat.

34 CINEMA

Par Martine Ducousset et Fabian Gastellier.

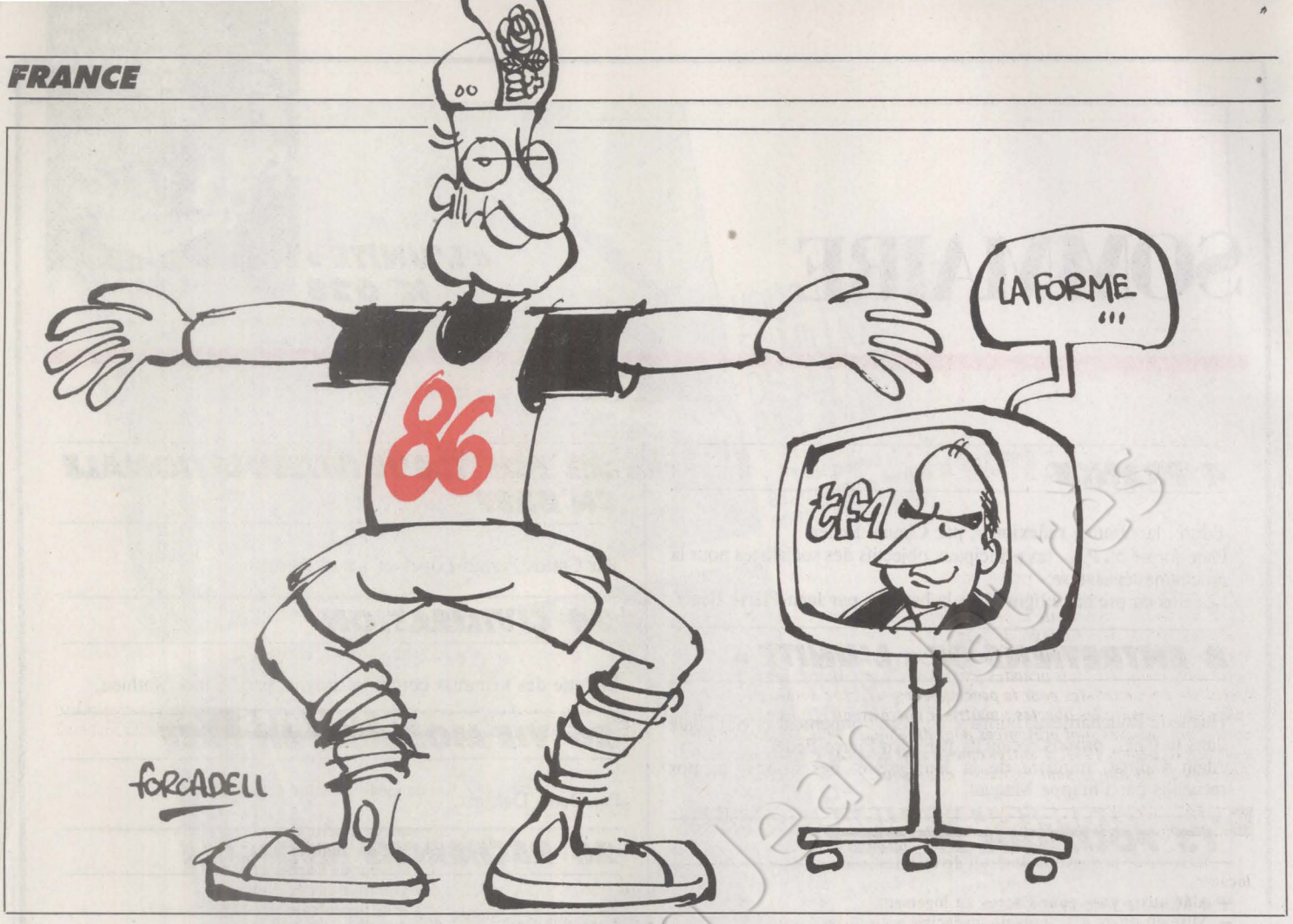
36 LA CHRONIQUE LITTERAIRE

American Graffitis, par Claude Glayman.

38 JEUX

Par Rémy Albert.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.



LA "BONNE REFLEXION"

PAR CLAUDE ESTIER

LE père Noël est-il socialiste ? A la veille des fêtes traditionnelles on nous permettra de poser cette question en constatant que quelque chose est en train de bouger à la fois dans la vie politique de la France et dans l'état d'esprit des Français. Lorsque s'achèvera la trêve de fin d'année nous serons à deux mois et demi de l'échéance électorale du 16 mars. C'est un délai bien court pour retourner une situation. Et pourtant...

Si quelque chose bouge, il faut bien admettre qu'on le doit d'abord à François Mitterrand. Son émission de dimanche dernier avec Yves Mourousi est apparue comme une réussite à la majorité des téléspectateurs — exceptionnellement nombreux — qui l'ont regardée. Si l'on en croit le sondage Ipsos publié mercredi par « le Matin », la plupart de ces téléspectateurs (88 %) ont trouvé le président de la République sympathique, ce qui réduit à néant la petite campagne que l'opposition avait tenté de lancer avant l'émission sur le thème : les Français en ont ras-le-bol des interventions répétées du président. Plus important encore est le fait que 55 % d'entre eux (contre 34 %) auraient retenu de ses explications que « le bilan des socialistes depuis 1981 n'est pas si mauvais que cela ».

C'est précisément sur ce point que les choses sont en train de changer. Il y a quelques mois déjà que le gouvernement veut se targuer de bons résultats économiques dus à une politique rigoureuse qui fait certes grincer des dents mais dont l'efficacité est maintenant évidente. Même sur le problème du chômage, qui reste le gros point noir, les derniers chiffres officiels confirment la tendance à la stabilisation et même à la baisse enregistrée depuis le début de cette année alors même que chez nos principaux voisins, Grande-Bretagne, R.f.a., la courbe demeure à la hausse. Avec l'inévitable décalage dans le temps, l'opinion commence à prendre conscience du bien-fondé de la politique du gouvernement socialiste. Et l'opposition elle-même est désormais contrainte d'en tenir compte : elle n'attaque plus guère le pouvoir sur sa gestion économique et sociale et elle fait marche arrière à toute vitesse — du moins dans ses déclarations publiques — en renonçant à remettre en cause une grande partie de ce qui a été fait depuis 1981 (voir notre article en page 21). *D'où cet argument percutant employé dimanche par le président de la République et qui doit contribuer dans les deux mois qui viennent à la « bonne réflexion » des Français : si aujourd'hui tout le monde est pour, c'est que nous avons eu raison de le faire. Alors pourquoi nous critique-t-on ?*

C'est le même langage qu'ont tenu ce week-end Laurent Fabius et Lionel Jospin tant devant le Comité directeur que devant les élus socialistes réunis en congrès. Langage de confiance et d'offensive qui traduit cet esprit combatif dont François Mitterrand donne l'exemple en payant de sa personne mais qui est aujourd'hui partagé par tous les socialistes. Il n'est donc pas heureux que des déclarations même faites outre-Atlantique et en anglais viennent jeter un doute sur l'issue du combat. S'il s'agit de dire que le P.s. ne disposera plus après mars 1986 de la majorité absolue qu'il avait acquise en 1981 dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, l'affirmation est superflue car nul ne le croit.

Se battre pour gagner, selon l'expression que le Comité directeur a reprise à son compte en adoptant la plate-forme pour les élections, cela signifie faire en sorte que le Parti socialiste occupe encore une position prédominante qui lui permette de peser pour la poursuite de la politique menée depuis 1981. N'en déplaise aux mauvais prophètes, cet objectif peut être atteint sans qu'on se lance aujourd'hui dans des pronostics inconsidérés ni qu'on continue à disserter sur le thème de la cohabitation qui n'est pas un problème actuel et dont la nature sera elle-même fonction des résultats de mars et de l'échéance

(suite en page 6)

Les objectifs essentiels des socialistes pour la prochaine législature

APRES une nouvelle discussion qui a conduit à en modifier certaines formulations, le Comité directeur a adopté samedi dernier à l'unanimité la plate-forme du P.S. pour les prochaines élections législatives. Ce texte de quinze pages, issu du document beaucoup plus long qui avait été soumis à la Convention nationale en novembre, comporte trois grandes parties qui font ressortir les objectifs essentiels des socialistes pour la prochaine législature : développer la solidarité ; étendre les libertés ; maitriser notre avenir. Dans chacune des parties des mesures sont présentées pour développer ou consolider ce qui a été acquis depuis 1981, d'autres constituent des propositions nouvelles. Les unes et les autres sont résumées ci-dessous.

1) DEVELOPPER LA SOLIDARITE

– Examen de la question du droit de vote des immigrés aux élections locales.
– Aide aux jeunes pour l'accès au logement.
– Mise en œuvre d'actions de médecine préventive.
– Développement des équipements d'accueil et des services à domicile.
– Rééchelonnement de la dette des organismes d'H.l.m. ; amélioration de la sécurité et de la politique d'entretien dans les grands ensembles.
– Suppression des inégalités entraînées par la taxe d'habitation.
– Evolution progressive vers un prélèvement proportionnel assis sur l'ensemble des revenus.

● Acquis à développer
– Pas de suppression de l'autorisation administrative de licenciement et maintien des droits acquis en matière de protection sociale.
– Accentuation de l'effort entrepris en matière de formation initiale et professionnelle.
– Poursuite de la politique de recherche.
– Poursuite de la lutte contre l'immigration clandestine.
– Accentuation de la politique d'égalité professionnelle entre hommes et femmes.
– Développement d'une politique de sécurité axée à la fois sur la prévention, la répression et la réparation.
– Renforcement de la lutte contre la grande fraude fiscale.

Claude Estier, Lionel Jospin, Laurent Fabius et Marcel Debarge écoutant Pierre Mauroy lors du dernier Comité directeur.



Pascal Lebrun

● Propositions nouvelles
– Instauration progressive d'une répartition des coûts engendrés par la mutation technologique.
– Instauration d'un revenu minimum garanti.
– Objectif de 80 % de bacheliers par classe d'âge et d'un doublement du nombre d'étudiants.

2) ETENDRE LES LIBERTES

● Acquis à développer
– Poursuite de l'effort de modernisation de la justice et de l'institution pénitentiaire.
– Organisation de la complémentarité entre le service public et le secteur privé de la communication audiovisuelle.
– Poursuite de l'effort en faveur de l'accès de tous à la culture avec maintien d'une priorité budgétaire dans ce domaine.
– Poursuite de la politique de décentralisation favorisant la participation des citoyens aux affaires locales.
– Poursuite de l'aménagement des conditions de travail.

● Propositions nouvelles
– Achèvement de la réforme du Code pénal.
– Réforme de la fiscalité locale, avec modification de l'assiette de la taxe professionnelle.
– Dépôt d'un projet de loi pour un statut de l'élu local.
– Extension du droit d'expression des travailleurs aux petites entreprises.
– Extension à l'administration de la modernisation des relations du travail.

3) MAITRISER NOTRE AVENIR

● Acquis à développer
– Multiplication des initiatives en faveur de l'aménagement du temps de travail, notamment en montrant la voie dans le secteur public.
– Développement du dialogue social dans les entreprises.
– Poursuite de l'effort entrepris vers la stabilisation ou la baisse, si possible, des prélèvements obligatoires.
– Relance des contrats de plan.
– Maintien d'une grande politique d'aide et de coopération avec le tiers monde.
– Poursuite de l'amélioration du service national avec diversification croissante de ses formes.
– Lutte contre une nouvelle course aux armements dans l'espace (refus du projet américain I.d.s.).

● Propositions nouvelles
– Action pour une croissance plus forte dès 1986.
– Relance concertée avec nos voisins européens notamment à partir d'un programme de grands travaux.
– Projet de loi donnant la souplesse nécessaire aux entreprises nationalisées – non remises en cause – pour leurs cessions et acquisitions.
– Stabilisation des charges des entreprises au niveau actuel.
– Protection de l'environnement par application du principe « pollueur-payeur ».
– Différenciation de l'attribution des aides publiques dans le domaine agricole.
– Accroissement du rôle législatif et du contrôle du Parlement européen.

LES ELUS EN PREMIERE LIGNE DANS LA BATAILLE

(suite de la page 5)

plus décisive encore de la fin du septennat.

Dans son intervention au Comité directeur, Laurent Fabius a bien traduit l'évolution qui se dessine actuellement dans l'électorat. On est en train de passer de la formule : « Nous ne voulons plus des socialistes » à cette autre : « Après tout, ils ont fait de bonnes choses. » On n'en est pas encore à : « Il faut continuer avec eux. » C'est là que se situe tout l'effort à accomplir dans les prochaines semaines. Les Français ne doivent douter ni de la détermination du président de la République, ni de la volonté du Premier ministre et du gouvernement, ni de la cohésion du Parti socialiste autour de son premier secrétaire. Le pessimisme n'est pas de mise. L'ensemble du dispositif est désormais en place pour que 1986 soit une bonne année pour la gauche et pour la France.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

« Pour gagner les batailles de l'avenir, il vaut mieux gagner celles du présent. » C'est par ces mots que Laurent Fabius et Lionel Jospin ont appelé les élus socialistes à se mobiliser pour 1986.

C'ETAIT prévisible : à trois mois des élections législatives, les aspects directement politiques du congrès de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains qui s'est tenu à Clichy, du 13 au 15 décembre, ont largement empiété sur les considérations plus techniques. L'enjeu du scrutin de mars 1986 et le rôle des élus dans la mobilisation des socialistes ont été au centre des débats.

Reste que les délégués ont tout de même planché sur le thème du congrès : « La décentralisation au quotidien ». Il est vrai que l'œuvre accomplie dans ce domaine, depuis 1981, fournissait matière à réflexion. La décentralisation ? Dans son message à la F.n.e.s.e.r., François Mitterrand a souligné l'importance de « cette vaste réforme sans précédent depuis la Révolution et le Premier Empire ». Pour Pierre Joxe, elle concrétise la victoire de la gauche : « La décentralisation a transformé la démocratie française. Elle a changé irréversiblement la France. La gauche a donc gagné. Car triompher c'est faire de ses idées sur la société des éléments mêmes de la société. » Pour Laurent Fabius la décentralisation représente « une nouvelle force de frappe de notre démocratie ». Mais il se garde bien d'idéaliser : « Des progrès restent à accomplir notamment pour associer davantage la population. » Réforme plus récente, la limitation du cumul des mandats a été également évoquée.

Pour Laurent Fabius, elle correspond à une évolution du rôle des élus. Quant à Pierre Joxe, il n'a pas manqué de souligner que le texte avait été voté à l'unanimité des présents à l'Assemblée nationale. Inévitablement, Franck Sérusclat, réélu président de la F.n.e.s.e.r., devait réclamer un statut de l'élu. Alors que Pierre Joxe, sans remettre en cause le bien-fondé d'une telle requête, faisait toucher du doigt concrètement aux congressistes le coût d'une telle initiative, Laurent Fabius se montrait plus empressé, annonçant qu'il demanderait au ministre de l'Intérieur de préparer un statut de l'élu « dès avant les élections » afin de le faire adopter au Parlement au début de la prochaine législative... « si les Français nous maintiennent leur confiance ».

Mais le contexte politique a ramené le congrès de la F.n.e.s.e.r. à des préoccupations d'ordre plus électoral. Selon Bernard Roman, secrétaire national aux collectivités locales, ce congrès devait être l'occasion « d'expliquer, d'expliquer encore, de convaincre et de rassembler autour de nos idées et du président de la République » et de montrer que « nous partons à la bataille la tête haute, fiers de notre bilan et pour gagner ».

La réaction et le mouvement

Même tonalité offensive de la part de Pierre Joxe. Rappelant l'état de l'opinion publique quelques mois seulement avant l'élection de François Mitterrand en 1981, il déclarait : « La gauche a connu des situations plus difficiles. Il ne faut pas se laisser intimider par les sondages. Les socialistes offrent la perspective d'être la grande force qui rassemblera un Français sur trois. C'est un objectif que l'on peut atteindre. Malgré les critiques, le mot socialisme a une image positive. Je sens une évolution dans la réflexion, la prise de conscience de l'opinion qui va conduire les Français à répondre à une question qui ne leur a



Les socialistes à Paris

Lionel Jospin a présenté mardi les listes parisiennes pour les élections législative et régionale. Il a souligné que le P.s. pouvait présenter l'ensemble de ses candidats dans la capitale, avant les formations de l'opposition qui ne sont pas encore parvenues à régler leurs problèmes internes. Pour les législatives Lionel Jospin conduira une liste comprenant notamment Paul Quilès, Georges Sarre, Michel Charzat, Edwige Avice, Gérard Fuchs, Gisèle Stievenard... Pour les régionales il mènera la bataille devant Nicole Bricq, Daniel Vaillant, Alain Billon, Gérard Fuchs, Jean-Yves Autexier...

Le premier secrétaire du P.s. voit, dans ces responsables nationaux et ces hommes et femmes de terrain, « un bon alliage pour mener la campagne ». Celle-ci sera adaptée à la réalité de l'Ile-de-France. Mais elle sera aussi liée à la campagne nationale. A travers le cas de Paris : « On pourra voir une illustration ou une anticipation de ce que la droite pourrait faire si elle revenait au pouvoir », a expliqué Lionel Jospin, avant de conclure : « A Paris, la solution à gauche c'est le P.s. »

En raison des fêtes de Noël, « l'Unité » ne paraîtra pas vendredi 27 décembre. Notre prochain numéro sera donc daté du 3 janvier 1986. Dès aujourd'hui nous présentons nos meilleurs vœux à tous nos lecteurs et abonnés et à tous les diffuseurs du journal.



Laurent Fabius, Franck Sérusclat et Lionel Jospin.



Pascal Lebrun

Vue générale des congressistes à Clichy.

jamais été posée : « Voulez-vous conserver une orientation politique qui peut se poursuivre ou voulez-vous revenir à un gouvernement de droite ? »

La bataille gauche-droite, Laurent Fabius la perçoit comme un « affrontement entre la réaction et le mouvement ou plus simplement un débat entre le passé et l'avenir ». Balayant le paysage politique, Lionel Jospin remarquait : « La droite se dérobe, se défile. Elle n'ose pas aller aux législatives avec son propre programme. Pour le 16 mars, elle a un programme doux, vidé de sa substance et de son contenu. Pour l'après-16 mars, elle a un programme dur, de démolition. Mais c'est la première fois depuis 1981-1982 qu'elle est en recul dans le débat politique. C'est la compétition des chiffons de droite. » Il n'oubliait pas de s'attaquer aux « marges » de l'échiquier politique : « L'extrême droite utilise de vieilles recettes pour une impossible nouvelle cuisine... Elle représente un plus pour la droite et un moins pour la gauche. Quant au P.c., sa direction a pris une grave responsabilité en rompant une fois de plus avec nous et en tournant ses critiques non pas contre la droite mais contre le président de la République et le Premier ministre. En se mettant



Pierre Joxe.

à l'écart par son sectarisme, le P.c. a affaibli la gauche face à la droite. Un « plus » à l'extrême droite, un « moins » avec le P.c., vous avez l'explication du déséquilibre du dispositif politique que nous devons renverser avant mars 1986. » Et Lionel Jospin de rejoindre Laurent Fabius : « C'est entre la droite et nous que se livrera la bataille décisive, et non pas sur les marges. » Car pour lui, l'enjeu de l'élection de 1986 n'est pas sans rapport avec les présidentielles de 1988 : « Pour gagner les batailles de l'avenir, il vaut mieux gagner les batailles du présent. »

Lionel Jospin a souligné la coordination et le dispositif de campagne mis en place entre Matignon et la Rue de Solferino et qui constituent une « mobilisation côte à côte puissante ». Il a appelé les 56 000 élus de la F.n.e.s.e.r. à l'amplifier dans les prochains mois. D'ailleurs la répartition des rôles entre Lionel Jospin et Laurent Fabius semble s'accomplir avec harmonie. A Clichy, le Premier ministre a surtout axé son intervention sur le bilan de l'action gouvernementale et les orientations d'avenir notamment dans trois domaines (décentralisation, emploi, immigration). Dans ce dernier secteur il a adressé une mise en garde contre « ceux qui, à droite, évoquent une remise en cause du code de la nationalité en voulant remplacer le droit du sol, qui est la tradition française, par une tout autre conception qui rappelle de tristes souvenirs, celle du droit du sang ».

le Premier secrétaire du P.s., lui, a plus concentré son discours sur les prochaines échéances électorales. Tous deux ont convergé pour tracer des perspectives. Laurent Fabius a plaidé pour « une continuité tranquille » expliquant : « Nous avons engagé un programme de redressement, de modernisation et de développement. Il commence à porter ses fruits, par exemple pour la hausse des prix, les libertés, la formation, l'Europe. Ce n'est pas le moment de perdre du temps, de revenir en arrière et de changer de cap... » Quant à Lionel Jospin, il s'est référé à la plate-forme adoptée la veille au Comité directeur *(voir page 7)* : « Un bon mélange de propositions concrètes et de grandes idées pour l'avenir. » Un langage offensif pour un congrès de mobilisation des élus. ●



Huguette Bouchardeau: "Je veux témoigner de l'existence d'idées différentes au sein de la gauche, mais aussi gagner un siège dans le Doubs"

Alain Calmat: "Je prends mon action gouvernementale comme référence et je la soumets à l'appréciation des électeurs du Cher"

MINISTRE de la Jeunesse et des Sports depuis juin 1984, Alain Calmat a, dans la continuité de l'action amorcée par Edwige Avice qui l'avait précédé dans cette fonction, rapidement démontré sa capacité à gérer un ministère. Pour cet ancien champion de patinage artistique, chirurgien de profession et en conséquence néophyte en politique, l'exercice n'était pourtant pas évident au départ. Investi par le Parti socialiste pour conduire la liste présentée dans le Cher, Alain Calmat entend donc se prévaloir de son action ministérielle, qu'il juge positive, et de sa rapide adaptation à la gestion des affaires publiques, pour convaincre les électeurs de voter en faveur d'une liste conduite par un technicien du sport, auquel les dossiers économiques et sociaux ne font pas peur.

« L'UNITÉ » : un ministre qui souhaite devenir député ce n'est pas tellement banal, l'itinéraire inverse l'étant davantage...

– ALAIN CALMAT : l'itinéraire est ce que les circonstances ont voulu. Je n'étais pas engagé dans la politique avant d'être ministre. Or, au cours de cet exercice j'ai pris goût aux affaires publiques. En outre, l'échéance de mars 1986 remet obligatoirement en cause ma position de ministre et cela, même si je le redeviens ensuite. Ce que je souhaite, parce que bien sûr, je souhaite que l'on gagne. Désormais je ne peux plus dire que je ne suis pas un homme politique étant donné que je fais partie du gouvernement de la gauche et que j'entends continuer l'œuvre commencée. La députation est en conséquence un point de passage obligatoire et ce n'est pas à contrecœur que je me lance dans la bataille. Mais au contraire avec grand plaisir.

– Que pensez-vous apporter à la liste socialiste dans le Cher ? Votre nom ? Votre réputation ? Votre qualité de ministre ?

– Un ministre apporte effectivement une certaine plus-value dans la mesure où, faisant partie

MINISTRE de l'Environnement depuis 1983, Huguette Bouchardeau a milité au P.s.u. depuis sa création jusqu'en avril 1985. Rompant alors avec ce parti, elle a fondé le mouvement Libre gauche au mois de septembre. Elle figure en deuxième position sur la liste socialiste du Doubs pour les législatives, derrière Guy Bèche. Elle nous explique le sens de sa candidature.

« L'UNITÉ » : En tant que personnalité extérieure au P.s. que pouvez-vous apporter à la liste socialiste dans le Doubs ?

HUGUETTE BOUCHARDEAU : D'abord un siège supplémentaire. Dans le Doubs, le P.s. est assuré d'obtenir un siège. Un autre peut être gagné, c'est le mien. D'autre part, le courant que je représente constitue une ouverture sur une famille de la gauche qui a toujours été marquée par la référence aux idées autogestionnaires et à de nouveaux comportements de la vie politique.

– Depuis que vous avez quitté le P.s.u., vous avez fondé Libre gauche. Que représente exactement ce courant politique ?

– Des ministres, des députés socialistes m'ont dit qu'ils étaient intéressés par Libre gauche. Ils ne parlaient pas en termes d'adhésion, et surtout pas en termes d'adhésion contradictoire. Notre courant veut mener une réflexion et des actions pour une modernisation de la vie politique en France. Nous avons exposé nos idées dans un livre : « C'est dur d'être de gauche surtout quand on n'est pas de droite », écrit par un collectif et signé Jean Mitoyen.

– Libre gauche c'est un nouveau club ?

– Je préfère employer le terme de « mouvement ». Le mot club a quelque chose d'un peu renfermé sur lui-même et fait un peu parisien. Or nous avons des correspondants de Libre gauche dans toutes les règions. Et j'espère que des candidats de Libre gauche figureront sur les listes régionales de la majorité.

– Comment avez-vous été accueillie par les socialistes du Doubs ?

– Très bien. J'ai eu deux rencontres. L'une avec les responsables et les élus du P.s., et l'autre avec les militants de la circonscription de Besançon. Je dois rencontrer ceux de Pontarlier et de Montbéliard. Chaque fois j'ai reçu un accueil très amical de la part des militants socialistes. L'équipe que nous allons former avec Guy Bèche pour les législatives, et celle conduite par Robert Schwint pour les régionales seront dynamiques et suffisamment soudées pour aborder la campagne.

– Votre siège sera difficile à conquérir. Comment pouvez-vous le gagner ?

– Avec l'apport qui est le mien. Je suis un membre du gouvernement, je représente un courant qui compte des soutiens dans les milieux se réclamant de l'écologie, de l'autogestion. Je pense avoir également des amis anciens dans le Doubs, un département qui a connu des luttes marquées en ce qui concerne l'autogestion, autour de Lip notamment. Je pense aussi avoir été un ministre efficace, en particulier dans le traitement des problèmes industriels. Je crois que mon activité au sein du gouvernement a été suffisamment positive pour faire sortir des gens de l'abstention et leur faire rejoindre les électeurs de la majorité présidentielle. Cette campagne sera difficile mais je n'ai jamais eu l'habitude d'avoir des sièges gagnés d'avance. Je continue donc sur ma lancée, mais dans un état d'esprit très différent de celui que j'avais lorsque j'étais au P.s.u. A cette époque-là, je me battais sans doute dans des conditons plus difficiles que pour obtenir ce siège du Doubs, mais avec l'idée que l'essentiel d'une campagne électorale était d'abord de témoigner de l'existence d'idées différentes au sein de la gauche. Cette fois-ci je veux témoigner, mais aussi gagner. L'ère du témoigange complètement désintéressé du résultat est révolue. Je me bats maintenant pour avoir ma place dans les institutions et gagner ce siège.

– Comment expliquez-vous cette évolution et votre départ du P.s.u. ? Qui a changé ? Le P.s.u. ou Huguette Bouchardeau depuis qu'elle est au gouvernement ?

– Probablement les deux. Le P.s.u. s'est marginalisé en se mettant à l'écart de la majorité présidentielle au cours des deux dernières années. Je crois qu'il a eu tort de le faire. En ce qui me concerne je n'ai pas changé

(suite en page 10)



d'un gouvernement, il peut montrer en grandeur nature ce qu'il est capable de faire. Or je pense que le bilan de mon action est positif – sinon je ne me présenterais pas – et j'entends donc présenter cette action positive aux électeurs du Cher. Cela étant, ce n'est pas seulement une image nationale qu'il faut apporter aux électeurs, mais bien l'image de quelqu'un qui veut participer au développement et au progrès du département dans lequel il se présente. Je prends donc mon action gouvernementale comme référence et je la soumets à l'appréciation des électeurs.

– L'accueil des socialistes du Cher ?

– Excellent. Je suis à la fois heureux et reconnaissant aux élus socialistes du Cher de m'avoir accueilli avec autant de bienveillance.

– Concrètement, une fois élu député, comment comptez-vous concilier votre carrière de chirurgien avec votre mandat ?

(suite en page 10)

(suite de l'entretien avec Huguette Bouchardeau)

quant à mes convictions, mais quant à la manière de les réaliser. Comme la plupart de mes collègues ministres, j'ai acquis à mon poste beaucoup de réalisme.

– Sur quels thèmes comptez-vous faire campagne ?

– Sur les thèmes qui sont ceux du gouvernement dans son ensemble. Mais j'ai beaucoup apprécié les trois thèmes que Laurent Fabius a développés à la fin de son discours à Issy-les-Moulineaux et que j'appelle les trois partages : le partage du savoir, l'un des meilleurs accès à une plus grande justice sociale, le partage des richesses, notamment avec un autre équilibre des ressources avec le tiers monde, le partage du temps et du travail. J'ai beaucoup insisté sur ce dernier thème toutes ces dernières années, depuis ma campagne présidentielle. Avec tous les efforts réalisés pour la réduction du chômage, il faut absolument que la gauche mette au premier plan de ses projets une autre manière de considérer le temps de travail et un autre partage du travail que celui existant aujourd'hui, avec 10 % de la population active sans emploi.

– Le nouveau mode de scrutin ne risque-t-il pas de privilégier le côté national de la campagne par rapport à l'aspect local ? Un juste équilibre ne sera-t-il pas difficile à trouver ?

– J'ai dit à mes amis socialistes du Doubs que je viendrai toujours avec deux casquettes. Je serai parmi eux une militante et je représenterai avec eux les problèmes du Doubs et de la région franc-comtoise. Mais en même temps, je n'oublierai pas que je suis membre du gouvernement. J'ai donc à défendre un bilan que je crois positif et l'idée d'une politique à poursuivre pour la France dans les années à venir avec le président Mitterrand.

– Les milieux associatif et écologiste avaient la réputation en 1981, dans l'ensemble, d'être plutôt de gauche. Est-ce toujours le cas actuellement ?

– Oui, pour la grande majorité. Mais lorsqu'on se bat avec beaucoup de vigilance sur des terrains très délimités tels que la protection des espaces, la lutte contre les différentes formes de nuisances, ou pour un nouveau plan d'occupation des sols, on se trouve très facilement tenté



d'exercer un contre-pouvoir par rapport au pouvoir installé, celui des collectivités locales ou celui de l'Etat. Il est donc naturel que tous ceux qui participent à des batailles écologistes ou même syndicales, se situent avec une certaine capacité d'opposition. Ce qui ne veut pas dire que leurs choix politiques tombent dans l'opposition. Mais leurs batailles les obligent à une grande indépendance vis-à-vis du pouvoir. C'est normal.

– L'affaire Greenpeace a-t-elle modifié l'état d'esprit des milieux écologistes à l'égard du gouvernement ?

– J'ai peur que l'affaire Greenpeace ait fait beaucoup de mal dans ces milieux-là. Je souhaite que nous soyons capables de montrer que nous savons travailler pour l'environnement, sans transformer des groupes qui se battent pour l'écologie en ennemis, ce qu'ils ne sont pas.

– Que représenterait, en matière de politique d'environnement, un retour de la droite au pouvoir ?

– Je n'ai pas trouvé beaucoup de propositions du côté de la droite en matière d'écologie. Estime-t-elle ce terrain négligeable ou bien n'a-t-elle pas de propositions très différentes à faire de celles de la politique que nous menons aujourd'hui ? Sur les grandes luttes qui caractérisent l'environnement aujourd'hui (lutte contre la pollution atmosphérique, des eaux, etc.), il me semble avoir mené une politique plus active que celle réalisée avant 1981, et avoir posé les bases de structures nouvelles dans le domaine de la pollution de l'air. Grâce à ses structures, cette politique ne pourra pas être

(suite de l'entretien avec Alain Calmat)

– Chaque chose en son temps. Je dois d'abord être élu et c'est pour l'heure la seule échéance qui compte avec, bien sûr, mon travail de ministre que j'entends continuer dans les meilleures conditions jusqu'en mars 1986. Je n'ai donc pas encore réfléchi à toutes les éventualités qui se présenteront si je suis élu. Je devrai en tout état de cause le faire, mais c'est avant tout un problème personnel et ce n'est pas important. D'autres avant moi se sont trouvés dans une situation identique et ont toujours trouvé la solution la plus adaptée à leur problème.

– Sur quels thèmes comptez-vous faire campagne et allez-vous utiliser un langage nouveau au cours de cette campagne puisque vous êtes un homme politique neuf ?

– Si je mène une liste investie par le Parti socialiste, c'est que j'adhère globalement aux idées défendues à la fois par ce parti et



A.f.p.

Alain Calmat avec Nelson Paillou et Jacques Chirac visitant les locaux destinés à l'organisation des jeux Olympiques.

par le gouvernement auquel j'appartiens. Au cours de cette campagne nous nous efforcerons donc de montrer ce que nous avons fait, et de mettre en valeur notre bilan, notre projet tout en comparant celui-ci aux projets de l'opposition qui ne me semblent pas bons pour le pays.

– Mais plus précisément au niveau du style, du langage ?

– Je veux avant tout être naturel. Ma campagne sera basée sur la clarté du langage, car je ne sais pas parler la langue de bois. Ce sera une campagne de contacts, de dialogue, la plus directe et la plus loyale possible. J'irai voir le maximum de gens et je dialoguerai le plus naturellement possible avec eux. Je veux



Keystone

Huguette Bouchardeau inaugurant la première pompe à essence sans plomb en juillet dernier.

remise en cause du jour au lendemain. Mais si je regarde un texte qui a été défendu, paraît-il lors de la croisière libérale, sur la politique à conduire en matière d'environnement – c'est d'ailleurs le seul document que j'ai vu émanant des partis de droite – ce texte veut revenir au libéralisme absolu avec une déréglementation s'inspirant de la politique menée par Reagan lors de sa première élection. Or Reagan a subi une très forte opposition, pas seulement des groupes écologistes. Il a dû revenir à une politique beaucoup plus équilibrée en matière d'environnement.

– Selon vous quels sont les principaux apports de la gauche au pouvoir depuis 1981 ?

– Le président de la République dans sa conférence de presse, en rappelant les acquis dans le domaine social et dans celui des libertés, et le Premier ministre, en indiquant des voies pour l'avenir dans le sens des trois partages évoqués précédemment ont parfaitement résumé les choses. Je souscris pleinement à leurs déclarations. ●

(propos recueilli par JEAN-PIERRE BEDEI)



convaincre naturellement. Tout cela, bien sûr, à côté d'une campagne plus classique avec meeting, affichages, etc.

– Revenons aux thèmes de cette campagne qui, bien sûr, dépasseront largement le cadre du sport...

– Effectivement et de toute façon je veux montrer que je ne suis pas seulement un technicien. Vous savez le Cher est confronté à de très nombreux problèmes au niveau de l'agriculture, du désenclavement du département, du chômage, de l'emploi des jeunes et de la santé. Autant de dossiers auxquels sera confronté le député que la population aura élu. Et qu'elle aura élu pour qu'il l'a défende.

– Si vous avez la possibilité de continuer une action ministérielle ce ne sera donc pas forcément aux Sports...

– Pas forcément c'est vrai. Si l'on est un homme politique et que l'on a démontré sa capacité à gérer un ministère, il n'y a pas de raison de se cantonner dans tel ou tel type de ministère. Il existe d'autres possibilités techniques ; je n'oublie pas que je suis chirurgien. Mais je dis cela par principe, car je me retrouverais très bien à la Jeunesse et aux Sports.

– Concernant justement le sport, quelles menaces feraient peser un retour de l'opposition sur la politique mise en place par la gauche ?

– En ce domaine, j'ai eu connaissance d'échos vraiment alarmants. Et notamment cette menace qui pèserait sur le ministère de la Jeunesse et des Sports que l'on voudrait effacer d'un simple trait de plume. Cela signifie donc que l'on sacrifierait le service public de la Jeunesse et des Sports au profit d'un libéralisme sauvage. Car si le Mouvement sportif est très puissant par lui-même, son action intéresse malgré tout la nation tout entière. Et ne parlons pas des sportifs qui ne sont pas organisés. C'est donc alarmant et les gens doivent savoir que dans ces conditions le sport français encourt une grave menace. Celle d'une révolution négative. ●

(Propos recueillis par PHILIPPE MAQUAT)

GROUPE CdF

SOFIREM - DOCI

La SOFIREM (Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières) a pris une participation de 150.000 F. au capital de la Société DOCI (Diffusion d'Optique Commerciale et Industrielle) qui fabriquera et commercialisera des microscopes binoculaires à haute définition, pour applications laser.

La Société DOCI bénéficiera, en outre, d'un prêt de 1.200.000 F. de la part de SOFIREM.

La Société DOCI s'installera sur la zone des Pradeaux à Gréasque, près d'Aix-en-Provence, et y créera 45 emplois dans un délai de trois ans.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579



Objectif : 10 000 de plus

La grande campagne que nous avons lancée depuis le Congrès de Toulouse s'achève avec cette fin d'année. Elle nous a valu plusieurs milliers d'abonnements nouveaux. Mais compte tenu de la grande bataille électorale qui s'engage, nous ne pouvons en rester là. Il faut donc accentuer l'effort entrepris en profitant de l'accueil généralement favorable que reçoit la nouvelle formule de « l'Unité » qui nous permet de présenter un journal à la fois plus maniable, plus vivant et plus diversifié, en d'autres termes plus lisible et plus moderne.

Face à la grande presse dont la plupart des titres – quotidiens et hebdomadaires – mènent un combat permanent contre les idées et l'action du Parti socialiste, « l'Unité » reste le seul organe d'audience nationale qui exprime ces idées et soutient cette action.

C'est une lourde responsabilité à laquelle nous ne pouvons faire face qu'en accroissant nos moyens et notre diffusion. Notre objectif est ambitieux : gagner au moins 10 000 abonnements nouveaux. C'est possible si chacun d'entre vous se mobilise en faisant connaître « l'Unité » autour de soi et en recrutant de nouveaux abonnés.

Pour cette bataille, « l'Unité » a besoin de vous comme vous avez besoin de « l'Unité ». Alors dès aujourd'hui, avec nous, mobilisez-vous pour que vive la presse socialiste.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (195 F)***
★ ***abonnement d'un an (290 F)***
★ ***abonnement de soutien (500 F)***

☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

PAR MARTINE DUCOUSSET

Histoires de crocodiles et de vieux caïmans...

On avait déjà – malheureusement – le Front national, nous voilà aujourd'hui pourvus d'un Rassemblement national. C'est, d'ailleurs, pratiquement la même chose. Juste un sigle sous lequel Jean-Marie Le Pen va mener campagne avec son tout nouvel associé Bruno Mégret, président des Comités d'action républicains créés après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Un Mégret qui fut jadis candidat du R.p.r. dans la 3e circonscription des Yvelines face à Michel Rocard, et qui renie aujourd'hui ses premières amours : selon lui, le R.p.r. et l'U.d.f. « incarnent une époque révolue » (...) « Nous ne voulons pas troquer un caïman contre un crocodile », a-t-il expliqué ; « Nous voulons sortir du marigot et nous ne pouvons pas faire confiance à ceux qui pataugent dedans depuis plus de dix ans. » Bruno Mégret sera tête de liste dans l'Isère. Sur Paris, pas de surprise : derrière Jean-Marie Le Pen, on trouve Edouard Frédéric-Dupont, député apparenté R.p.r. de la 5e circonscription de la capitale, et adjoint de Chirac à la mairie de Paris. A part cela, on dira qu'il n'y a aucun lien entre Le Pen et le R.p.r. !

... sans parler des dinosaures

Giresse encore, Giresse toujours. Pas le footballeur, l'autre. Le magistrat de fer, ex-président de la cour d'assises de Paris, qui s'était fait remarquer il y a un mois en s'en prenant à ceux qu'il continue d'appeler des « avocats de la pègre ». On le savait douteux politiquement, ça se confirme : bien que l'homme ait juré sur T.f.1 vouloir s'adonner à une retraite tranquille, le voilà second de liste F.n. dans le Val-d'Oise derrière Yvon Briant, adhérent du C.n.i.p. La nouvelle n'a après tout rien d'étonnant. Dans une récente interview accordée à « National-Hebdo », André Giresse avait déclaré très clairement : « La France serait-elle le seul pays qui ne pourrait conserver son indépendance et son identité ? La vérité c'est qu'elle devient une colonie du tiers monde. » Le Pen-Giresse même combat. Les futurs accusés de la cour d'assises de Paris – surtout les basanés – l'ont échappé belle...



Le Pen vu par Daullé !

Maréchal les revoilà !

Ils n'ont toujours pas désarmé. Quarante ans après, ils se languissent encore. Quarante ans après, ils ne jurent que par lui. Lui ? Le Maréchal, voyons ! Le seul, l'unique, l'incomparable. Celui qu'encensent à longueur de colonnes ses fervents admirateurs dans un bulletin entièrement consacré à la gloire du vainqueur de Verdun.

Quelques têtes de chapitres, au hasard : « L'armistice sauveur », « La Patrie », « La famille était (alors) protégée », ou encore ce cri du cœur « Courage, on y arrivera ! » On y dénonce le « procès inique » intenté à Philippe Pétain, on y condamne le général De Gaulle qui a tout fait pour « dénaturer et discréditer l'armistice », on y invoque pour finir l'un des principes essentiels qui devrait guider la communauté française : « L'esprit de revendication retarde les progrès que l'esprit de collaboration réalise. » Sic. Combat d'arrière-garde ? Pas pour tout le monde. Raymond Barre ne vient-il pas de remettre au goût du jour le « Travail, famille, patrie » cher au Maréchal ?

Enfin Chaban revient !

Chaban sur les rangs, Chaban prêt à rempiler. C'est quand même fou comme Matignon attire n'importe quel revenant de l'opposition ! Oh, le maire de Bordeaux n'a pas présenté officiellement sa candidature. Mais, interrogé le 12 décembre dernier au cours de l'émission de T.f.1 : « Questions à domicile » sur une éventuelle cohabitation, il a, décrivant le futur Premier ministre, carrément fait son autoportrait. Avec des formules choc, du genre : « Le président présidera et le gouvernement gouvernera. » Sous-entendu : l'occupant de Matignon aura en charge les affaires du pays, tandis que l'hôte de l'Elysée se contentera d'inaugurer les chrysantèmes. Et Chaban, tout content de sa grande idée, ajoute : « Le chef du gouvernement, c'est un personnage qui n'a jamais existé. » C'était dans notre série : « Pourquoi ne tirerais-je pas la Constitution à moi »...

Barre : une image de plus en plus floue

Un coup à gauche, un coup à droite. Ce n'est pas qu'entre les deux le cœur de Raymond Barre balance vraiment – on connaît le bonhomme, on sait de quel côté il penche – mais enfin, ces derniers temps, il avait montré nettement plus de modération que ses adversaires de l'opposition. Allant même jusqu'à approuver les lois Auroux, se fendant même, à plusieurs reprises, d'un discours plutôt correct sur les immigrés. Trop, c'était trop, sans doute. Après avoir satisfait les centristes de son électorat potentiel, il devenait urgent pour lui de caresser dans le sens de son idéologie une droite pure et dure dont il espère le soutien. Depuis le week-end dernier, c'est chose faite. Pour sa deuxième prestation « conviviale » du parc « Eurexpo » de Lyon-Chassieu, l'ancien Premier ministre n'y est pas allé de main morte.

D'abord, en appelant de tous ses vœux le retour des vraies valeurs – il dit « fondamentales » – complètement érodées par la crise. Quelle tristesse, explique Raymond Barre : « On a abouti à un individualisme exacerbé, à un égoïsme forcené détruisant les solidarités. » Comment s'en sortir ? En revenant à « l'ordre moral des pharisiens ». Bref, en déclarant comme notre nouveau Père la Vertu : « Oui au travail, oui à la famille, oui à la Patrie mais dans une France libre parce que des hommes libres l'auront voulue. » On croit rêver. Barre qui invoque les mânes du Maréchal en même temps que celles du général c'est hallucinant. « Travail », « Famille », « Patrie », « Ordre moral », ça vous a quand même un petit air de tristement connu, non ?

Mais le « premier économiste de France » ne s'en est pas tenu là. Pour « rendre son dynamisme à la France », a-t-il ajouté, il faut veiller à la sécurité du pays. Et, pour que cette sécurité existe vraiment, il faut rétablir la peine de mort. C.q.f.d. Son intime conviction, c'est que la guillotine est une vilaine chose. Mais enfin, quand faut couper, faut couper, pas vrai ? Alors, c'était ça, le programme politique de Raymond Barre ? Pétain plus la peine de mort ? C'est toujours bon à savoir...

PETROLE : LE CHOC EN RETOUR



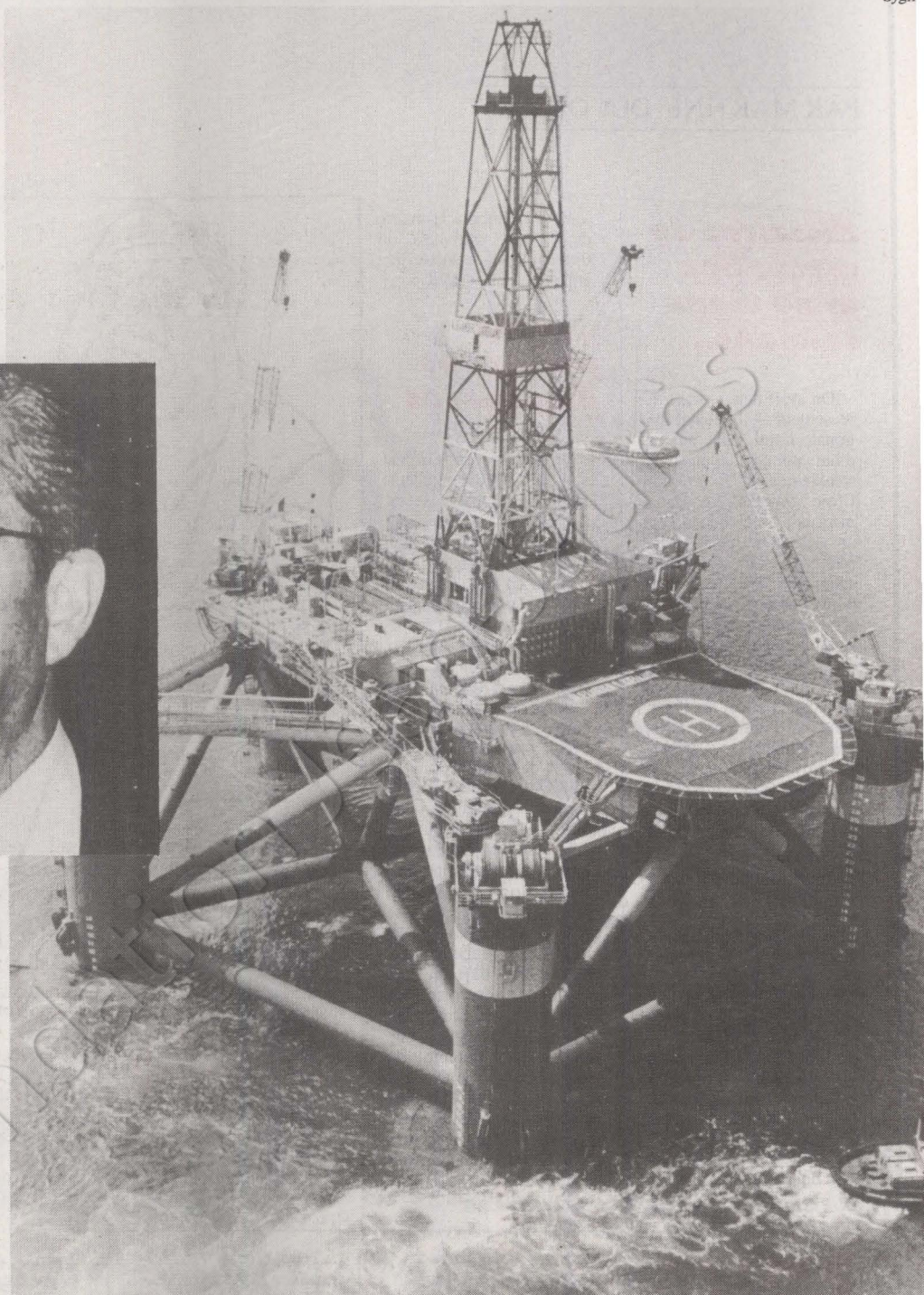
Le Vénézuélien Arturo Hernandez Grisanti, nouveau président de l'Opep.

A.f.p.



Sygma

Cheikh Yamani, ministre du Pétrole de l'Arabie Saoudite.



Sygma

Plate-forme de forage en Mer du Nord.

Pour lutter contre le Brent (pétrole de la Mer du Nord), l'Opep, sous la houlette du Saoudien Yamani a des atouts considérables : les prix du brut pourraient en effet tomber à 18 dollars le baril sans gêner les Treize outre mesure. Une arme terrible dont les consommateurs sont les premiers bénéficiaires... en attendant le prochain choc pétrolier dans les années 90-95.

PAR STEPHEN GERE

SAMEDI 7 décembre. Il fait froid à Genève. Les ministres de l'Opep sont là depuis le milieu de la semaine. Pas de déclaration tonitruante à signaler ou à déplorer. C'est tout juste si Cheikh Yamani, le Saoudien, et Maneh Sayed al-Oteiba, son compère des Emirats arabes unis, ont menacé d'une « inévitable » guerre des prix. Enfin, on s'apprête à passer un week-end calme. D'ailleurs un délégué a déclaré qu'on allait encore renvoyer les questions délicates au printemps, quand les prix retomberont avec la demande. Un communiqué publié la veille indique seulement que les ministres sont réunis pour un tour d'horizon du marché mondial.

Pourtant l'Opep est en crise. De 60 % du marché mondial en 1979, l'organisation n'en détient plus que 35 %. Un tiers ! Plus de

quoi avoir une influence décisive sur les prix. Face à l'Opep, des producteurs comme la Grande-Bretagne, la Norvège, se moquent bien des menaces de Yamani. Depuis 1982, les Treize ont pris une série de mesures tendant à raréfier l'offre sur le marché pour soutenir les prix du brut. D'abord ils vendent à un « prix officiel ». Ensuite ils fixent un plafond de production et un quota à chaque Etat membre, un peu comme pour l'acier européen. Mais personne ou presque ne respecte son quota *(voir tableau ci-contre)*. Du coup, l'Arabie Saoudite qui s'est engagée à jouer les producteurs d'appoint, est tombée au cours de l'été à moins de 2 millions de barils par jour (Mb/j), alors que son quota est de 4,35 et sa capacité de production de 14. Soit autant que toute la demande adressée en août à l'Opep. En outre, les Saoudiens disposent du quart des réserves prouvées du monde entier, dans les 25 milliards de tonnes. Cheikh Yamani a les moyens d'une guerre.

Le bonheur du restockage

Le dimanche 8 décembre dans la matinée, tout est encore calme. La reprise saisonnière de la demande conforte les observateurs dans leur certitude qu'il ne passera rien à Genève. C'est en effet en cette saison que les compagnies pétrolières choisissent de restocker. Des coups de froid sont à redouter pendant lesquels les services publics de l'électricité rallument leurs centrales au fuel. Cela s'est encore passé ainsi en janvier dernier. E.d.f., qui dispose d'un parc d'une cinquantaine de centrales nucléaires, brûle du charbon puis du fuel lourd dans les périodes de pointe.

Ce restockage fait le bonheur des pays exportateurs de pétrole. Selon les toute dernières statistiques de l'Agence internationale de l'énergie (A.i.e.), l'Opep aurait produit plus de 17 Mb/j en octobre. Le Brent, le brut de la Mer du Nord exporté par la Grande-Bretagne et la référence avec l'Arabian Light pour les pétroles légers, a atteint des pics à 30,65 et 30,70 dollars par baril quinze jours plus tôt. Le Forcados Nigérian, concurrent du Brent, s'est vendu à 30,30 et 30,60 dollars pour livraison immédiate, alors que son prix officiel (le Nigeria fait partie de l'Opep) est de 28,07 dollars par baril.

Dans l'après-midi du 8 décembre, une première dépêche annonce l'élection du Vénézuélien Arturo Hernandez Grisanti à la présidence de l'Opep. Une péripétie attendue, le mandat du professeur Subroto, ministre indonésien du pétrole, était arrivé à expiration.

Tout de même, il va encore y avoir des commentateurs pour déclarer lundi que l'Opep perd ce qui lui reste de crédibilité en différant de mois en mois la résolution des différends qui opposent entre eux ses Etats membres. Au cours de l'été, on a plusieurs fois pronostiqué l'éclatement du cartel. Son vieux compagnon de route, le Mexique, a décidé de désormais naviguer seul, loin de l'escadre. L'Equateur s'est même permis de bouder l'une des dernières conférences, sous prétexte que l'organisation n'avait pas mis l'augmentation des quotas à l'ordre du jour. Mais alors Yamani, soutenu par la plupart des Arabes, ne souhaitait pas relever quotas et plafonds. Une telle décision aurait pour conséquence un effondrement des prix en jetant de nouvelles quantités sur le marché. Yamani souhaite au contraire qu'on défende les prix officiels. Pourtant, en octobre dernier, dix Etats membres sur treize ont encore dépassé leur quota. Tout leur est bon : le troc comme le raffinage à façon. A chaque fois à des prix sacrifiés, bien sûr. Aux prix des marchés libres, dits prix « spot », inférieurs d'un ou deux dollars aux prix officiels.

Le poète du cartel, Manehsayed al-Oteiba, se paie un petit week-end de psychodrame courant novembre. Il annonce que les quotas ne tiennent plus, que chacun est libre de produire ce qu'il veut. Subroto rattrape de justesse l'« écart » de son collègue : les quotas sont toujours d'actualité, de même que les prix officiels. Rompez ! Yamani sort alors la grosse artillerie : « Si nos concurrents non-membres de l'Opep ne se disciplinent pas davantage pour ne pas engorger le marché, les prix « spot » vont tomber sous les 20 dollars pendant, l'été 1986. » L'avertissement vaut aussi pour les Etats membres, cela va de soi.

Et puis dimanche 8 décembre en soirée, un communiqué attribue au président sortant, le Pr Subroto, la nouvelle selon laquelle « une majorité » se serait dégagée en faveur d'une défense non plus des prix mais d'une « juste part » du marché mondial. Ce serait un changement radical de stratégie dont on mesure mal, sur le coup, les conséquences. Mais il faut une majorité, et l'Iran monte déjà en ligne contre cette proposition.

Le lundi 9 décembre, la conférence reprend sur la même discussion. Personne encore n'ose imaginer qu'un troisième choc pétrolier se profile. Les Treize se quittent pourtant en fin d'après-midi avec une unanimité : l'Opep « assurera et défendra désormais une part équitable du marché pétrolier mondial ». Fini, les prix officiels, on défend désormais le marché. Pardon, la part de marché ! Tout le monde comprend dès lors que tout va dépendre du sens de l'équité des Treize : à quel niveau cette part de marché sera-t-elle jugée « équitable » ?

Guerre des prix

L'Opep refuse de fixer un niveau officiel. Si c'est le niveau actuel de la production, un peu en dessous du plafond de 16 Mb/j, ce n'étais pas la peine de se fendre d'une pareille déclaration. Ce sera donc plus. Et si c'est plus, c'est la guerre ! Le communiqué final estime que cette part de marché doit être « compatible avec les revenus nécessaires des pays membres ». Le Vénézuélien Arturo Hernandez Grisanti, qui veut inaugurer son mandat présidentiel, la situera entre 16 et 18 Mb/j. Pour ne pas être de reste — et pour qu'une décision, dont il est le principal instigateur, ne laisse pas de doute sur ses intentions — Cheikh Yamani la verra « bien au-delà de 16 Mb/j ».

On avait compris. Si tous les ministres ont refusé d'assimiler leur décision à une déclaration de guerre des prix, les marchés l'ont, en tout cas, reçue comme telle. Les prix à terme et au comptant chutent de plus d'un dollar à Londres et à New York le lundi même. Le Brent trouve acheteur à 26,60 dollars contre 27,85 le vendredi 6 décembre et 30,70 dollars quinze jours aupa-

(suite en page 16)

Dernière production Opep sous quotas (avant la décision du 10 décembre) en milliers de barils par jour.

Opep	Quota	Production en octobre 1985	Dépassements
Algérie	663	675	oui
Equateur	183	280	oui
Gabon	137	160	oui
Indonésie	1 189	1 500	oui
Iran	2 300	2 400	oui
Irak	1 200	1 500	oui
Koweït	900	900	non
Libye	990	1 200	oui
Nigeria	1 300	1 450	oui
Quatar	28	320	oui
Arabie Saoudite	4 353	4 000	non
Emirats arabes unis	950	1 250	oui
Venezuela	1 555	1 550	non
Plafond	16 000	17 335	= Total

(suite de la page 15)

ravant. Pétromonnaie, la livre sterling commence à montrer des signes de faiblesse. L'or dégringole. Un « trader » du marché « spot » de Rotterdam constate : « Nous ne sommes pas nerveux, nous paniquons. »

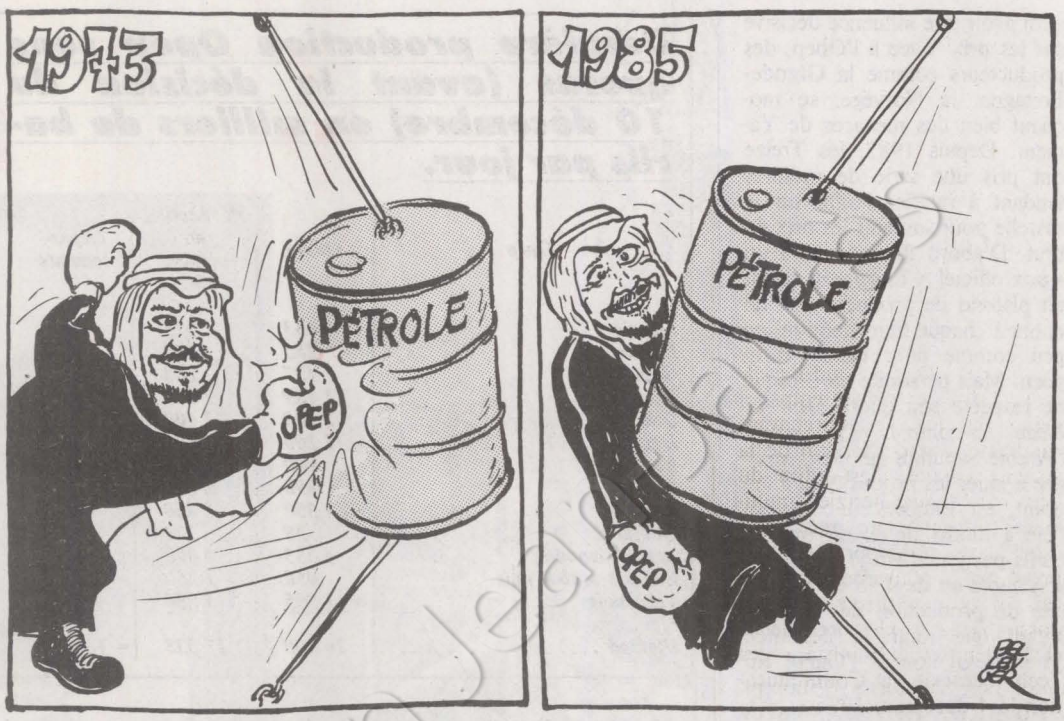
Cela ne fait de doute pour personne. Si l'Opep veut 2 Mb/j de plus, elle ira les chercher... Le Nigeria a déjà prévenu qu'il était prêt à concurrencer « cent pour cent et baril pour baril » le Brent produit dans la Mer du Nord par les Britanniques. L'offensive se concentre sur la Grande-Bretagne. Mais Margaret Thatcher ne faillira pas à sa réputation d'« Iron Lady ».

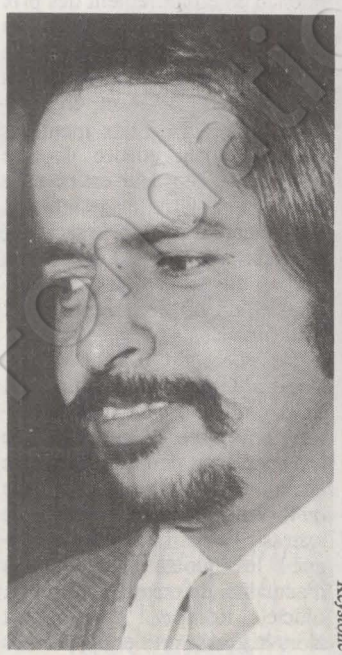
Chute record !

Mardi 10 décembre. Toutes les radios parisiennes ouvrent leur bulletin sur une chute prochaine du litre de super. Cinquante centimes ou plus ! Nous n'en sommes pas là, même si le marché anticipe largement sur ce qui risque de se produire dans les trois mois à venir. Mais, tout d'abord, le gouvernement britannique réagit à ce qui ressemble à une dernière menace de l'Opep pour le contraindre à « contrôler » sa production. Maggie Thatcher, qui vient de démanteler la British National Oil Company (Bnoc), n'entend pas intervenir dans la commercialisation et la fixation des prix du pétrole britannique : libéralisme oblige ! La Grande-Bretagne n'ordonnera donc pas de réduction de sa production en Mer du Nord.

Du coup les prix s'effondrent. A Londres, à New York et à Rotterdam. Dans la journée de mardi, le Brent va tomber à 21,70 dollars par baril pour livraison en janvier (21,70 dollars ! dix dollars de moins en deux semaines !) En fin de journée, les prix remontent et se stabilisent. A Londres et à New York, le Brent s'échange autour de 25,25 dollars. La « panique » est terminée. Provisoirement.

Mercredi 11 décembre, les autres pays non-membres de l'Opep suivent l'exemple de la Grande-Bretagne. Le Mexique annonce, par la voix de la Pemex, sa compagnie nationale, qu'il maintiendra ses prix jusqu'à la fin de l'année. L'Egypte poursuivra ses écoulements à leur niveau actuel. Quant à la Norvège, elle déclare, par la bouche de son ministre Kaare Kristiansen, qu'elle ne pourrait réduire sa production, sans risquer de ne pas rentabiliser ses 5 à 6 milliards de dollars d'investissements, avant... 1990 ou 1991. Les hostilités sont ouvertes.





Keystone

Maneh Sayed al-Oteiba, ministre du Pétrole des Emirats arabes unis.

En France, on continue de spéculer sur une possible baisse des prix de l'essence et du super. Avec la libération, décidée par Pierre Bérégovoy, des importations de produits raffinés, on s'attend à des baisses de 30, 40 et même 50 centimes au litre. L'Institut français du pétrole (I.f.p.), une institution dont le sérieux n'est plus à démontrer, parie sur 25 à 30 centimes, mais à la sortie de l'hiver. Car c'est un choc pétrolier à retardement qu'ont allumé, l'autre week-end à Genève, les Treize de l'Opep.

A quand le prochain choc ?

Première étape, une guerre des prix, lorsqu'au printemps prochain, la demande « naturelle » à l'Opep étant tombée aux environs de 14 Mb/j, l'organisation se lancera dans une guerre des prix pour prendre deux à quatre Mb/j à ses concurrents. Selon Cheikh Yamani, les prix pourraient tomber alors à 18 dollars par baril. Un prix toujours « économique » pour tous les Etats-membres du Cartel. Songez seulement que le pétrole saoudien coûte moins de deux dollars par baril à produire. C'est une arme terrible ! En Mer du Nord, le coût de production varie de 10 à 15 dollars. Il est plus cher ailleurs. Difficile de produire un pétrole plus cher que ce qu'il rapporte...

Deuxième étape, dans cinq à dix ans. Beaucoup de gisements seront en voie d'assèchement, alors que les Saoudiens détiendront toujours le quart des réserves mondiales. La guerre des prix, menée par l'Opep, aura tari les revenus des pays non-membres au point qu'ils n'auront pas eu les moyens d'investir dans la recherche et l'exploration de nouveaux gisements. C'est alors que, de nouveau maîtres du marché, les Treize nous feront payer très cher leur faiblesse passée. Les futurs chocs pétroliers sont pour les années 1990-1995...

Il reste une dernière hypothèse : que la Grande-Bretagne et quelques autres finissent par plier le genou devant Cheikh Yamani et accepte de réduire sa production pour soutenir les prix « spot », devenant ainsi, en passager clandestin, le quatorzième de l'organisation. Dans tous les cas de figure, on n'a pas fini de parler de l'Opep. ●

TELEVISIONS PRIVEES : LA PIEUVRE LUXEMBOURGEOISE A LES DENTS LONGUES...

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

LE 25 novembre dernier, Jacques Rigaud, administrateur délégué de la C.l.t. (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion) et de fait patron de R.t.l. (Radio Télé-Luxembourg) en France, annonce qu'il introduit un recours en justice contre l'octroi de « la 5 » au groupe Seydoux-Riboud-Berlusconi. Dans le même temps, il avertit que R.t.l. est dorénavant candidate à la concession de la sixième chaîne, c'est-à-dire du deuxième réseau hertzien multivilles (à dominante muscicale) esquissé par le rapport Bredin et prévu par le gouvernement français. Il boucle effectivement le dossier dans les plus brefs délais et le dépose au ministère des Techniques de la Communication le 4 décembre 1985.

Auparavant, le 2 décembre, Jacques Rigaud, dans une lettre à Jacques Pomonti (chargé de la mission concernant le satellite français T.d.f.1), avait confirmé les prétentions de la C.l.t. : disposer d'un ou deux canaux dudit satellite, conformément à l'accord passé entre les gouvernelents français et luxembourgeois le 26 octobre 1984. Cette missive ne faisait que reprendre la position luxembourgeoise telle que l'avait énoncée Jacques Santer, Premier ministre du Grand-Duché, au sortir d'un double rendez-vous avec François Miterrand et Laurent Fabius, le 12 novembre 1985 : « La C.l.t. doit être l'opérateur économique principal. » Opérateur de quoi ? Du nouveau paysage audiovisuel français, des nouvelles télévisions privées françaises, qu'elles passent par les ondes hertziennes ou par les satellites.

Le rappel de ces faits et déclaration n'est pas sans importance. Il démontre avec quelle constance, avec quel entêtement les Luxembourgeois au plus haut niveau politique et la C.l.t. à tous les étages tiennent à s'incruster dans le champ de la télévision française. L'irruption de Seydoux-Berlusconi sur l'échiquier audiovisuel hexagonal ne les désarme pas : ils persistent, ils se cramponnent, ils s'accrochent. Ils voulaient tout : chaînes privées françaises et satellites français. Ils ont été « doublés ». Ils continuent néanmoins. Au nom de la francophonie, bien sûr. Au nom de la francophilie, prétendent-ils. Mais là, leurs arguments sont moins solides.

En fait, la C.l.t. ne joue pas exclusivement français comme voudraient le faire croire Jacques Santer et Jacques Rigaud. Elle joue français en France, belge en Belgique, luxembourgeois au Luxembourg, allemand en Allemagne fédérale, canadien au Canada, américain aux Etats-Unis, anglais en Angleterre. Elle aurait même joué Berlusconi en Italie si, en 1984, l'intéressé s'était laissé faire ! Depuis plus d'un an, la C.l.t. a entamé une fantastique partie de « poker menteur » de dimension mondiale. Se faisant exigeante ou conciliante selon les circonstances. Mais sans jamais dévier de son but unique : devenir un des deux ou trois grands empires audiovisuels du globe. Quitte à s'allier ici avec des anges, là avec le diable. Bref, la C.l.t. mène « la stratégie de la pieuvre ».

Doublée par le tandem Seydoux-Berlusconi dans la saga de la « 5 », la Compagnie luxembourgeoise de télévision lance une quadruple O.p.a. sur : la sixième chaîne, un ou deux canaux de T.d.f.1, le rachat de Télé Monte-Carlo et une prise de capital à Canal Plus. Pas moins !

R.t.l.-T.v. : 47 % d'audience

En Italie, il y a un an, la C.l.t. a tenté de s'offrir 34 % du capital de Berlusconi : échec. En France, au cours de l'année 1985, s'opposant à Europe 1, R.m.c. et Télé Monte-Carlo, la C.l.t. a essayé de se faire attribuer la concession de la première chaîne de télévision privée française ; sentant poindre « le danger Berlusconi », elle a ensuite proposé à Europe 1 et R.m.c. de s'associer avec elle dans une opération « périphérique » : échec. Maintenant, elle vient de lancer une quadruple O.p.a. : la sixième chaîne française, un ou deux canaux sur le satellite T.d.f.1, le rachat de Télé Monte-Carlo et une prise de capital à Canal Plus. Pas moins !

R.t.l.-T.v. est actuellement captée dans trois départements français : la Moselle, la Meuse, la Meurthe-et-Moselle ; résultat : 47 % d'audience. En Belgique et au Luxembourg, au cours de l'année 1985, R.t.l.-T.v. a accru son impact de 114 % entre

(suite en page 18)

(suite de la page 17)

17 et 20 heures ; autant dire que la R.t.b., le service public belge, est dans les choux. Logique de terrain : en réalité, financièrement parlant, la C.l.t. est belge : 54 % de son capital est détenu par le holding Audiofina derrière lequel se cache le Groupe Bruxelles-Lambert S.a. dirigé par le Belge Albert Frère.

Le 2 janvier 1984 la C.l.t. a lancé R.t.l. Plus : une chaîne de télévision germanophone qui arrose l'ouest de la République fédérale allemande. Pour ce faire, la C.l.t. s'est alliée avec le groupe Bertelsmann, qui fait un chiffre d'affaires annuel de plus de 2 milliards de dollars et qui est au neuvième rang du marché mondial des médias. Et maintenant la C.l.t. et Bertelsmann sont en train de négocier avec Léo Kirch, dit « Léo-le-bras-long », qui a acheté en exclusivité pour la R.f.a. tous les catalogues de films étrangers : ensemble, ils rêvent de truster les programmes du câble allemand.

« Il y a de la part de R.t.l. une volonté de vampiriser et américaniser l'espace audiovisuel européen. » Quand il a lu cete phrase dans « l'Unité » (n° 619), Jacques Rigaud a piqué une grosse colère. C'est « Télérama » qui le rapporte dans son numéro du 27 novembre 1985. Selon notre confrère, Rigaud a tonné : « C'est de la diffamation. De la désinformation. Murdoch n'est ni devant ni derrière la C.l.t. » Puis il a reconnu : « On aura besoin de produits anglo-saxons. Ce rapprochement peut être à terme bénéfique. »

Vous avez dit Murdoch ? Le magnat autralo-anglo-américain Rupert Murdoch et le Belge Albert Frère, l'homme fort de la C.l.t., ont bien créé, en septembre 1985, une filiale commune : Média International, une société au capital de 25 millions de francs belges. Grâce à cette entreprise, Frère et Murdoch vont pouvoir acheter et vendre ensemble des programmes de télévision...

Frère et Murdoch travaillent main dans la main depuis quelque temps. Grâce à la filiale américaine du Groupe Bruxelles-Lambert S.a., la Drexell Burnham Lambert, donc grâce à Frère, Murdoch a pu s'offrir la Twentieth Century Fox. Ils n'en resteront pas là. Murdoch, qui possède aux Etats-Unis la chaîne de télévision Sky Channel, la Fox Television et quelques chaînes locales (il vient d'en racheter cinq récemment)... rêve de s'offrir un satellite de télévision directe pour mieux pénétrer le marché audiovisuel britannique. Or, Frère, lui, s'est acheté il n'y a pas si longtemps une banque d'affaires qui a son siège à la City de Londres : le Henry Ansbacher Holding P.l.c. ! Ça pourrait aider Murdoch...

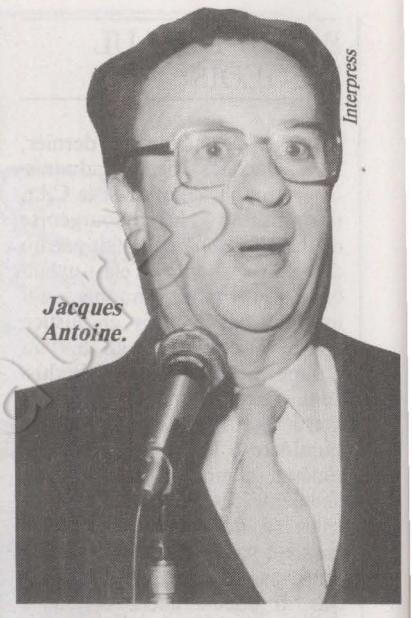
Et que Jacques Rigaud ne viennent pas nous dire que les Luxembourgeois sont incapables de s'associer avec les Américains sur un projet de satellite. Faut-il lui rappeler qu'avant de signer un accord avec la France en octobre 1984, le Luxembourg a négocié l'utilisation du satellite américain Corenet ? Et qui se cachait derrière Coronet ? L'ancien conseiller de Richard Nixon, Clay Whitehead, qui est, entre autres, le patron de la Home Box Office, la première chaîne américaine de télévision à péage. Et qui a négocié avec Whitehead ? La Société luxembourgeoise de satellite et... la C.l.t. !

Des libéraux ! des vrais

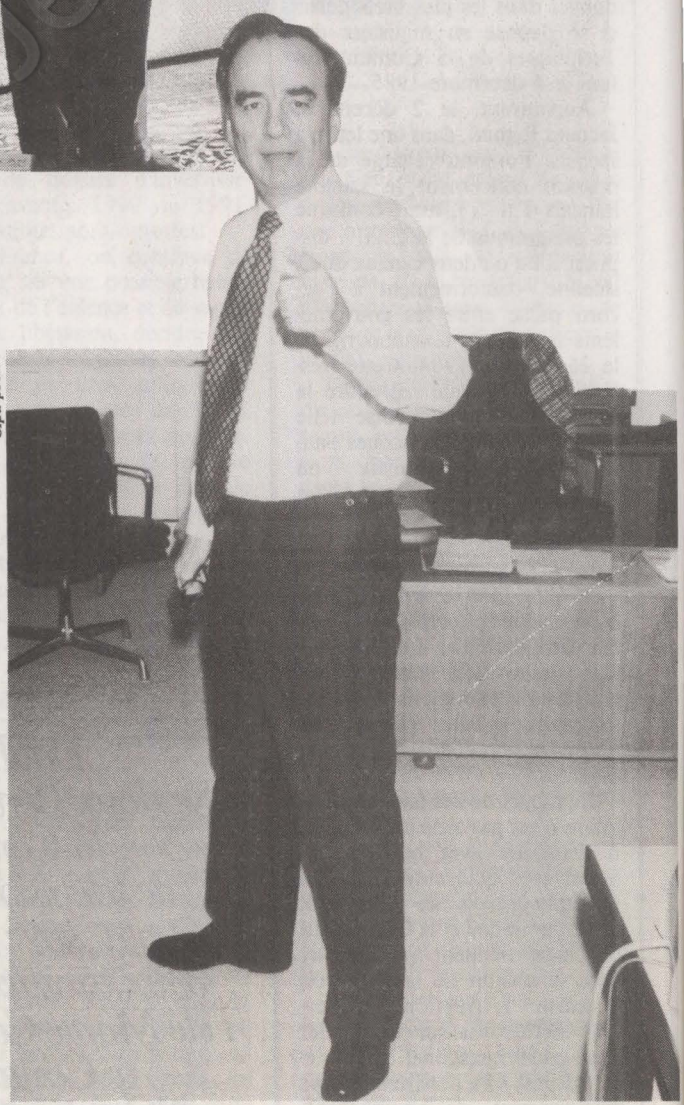
Jacques Rigaud parle de « produits anglo-saxons ». Il a raison : l'alliance Murdoch-Frère ne concerne pas seulement les Etats-Unis et l'Europe, elle s'étend aussi au Canada. Pour créer Média International il y avait un troisième larron : Paul Desmarais, le Hersant québécois, le Hearst canadien. Président du groupe Power Corporation, patron de journaux (« La Presse » de Montréal), il est devenu le « boss » de la chaîne de télévision canadienne Télé Métropole, rachetée par une de ses filiales, la Power Communications, qui est aussi actionnaire du Groupe Bruxelles Lambert S.a. Comme ce monde-là est petit ! Desmarais est un libéral, un vrai, tendance Reagan-Bourassa, tendance Giscard-Chirac. Savez-vous ce qu'il a fait en 1981, quand la gauche est venue au pouvoir en France ? Avec



Le Belge Albert Frère p.-d.g. du groupe Bruxelles-Lambert S.a.

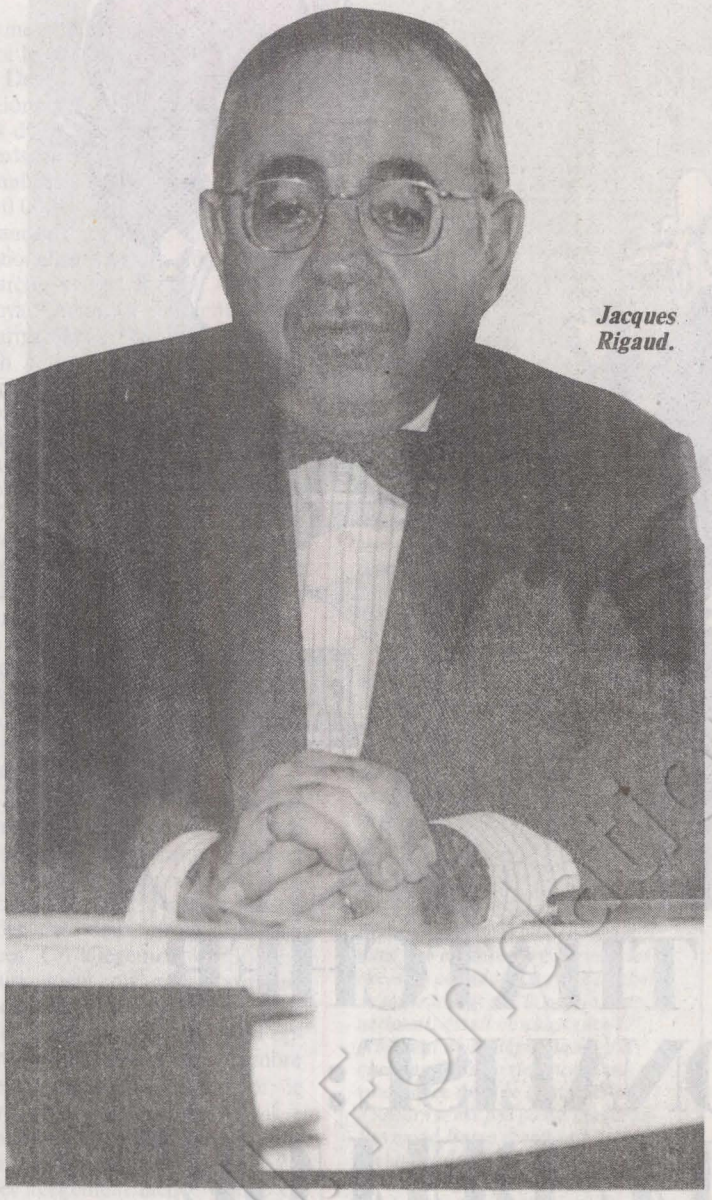


Jacques Antoine. Interpress



Sipa-presse

Rupert Murdoch.



Jacques Rigaud.

Albert Frère (tiens, tiens !), avec le Suédois Anders Wall, avec le Flamand André Leysen, il a tenté d'empêcher l'Etat français de nationaliser les filières belge et suisse de Paribas. Ils ont échoué, mais la société anti-Paribas qu'ils avaient créée à l'époque, la Pargesa Holding S.a., existe encore : elle détient 25 % des actions du Groupe Bruxelles Lambert S.a. !

Ces montages financiers éclairent la stratégie de la C.l.t. en France. Desmarais, Murdoch et Frère roulent par-dessus les frontières pour le libéralisme ; il est donc logique que Jacques Rigaud et Jacques Chirac aillent ensemble à la bataille contre la stratégie audiovisuelle d'un gouvernement français de gauche. Si la C.l.t. ose se prétendre francophile quand ça l'arrange, il y a manifestement une partie des Français qu'elle n'aime pas...

Jacques Rigaud ne manque pas d'air ! Reprenant ses arguments, un journaliste du « Quotidien de Paris », le 24 novembre 1985, écrivait sans rire que la C.l.t. « n'est pas à majorité luxembourgeoise » et que « côté capital, les Français dominent ». Si la première affirmation est vraie, la seconde est fausse. La C.l.t. n'est pas à majorité luxembourgeoise, en effet ; elle est à majorité belge ! Démonstration : le Holding Audiofina possède 54 % de la C.l.t. ; or, ce sont les belges (n'est-ce pas M. Frère ?) qui sont majoritaires dans Audiofina. Et à qui doivent-ils cette majorité ? A un certain Valéry Giscard d'Estaing !

C'est raconté en ces termes dans le dernier numéro du « Nouvel Economiste » (qui, jusqu'à preuve du contraire, n'écrit pas n'importe quoi !) : « La France exercerait tranquillement son influence aujourd'hui encore si elle n'avait vendu,un jour de 1973, son droit d'ainesse à la Belgique. Par peur de l'arrivée de la gauche, Valéry Giscard d'Estaing, avec l'aval de Georges Pompidou, accepte alors qu'Audiofina, un holding luxembourgeois qui regroupe Havas et le holding belge Bruxelles-Lambert, prenne la majorité du capital de la C.l.t. Et les Belges, la majorité d'Audiofina. » De deux choses l'une : ou bien Jacques Rigaud ne sait pas compter, ou bien ses amis Chirac et Giscard ne l'ont toujours pas prévenu (en 1985) qu'ils avaient donné la majorité de la C.l.t. aux Belges en 1973 !

Le grand manitou des jeux

Jacques Rigaud ne manquait pas d'air non plus le 25 octobre 1985 quand, sur les ondes de R.t.l., à travers de longues périphrases, il a dénoncé les « choses graves » qui menaçaient la France. En clair, il visait Berlusconi. En quoi un Italien serait-il pire qu'une Belge ? Des deux quel était celui qui était le plus le « candidat de l'étranger » ? Berlusconi a accepté d'être minoritaire dans « la 5 » ; Rigaud l'aurait-il accepté ?

Jouant sur la corde « francophone », les gens de la C.l.t. laissent volontiers entendre que Berlusconi est le diable et que la télévision qu'il fait est des plus médiocres. Alors, pourquoi la C.l.t. a-t-elle voulu s'associer avec Berlusconi en 1984 ? Et pourquoi Berlusconi, de son côté, a-t-il tenté de débaucher Jean Stock, le directeur des programmes de R.t.l.-T.v. ? En réalité, la C.l.t. fait dans le nord de l'Europe une télévision identique à celle que Berlusconi fait dans le sud : une télévision commerciale. Avec les mêmes recettes : des jeux, des variétés, des films et des feuilletons américains. Il arrive aussi à la C.l.t. de coproduire des séries avec les Américains de la C.b.s. ; ou d'acheter des centaines d'heures à l'Australie...

« Ah ! si R.t.l. avait eu la concession de « la 5 » ! » On en tend ce genre de rengaine dans la bouche de certains créateurs. Ce serait mieux ? Oui, ce serait : feuilletons (au moins deux par jour), séries (au moins une), jeux (pendant des heures) et films... coupés par la publicité ! Il suffit d'aller en Belgique ou en Lorraine pour juger sur pièces... Ce serait mieux ? Oui, ce serait comme ce qu'il y a de plus mauvais sur le service public français ; ce serait la bagarre permanente entre les jeux les plus stupides et les jeux plus racoleurs, entre « la Trappe » et « Au nom de l'amour », entre Jacques Antoine et Pierre Bellemare.

Jacques Antoine, c'est le grand manitou des jeux a la television française. Jacques Antoine, c'est « Intervilles », « le Schmilblic », « le Palmarès des chansons », « la Course autour du monde », etc. Jacques Antoine, c'est surtout un holding de sociétés qui, depuis de longues années, prospèrent grâce à la part de redevances (confortables) que les p.-d.g. des chaînes du service public leur reversent pour amuser... ceux qui payent la redevance. Ce faisant, ce sont des dividendes que nous versons à la C.l.t. Parce que la C.l.t. possède 50 % des actions du holding de Jacques Antoine !

C'est ça la « pieuvre luxembourgeoise ». Nous savons déjà ce que c'est : ce qu'il y a de plus tarte sur T.f.1, Antenne 2 et F.r.3. Jacques Rigaud ne peut donc pas nous dire que nous ne savons pas ce que nous avons manqué... ●

P.S. : L'opposition sénatoriale a marqué un point en obtenant du Conseil constitutionnel l'annulation de l'amendement dit « Tour Eiffel ». Mais le gouvernement a déposé dès mercredi un texte rectifié qui sera voté en session extraordinaire. Et, n'en déplaise à Jacques Chirac et à ses amis, la « 5 » démarrera bien le 20 février comme prévu.



MARGARET THATCHER DENATIONALISE: "APRES MOI LE DELUGE"

PAR MARC PERRY

Avec un monumental programme de privatisation des entreprises nationalisées, Margaret Thatcher persévère dans sa lutte contre l'Etat. Résultat : à force de brader le bien de tous au seul profit de quelques-uns, elle s'attire les foudres de ses propres amis conservateurs qui l'accusent de « bazarder l'argenterie de famille pour payer le loyer ».

QUAND Harold Mc Millan ancien Premier ministre britannique, devenu depuis lord Stockton, conservateur de surcroît, dit que la politique économique de Margaret Thatcher est une politique à court terme et que les membres du gouvernement, afin de se donner un répit, « en viennent à vendre l'argenterie de famille pour payer le loyer », on est en droit d'émettre des réserves sur ladite politique. Politique qui, d'ailleurs, ne s'appuie que sur un programme gigantesque de privatisation du secteur privé toutes activités confondues. Et on va le voir, ce qui a été fait depuis 1979 en Angleterre dans le sens des dénationalisations n'est rien en regard de ce qui attend les sujets britanniques d'ici à deux ans.

Le programme des privatisations à venir pour les deux prochaines années a été communiqué par la Dame de fer à la fin du mois dernier. Elles concernent 750 000 salariés, et devraient apporter à l'Etat 14 milliards de livres sterling, somme considérable, pari économique qui provoque un tollé chez les travaillistes et une certaine hostilité chez pas mal de conservateurs qui répugnent à réduire les affaires d'Etat

© Bibliothèque Jean Jaurès

LA DROITE FRANÇAISE : "POURQUOI CHANGER UNE EQUIPE QUI GAGNE ?"

PAR STEPHEN GERE

ALAIN JUPPE va pouvoir prendre des vacances. Nous ne saurons probablement jamais si celui qui nous était présenté comme une sorte de « meilleur libéral de France » s'était vraiment laissé convaincre par son catéchisme. Il semble bien que ce chevau-léger du chiraquisme ait fait son temps. A trois mois des législatives il n'est plus certain que la droite ait envie de dénationaliser. L'opposition s'est découvert une stratégie de rechange. Et c'est Edouard Balladur, un revenant du pompidolisme qui remplacerait dit-on Juppé à la tête économique du R.p.r.

Pourtant on allait voir ce qu'on allait voir. Les nationalisées allaient être dénationalisées et pendant qu'on y était on privatiserait le reste. On ne reprendrait l'Etat, c'était juré, que pour revendre la boutique. Ça allait changer. Des foules se sont enflammées pour ce joyeux programme aux effluves d'autodafé.

Et puis il y a quelques semaines François Mitterrand dénonçait dans une conférence de presse les excès de ces adorateurs de bûchers. Je ne braderai pas le patrimoine national, disait en substance le président de la République, pas question de faire violence à ma conscience dans ce domaine. Son discours n'est pas passé inaperçu. Raymond Barre réagissait le premier : dans l'émission « l'Heure de Vérité », l'ancien Premier ministre se faisait l'apôtre d'un programme de dénationalisation d'une modération qui a surpris à peu près tout le monde. Michel Noir, l'ex-défenseur de la dénationalisation de Renault, emboîtait aussitôt le pas, au nom du R.p.r., à son collègue député de Lyon : « Nous disons la même chose », disait-il à tout hasard ! En terme de football, cela s'appelle un marquage strict.

A la suite du champion du « Non à la cohabitation », tout le monde sortait alors un programme de dénationalisation au parfum de cohabitation. Intellectuel, non ? Jacques Barrot l'éternel jeune homme du C.d.s. susurrait l'autre jour qu'il avait su amener le R.p.r. à raison...

Voilà, nous disent aujourd'hui ces messieurs, les entreprises nationalisées se privatiseront toutes seules, à leur rythme, grâce à la participation gaullienne et aux augmentations de capital. Vous voulez rire ? Comme libéralisme, on fait mieux. Maggie Thatcher n'a sans doute pas fini de se taper sur les cuisses. Quelle différence surtout avec une loi de respiration du secteur public qui aurait été inévitablement élargie aux maisons mères ?

Dernier avatar de sa philosophie politique, Jacques Chirac annonçait plus récemment aux jeunes de son parti qu'il ne toucherait pas au Smic et généraliserait les Tuc, qu'il couvrait naguère de sarcasmes. La nouvelle dénationalisation qui n'en est plus une procède du même esprit. Revenue de son délire libéral, la droite, qui n'a jamais dédaigné le pouvoir que confère le secteur public industriel, semble dire à son électorat : « N'importe quel programme, et même celui de la gauche, pourvu que ce soit la droite qui gouverne. » Beaucoup d'électeurs pensent ainsi. D'autres se demanderont peut-être d'ici à mars prochain s'il est indispensable de rappeler au pouvoir ceux qui ont tout raté pour leur demander d'appliquer le programme de ceux qui réussissent.



à une stratégie de type « Après moi le déluge ».

Depuis 1979, les dénationalisations ont apporté dans les caisses du Trésor britannique 8 milliards de livres, sans compter les 5 milliards gagnés sur la vente de 750 000 logements sociaux. L'année prochaine, six grosses nationalisées seront mises sur le marché privé : British Airways, Royal Ordnance (une entreprise d'armement), National Bus, British Airport Authority (sept aéroports dont Heathrow et Hatwick), British Gas et la dernière tranche de British Telecom. Ces six privatisations devraient rapporter, mais ce n'est pas évident, 4,75 milliards de livres. Notons que si ce chiffre est atteint, ce sera grâce à la vente de British Gas, (108 000 employés). 1 milliard de francs de bénéfices, 16 millions de clients assurent l'exploitation et la vente des gisements de gaz de la Mer du Nord. Ce sera la dénationalisation la plus importante jamais réalisée.

Le ministre des Finances britannique, en annonçant cette vague de privatisation laissait entendre que l'argent ainsi économisé servirait à alléger les impôts des deux prochaines années. Un allégement destiné exclusivement aux gros contribuables. Une mesure qui a fait dire à Neil Kinnock, le leader de l'opposition travailliste à la Chambre des communes. « Pourquoi le Premier ministre persiste-t-il à vouloir brader les biens de tous au profit d'un petit nombre ? » Cet allégement factice donne en réalité à la Dame de fer la possibilité de tenir une promesse électorale, d'en parler en tout cas. Aussi en la matière tout est permis. Devant ces attaques, qui commencent à venir de ses propres alliés, Margaret Thatcher ne démord pas de sa thèse selon laquelle « il faut faire reculer les frontières de l'Etat » et « créer une démocratie d'actionnaires et de petits propriétaires pour mieux tuer le socialisme ». C'est clair, net et sans bavures (si l'on excepte celles de Brixton et de Manchester).

Les petits propriétaires parlons-en. S'il est vrai que 96 % du personnel de British Telecom a acquis des actions de cette compagnie lors de sa privatisation en fin 1984, le montant de celles-ci ne correspond qu'à 1,5 % du total des actions mises sur le marché. Des « petits » propriétaires, en effet. Le « capitalisme populaire » encouragé par Mme Thatcher a décidément du mal à prendre son envol et déjà la chambre des Lords, conservatrice, demande des comptes au gouvernement concernant la participation des petits « épargnants aux revenus modestes » dans les entreprises « nouvellement privatisées ». Ces dernières semaines, à Londres, les attaques contre le programme Thatcher ont fusé de toutes parts. En réponse à lord Stockton, « Maggie » a trouvé cette jolie formule : « Non : nous ne dilapidons pas l'argenterie de la famille, nous la restituons au contraire, à la famille. » Formule creuse qui a du mal à justifier la cession à moitié prix (selon les

(suite en page 22)

(suite de la page 21)

syndicats) de British Telecom, vendue l'an dernier. Désétatiser, privatiser, dénationaliser, oui, mais comment ?

Margaret Thatcher a mis au point deux techniques. L'une purement financière, l'autre, plus psychologique. Le « Adam Smith Institute », un organisme économique conservateur qui avait préparé le programme de privatisation, vient de faire paraître un rapport visant à identifier les écueils et les problèmes éventuels lorsqu'un Etat s'engage dans la voie de la privatisation. L'Etat doit localiser, selon le rapport, les groupes hostiles aux dénationalisations et imaginer des parades « visant à neutraliser ou vaincre chacune des oppositions ». L'Institut donne une liste d'opposants naturels. D'abord, les fonctionnaires parce qu'« ils bénéficient généralement d'un statut privilégié sans être inquiétés par l'éventualité d'une faillite ». Ensuite les syndicats, parce qu'ils se nourrissent généralement de la permanence du monopole d'Etat. Troisième cible, les gens qui bénéficient de services subventionnés, leurs représentants et ceux des personnes défavorisées. Et en dernier lieu, la presse « toujours prompte à voir le gouvernement faillir à ses responsabilités ». Ça, ce sont les mesures psychologiques. Une psychologie dont les conséquences seraient logiquement de se mettre les syndicats, la presse, les fonctionnaires, les collectivités locales et les déshérités à dos.

Financièrement, la stratégie est simple. On prend un groupe d'activité nationalisée, on forme un ensemble homogène et bénéficiaire et on le vend. C'est ce que les économistes de « Maggie » appellent : « vendre une partie d'un tout ». Exemple : British Bail s'est séparée de sa chaîne hôtelière, de Sealink (service de ferries entre Douvres et Calais). British Leyland s'est dessaisie de sa filiale tracteurs et réfrigérateurs. Bref, on se déleste des canards boiteux, les groupes ainsi constitués deviennent bénéficiaires et plus attrayants à la vente.

Autre chose : l'acheteur est choisi par l'Etat, ce qui obère l'offre publique d'achat qui conviendrait si ce système était vraiment libéral.

Ou alors plus simplement, on utilise les deniers de l'Etat pour mieux vendre une entreprise qui chute. Jaguar était une filiale de Leyland, ce n'était pas suffisant pour être placée en Bourse. En 1980, Thatcher nomme un nouveau manager. Il supprime 3 300 postes sur 10 000, investit 70 millions de livres par an pendant trois ans. En 1984, la firme d'automobiles de luxe est mise sur le marché privé, elle est bénéficiaire. Grâce à l'Etat et aux contribuables qui ont payé chèrement cette privatisation.

Le Parti travailliste a estimé que les pertes immédiates pour les contribuables anglais après la vente des nationalisées étaient de 1,4 milliard de livres, sans préjudice des troubles sociaux et économiques. Car déjà ces mesures sont vécues outre-Manche comme une énorme opération ne devant profiter qu'à quelques gros investisseurs assurant des profits substantiels à court terme.

Le prince Charles, lui-même, qui tout en se défendant de faire de la politique a déclaré qu'il « redoutait lorsqu'il règnerait » de trouver un pays « divisé entre nantis et déshérités ». Ce n'est pas de la politique mais c'est une pierre dans le jardin de Mme Thatcher. A un journaliste il a déclaré en octobre dernier : « De temps en temps je ressens le besoin de jeter un pavé dans la mare et d'observer les remous générateurs de discussions avec l'espoir qu'il en sorte quelque chose de positif. » Honni soit qui mal y pense. La société de « petits propriétaires » dans le cadre d'un capitalisme « populaire » de Margaret Thatcher s'engage dans un climat social exécrable, où les troubles sociaux ne rivalisent qu'avec les émeutes raciales sur fond de hooliganisme footballistique plutôt « distroy », comme on dit là-bas.

Une configuration dangereuse, surtout si l'on considère que le programme de privatisation est réellement l'accaparement du patrimoine national par une minorité de financiers dont l'espoir est de réaliser un rapide profit au détriment de la stratégie économique. « Tuer le socialisme » par l'intervention de l'Etat, c'est vouloir avoir dix ans d'avance avec cent ans de retard. ●

POLOGNE

Le judaïsme soudainement honoré

Coincé entre ses « devoirs » de répression vis-à-vis de Solidarité – purge brutale de l'université, non-libération, pourtant promise, des prisonniers politiques – le général Jaruzelski, dont l'économie est toujours aux abois, est contraint de faire des gestes vers l'Ouest.

Alors que les relents d'antisémitisme n'ont pas manqué dans la bataille contre Solidarité, voici soudain la culture juive redécouverte et à l'honneur.

A l'occasion du 35e anniversaire du fameux théâtre juif de Varsovie – dont le yiddish doit être traduit pour un public essentiellement polonais (il ne reste que quelque mille juifs très âgés en Pologne), le président du Congrès juif mondial, l'Américain Edgard Bronfman a été invité.

Officiellement pour discuter de la protection de la culture judaïque, des cimetières (les plus célèbres ont disparu) et des monuments juifs en Pologne. Une revendication judicieuse serait la réouverture du « pavillon juif » d'Auschwitz, mausolée à la mémoire des victimes, normalement fermé aux visiteurs sauf demande expresse.

En fait la visite se situe dans le contexte global d'une certaine ouverture culturelle et diplomatique vis-à-vis d'Israël : des bureaux (de délivrance surtout de visas) seront installés à Varsovie et à Tel Aviv et des échanges de troupes sont prévus. Mais on sait que Jaruzelski, qui n'a pas encore les faveurs du F.m.i., lorgnerait vers des investissements américains, notamment dans le secteur souffrant de son agriculture. Alors...

J.L.

FRANCE-U.R.S.S.

Le message à Mermaz

S'il est encore trop tôt pour mesurer les éventuelles retombées positives – que Lech Walesa lui-même semble attendre – du récent entretien entre François Mitterrand et le général Jaruzelski, de nouveaux développements favorables apparaissent dans le dialogue entre la France et les pays de l'Est. L'un d'eux réside dans l'accueil qui vient d'être fait à Moscou au président de l'Assemblée nationale Louis Mermaz et à la longue conversation qu'il a eue avec Mikhaïl Gorbatchev qui a insisté su le fait que les relations avec Paris constituent désormais une priorité de la politique étrangère soviétique.

Le secrétaire général du P.c.u.s. a confirmé son désir de recevoir François Mitterrand à Moscou dès le début de l'an prochain et en tout cas avant sa nouvelle rencontre avec Ronald Reagan aux Etats-Unis en juin 1986. Par l'intermédiaire de Louis Mermaz, Mikhaïl Gorbatchev a également transmis au président de la République un message dans lequel il répète le souhait déjà exprimé lors de sa visite à Paris – de voir rechercher un règlement politique du problème de l'Afghanistan sous l'égide de l'O.n.u. Il n'est pas exclu que Moscou demande à la France de jouer un rôle dans cette recherche.

Pascal Lebrun

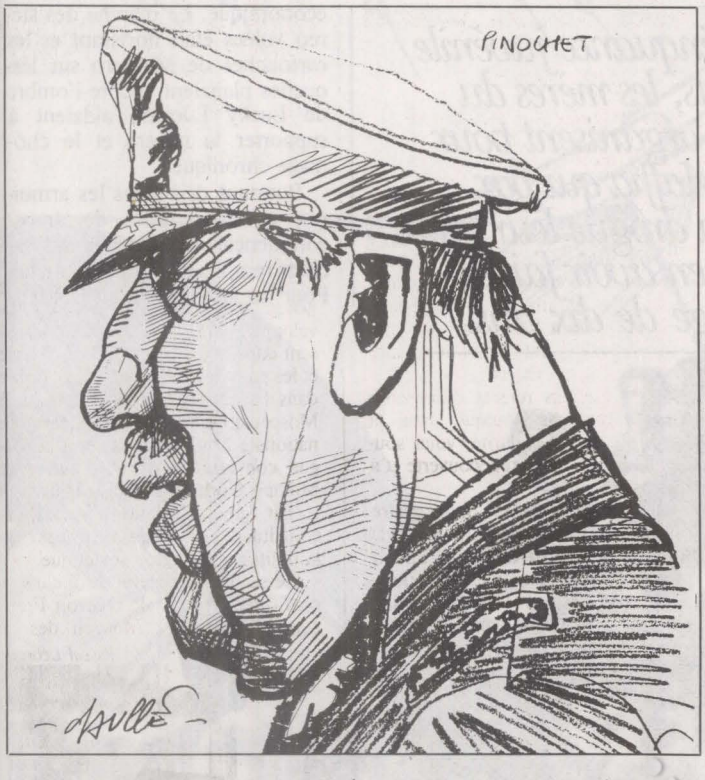


Lionel Jospin recevant le représentant de Solidarité en France Jerzy Mileski.

CHILI

Grèves de la faim dans les prisons

Plusieurs détenus politiques chiliens sont en grève de la faim depuis le début du mois de décembre. Ils



demandent que leur soit reconnu le statut de prisonnier politique et que cessent les mauvais traitements à leur encontre.

Le mouvement qui avait débuté dans une prison de la capitale se serait déjà étendu à d'autres établissements pénitenciers chiliens. Plusieurs femmes détenues dans la prison de San Miguel se sont jointes à cette grève de la faim.

Officiellement il y a aujourd'hui au Chili 325 personnes emprisonnées pour des motifs d'ordre politique. A de multiples reprises les prisonniers ont dénoncé les tortures et les châtiments corporels qui leur sont infligés.

Cette grève de la faim peut avoir très rapidement des conséquences néfastes pour la santé des prisonniers. Ils refusent l'absorption de liquides et, dans ces conditions, l'organisme humain atteint en peu de jours d'abstinence les extrêmes limites de sa survie. Pinochet et les autorités chiliennes ont refusé d'ouvrir les négociations avec les prisonniers politiques.

MALOUINES

Orgueil et préjugés...

L'Assemblée générale des Nations Unies vient d'examiner les questions relatives aux îles Malouines (Falklands pour les Anglais, Malvinas pour les Argentins). L'Assemblée a adopté une résolution qui « prie les gouvernements de l'Argentine et du Royaume Uni d'entamer des négociations afin de trouver les moyens de régler de façon pacifique et définitive... tous les aspects de la question concernant l'avenir des îles Falklands (Malvinas) ».

Ce texte est considéré comme une victoire diplomatique par les diplomates argentins. Le Royaume Uni a bien évidemment voté contre cette résolution, suivi dans cette voie par le Belize, les îkles Salomon et Oman. Avec 107 voix et 41 abstentions le texte a été adopté au grand dam des Britanniques. Après la folle aventure des militaires argentins dans l'Atlantique Sud bien des choses ont changé, et les nouvelles autorités de Buenos Aires pensent aujourd'hui qu'il est possible de revendiquer la souveraineté sur ces îles australes par des moyens pacifiques. A Londres on n'est pas moins ferme : « Tout peut être discuté sauf le problème de la souveraineté ! »

Pour le gouvernement de Raul Alfonsin le dossier Malouines constitue un élément important de sa politique face à une opinion publique toujours sensible. Il est tentant parfois de faire jouer cette corde nationaliste quand face à d'autres problèmes, celui de la dette extérieure, par exemple, on est contraint de malmener quelque peu l'orgueil national.

C.F.-L.

ISRAEL

Le Likoud compromis dans un énorme scandale

« Des escrocs, des voleurs et des assassins se cachent derrière le masque du pseudo-patriotisme du Likoud », s'est écrié le travailliste Haïm Ramon à la tribune de la Knesset. Après le récent clash Pérès-Sharon, le torchon brûle à nouveau entre Travaillistes, gauche israélienne et Likoud, apparemment compromis dans ce que la presse israélienne a qualifié de « plus grand scandale immobilier de l'histoire d'Israël).

L'affaire trouve sa source en 1977, quand Begin ouvre grand les vannes à la colonisation des territoires occupés, en rendant libre l'acquisition – jusque là étatique – des terres, en Cisjordanie et à Gaza. C'est l'occasion d'affaires juteuses – et parfois véreuses – pour certains entrepreneurs israéliens. Ceux-ci tournent le veto mis aux Palestiniens par la Jordanie, de ventes de terres aux Israéliens, en passant par des hommes de paille arabes qui n'hésitent pas à contrefaire la signature de propriétaires palestiniens. Résultat de ces vols : des dizaines de plaintes de Palestiniens et la dénonciation par le contrôleur de l'Etat isréalien que de nombreuses implantations en question « n'ont pas respecté les procédures légales ».

Mais ces escrocs impunis font de brillants émules, dont cette fois, les Israéliens eux-mêmes – appâtés par une publicité superalléchante – font les frais en se faisant vendre dans les territoires occupés des terres... imaginaires. En effet, sur la foi d'une lettre à entête du ministère de l'Agriculture (signée d'un certain Avi Tsur, bras droit de M. Dekel, alors vice-ministre Likoud de l'Agriculture) annonçant une future et fantomatique implantation de Kramanin ; des filous, les frères Gindi, purent vendre grassement les terrains censés en faire partie. L'affaire s'est lourdement politisée puisque, d'après la police, une partie des coquettes sommes escroquées (plusieurs dizaines de milliers de dollars) auraient servi à financer la campagne électorale 1984 du Likoud.

Le pot aux roses a commencé à être dévoilé par les députés de gauche en août 1985, d'où une fructueuse descente du ministre travailliste de la police au siège du Likoud qui, depuis, est entré en transes. Il y a de quoi : entre-temps, deux des frères Gindi ont filé aux Etats-Unis, le troisième, Abraham Gindi, arrêté, a tenté de se suicider. Et M. Dekel, promotionné aujourd'hui vice-ministre de la Défense, aura du mal à se lever des accusations d'avoir été prévenu durant les faits des opérations illégales couvertes par son ministère.

Le Likoud menace à son tour de ne rien taire des scandales travaillistes, mais il semble que si Pérès pousse cette affaire à son terme, elle risque d'être explosive pour son partenaire du gouvernement « d'Union nationale »... dont le chef, M. Shamir, devrait normalement lui succéder en septembre prochain.

J.L.

AFGHANISTAN

La stratégie de la terre brûlée

« Des zones autrefois les plus densément peuplées de l'Afghanistan, notamment le long des grands axes routiers, ont été systématiquement vidées de leurs habitants. » C'est ce qui ressort d'une enquête effectuée sur le terrain par la F.i.d.h. Médecins du Monde et le Bureau International-Afghanistan (B.i.a) en octobre dernier.

De vastes régions de ce pays souffrent, depuis parfois trois années, d'une sécheresse aux conséquences tragiques pour les populations. Des éleveurs ont été contraints d'abattre la plus grande partie du bétail dans la province de Gaznhi.

Selon le rapport produit par cette commission d'enquête, des troupes soviétiques auraient attaqué une colonne de 70 réfugiés désarmés qui cherchaient à gagner le Pakistan, bilan : 70 morts. Les soldats de l'U.r.s.s. cherchent aussi à frapper l'économie villageoise en détruisant les réserves de farine et en confisquant les pompes à eau. La destruction des villages et des récoltes oblige plusieurs milliers de paysans à des déplacements forcés vers le Pakistan. Ces personnes déplacées risquent gros en traversant leur pays pendant des semaines entières. Cette enquête dévoile un aspect mal connu de la stratégie soviétique en Afghanistan : vidées de leurs populations, de vastes zones peuvent être contrôlées plus facilement par l'Armée rouge.

C.F.L.

LA CROISADE DES MAMMAS CONTRE LA DROGUE

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant, à Rome)

A Naples, où la délinquance juvénile atteint des sommets, les mères du quartier espagnol s'organisent pour lutter contre la Maffia qui par l'intermédiaire de la drogue leur tue leurs enfants après en avoir fait des « dealers » dès l'âge de dix ans.

FRANCO BRAVACCINI était un brave garçon. Beau comme Maradona. Contrairement à la plupart des adolescents du quartier, il n'avait jamais eu à faire à la police. Il revenait à peine d'une cure de désintoxication et jouait au ballon à deux pas de chez lui quand « ils » sont venus le chercher. On ne l'a plus revu vivant. Le « flash » a été trop fort pour son organisme fatigué. Ce même samedi, trois autres garçons sont morts par overdose à quelques pâtés de maisons de distance. Les rumeurs les plus folles ont commencé à se répandre dans les ruelles du quartier espagnol de Naples. A toutes les peurs qui naissent de la misère et de la marginalisation est venue s'ajouter la peur de l'héroïne mal coupée.

A l'enterrement ils étaient plus de deux mille à suivre en silence le catafalque dans les ruelles étroites qui montent vers la Sainte Trinité des Espagnols. Le corbillard avait déjà presque atteint l'église quand une femme s'est mise à hurler. Cri de rage et de désespoir contre ceux qui vendent la mort dans le quartier. Contre ceux qui prennent des enfants sains et qui en font des somnambules titubants, des squelettes apeurés qui se terrent dans l'obscurité d'une chambre, d'où ils ne sortent que la nuit.

Cri de rage aussi parce que les revendeurs qui pullulent dans le quartier, comme des charognards attachés à leur proie étaient là eux aussi, à piétiner sur les pavés inégaux au milieu du cortège.

Les « disparus » de la drogue

C'est de la révolte des femmes qu'est né à la fin de l'été dernier le mouvement des mères du quartier espagnol. En quelques mois le désespoir s'est transformé en lutte contre la drogue réunissant des milliers de personnes. Les journaux, toujours en veine de parallèle facile, ont fait un rapprochement avec les Mères de la place de Mai, mais pour les « disparus » de la drogue, aucune guerre des Malouines ne viendra donner le coup de grâce au pouvoir de la Maffia. Des hauteurs de Capodimonte, le quartier espagnol plonge vers le quai Santa Lucia bien connu pour avoir été le port d'attache des vedettes bleues qui transportaient à terre les cargaisons de « blondes » américaines qui, dans les années soixante-dix arrivaient encore par cargos complets. Chaque vedette suréquipée de gadgets électroniques, rivalisaient d'astuce et de puissance avec la flottille des douanes dans leur course vers la terre. Cette histoire est désormais entrée dans la légende. Le trafic des cigarettes s'est éteint naturellement : un peu grâce à l'efficacité des douaniers, beaucoup à cause de la hausse du dollar qui rend les cigarettes de contrebande presque aussi chère que celles que l'on trouve chez les buralistes.

Sur le versant Ouest, le quartier espagnol est bordé par la via Toledo qui marque la frontière naturelle avec les quartiers du centre ville, mais surtout c'est la ligne de démarcation entre les occupations plus ou moins licites et les activités franchement criminelles. Depuis toujours le quartier espagnol abrite la fine fleur de la pègre composée d'aristocrates déchus dont les familles appartenaient à la Cour d'Aragon ; d'artisans et d'un sous-prolétariat exhubérant qui a connu toutes les prisons du monde. C'est au début des années soixante-dix que la drogue a commencé à s'infiltrer dans les ruelles qui montent vers le château de Saint-Elme, mais personne n'y prêtait alors attention. Tout le monde avait les yeux tournés vers le miracle du boum économique. Le marché des stéréo volées était florissant et les cartouches de Malboro sur lesquelles planaient encore l'ombre de Lucky Luciano aidaient à supporter la misère et le chômage chronique.

Pourtant déjà dans les armoires, entre les piles de draps, commençaient à circuler les sachets remplis de poudre blanche. Pour les familles qui en faisaient le trafic il s'agissait d'une promotion économique. Pendant ces mêmes années, on voyait aussi de nouvelles têtes circuler dans le quartier. Des hommes à l'accent plus dur qui venaient du Sud ; de Calabre et de Sicile. certains étaient les membres dispersés des « familles » perdantes. D'autres, frappés d'interdiction de séjour sur l'île attendaient des jours meilleurs en créant des liens avec la Camorra. Depuis dix ans, la mortalité par overdose signalée aux services de santé a augmenté de mille pour cent. En 1984, la drogue a provoqué la mort de 397 personnes, ce qui représente une augmentation de 53,28 % par rapport à l'année précédente. D'une année à l'autre la quantité d'héroïne saisie par la police italienne est passée de 197 kilos à 230 kilos, et, dans le même temps les quantités de cocaïne saisies par la police sont passées de 55 kilos à 105 kilos.



Viva

Enfants napolitains dans les rues du quartier espagnol.



En quelques années, la seringue qui, avec le stéthoscope, était l'emblême de la médecine est devenu le symbole de la mort. On en trouve partout dans les caniveaux, dans les jardins publics et dans les parkings. L'emprise de la drogue s'étend sur le tissu social sans discrimination de classe ni de sexe et touche des sujets de plus en plus jeunes. Simplement ces statistiques nous apprennent qu'il y a en moyenne deux fois plus de drogués chez les hommes que chez les femmes. Malgré la souplesse d'adaptation du système hospitalier italien, les services spécialisés se sont montrés incapables d'enrayer le phénomène et d'apporter des remèdes adéquats pour désintoxiquer ceux qui, de leur propre initiative, se soumettent aux cures.

Parallèlement on a vu se gonfler la liste des communautés thérapeutiques : 106 distribuées sur tout le territoire selon le ministère de l'Intérieur, dont près des deux tiers situés au nord de Rome alors que, selon les mêmes sources, seulement 0,6 % des services territoriaux chargés de la guérison et de la réhabilitation des drogués sont situés en Basilicate (région de Naples). C'est ce déséquilibre, cette sensation d'enlisement et de marginalisation qui a provoqué un réflexe d'autodéfense dans une population déjà durement éprouvée par la récession économique. Comme me le confiait le journaliste Gianpaolo Santoro du « Mattino » de Naples : « Il ne faut pas se méprendre, les femmes qui constituent le mouvement des mères du quartier espagnol ne sont pas des saintes touchées par la grâce. Leur sens de la morale est élastique, et nombre d'entre elles trafiquaient les cigarettes ou l'héroïne encore récemment. Simplement depuis quelques années elles subissent les contrecoups du marché de la drogue et ce sont leurs propres enfants qui sont fauchés par la mort. »

Rivalités de drogues

Pour Me Bisogni, ex-conseiller municipal socialiste, les familles du quartier ont joué aux apprentis sorciers. Selon lui il pourrait même exister une rivalité entre les bandes de trafiquants et les responsables des jeux clandestins, très populaires à Naples, qui dans une certaine mesure encourageaient le mouvement des mères contre les trafiquants de drogue. « Avant de quitter Naples il faut absolument que vous rencontriez Vincenza Curera. C'est sur ses indications que la police a pu arrêter le « dealer » qui a vendu les quatre doses mortelles du « Samedi noir. » Un coup de téléphone pour avertir, mais déjà Me Bisogni m'entraîne dans le dédale des ruelles qui serpentent vers la Trinité des Espagnols. Chez Vincenza ça sent l'encaustique et bien qu'il ne soit que huit heures du matin, l'appartement est dans un ordre irréprochable. Avec ses maisons aux façades basses et ces intérieurs qui donnent directement sur la rue, le quartier espagnol ressemble à un paisible village. Mais de la porte ouverte de la salle à manger on aperçoit le va et vient des scooters qui se faufilent et disparaissent dans le fouillis des échafaudages qui soutiennent les façades crevassées par le tremblement de terre de 1979.

Vincenza, la drogue elle connaît. Trois de ses fils en ont pris pendant des années et la drogue les a tous les trois envoyés en prison. Le plus âgé a été condamné à 24 ans d'incarcération pour un meurtre qu'il nie avoir commis, le deuxième a pris quatre ans pour un hold-up qui a mal tourné et Patrizio, qui n'a que seize ans et qui détroussait les touristes encore l'été dernier vient de « tomber » pour vol à la tire. Le phénomène de la drogue qui intéresse des adolescents de plus en plus jeunes, s'accompagne, chez les mineurs, d'un accroissement de la délinquance. Magistrats et policiers se sont trouvés confrontés à des « baby dealer », qui avaient parfois moins de dix ans. Insoupçonnables, ils s'évanouissent dans la foule et déjouent toutes les filatures. Véritables professionnels, ils connaissent les trucs du métier et prennent bien garde de n'avoir sur eux qu'une dose ou deux, qu'ils n'apportent qu'après avoir encaissé l'argent et l'avoir mis en lieu sûr.

Le pot aux roses a été découvert, quand l'un d'eux, pris de malaise à l'improviste a été transporté à l'hôpital. Au moment de la visite les médecins ont eu la surprise de découvrir deux sachets d'héroïne fixés à même le corps, par du sparadrap.

Aux plus grands sont confiées des missions plus délicates comme de déposer des bombes devant les boutiques des commerçants qui se font tirer l'oreille pour obéir aux exigences des

(suite en page 26)

PAR DENIS DANGAIX

On demande le silence

Le bruit est une nuisance qui touche deux Français sur trois. La maladie du siècle, responsable du stress qui atteint la majorité des citadins. Toutes les études, tous les travaux, notamment ceux du Conseil national sur le bruit, arrivent aux mêmes conclusions : les Français sont gênés par le bruit. Mais sont-ils attentifs à ne pas en faire ? Le ministère de l'Environnement, avec l'aide de la Sofrès, vient de publier un rapport sur les attentes des Français en matière de confort sonore. Et d'un : « On demande le silence à tout prix. » Et de deux : « Perceuses, tondeuses, moteurs... respectez les normes. » Et de trois : « Il faut des moyens pour satisfaire le silence. » Entendu cinq sur cinq.

Agrandissez le cercle de famille

Le secrétariat d'Etat aux Personnes âgées vient de créer un répondeur téléphonique pour la période de Noël. Cette opération de solidarité consiste à mettre en rapport familles et personnes du troisième âge pour que ces derniers – ils sont 2,5 millions dans ce cas – ne soient pas seuls pour les fêtes. Dans chaque mairie, des registres attendent les inscriptions. Pour tous renseignements : 16-1-48-24-12-85.

A noter un autre numéro à l'usage des personnes âgées : le 16-1-45-49-45-49.



Bougies, roteuse et joyeuses Pâques !

Quinze ans, toutes ses dents... et des promesses. Le mensuel de l'Institut national de la consommation, « 50 Millions de consommateurs », faisait péter les bouchons de champagne à l'occasion de son « happy birthday » de saison. Et comme il était né pour populariser l'étude comparative il était de bon ton de convier quelques délicats de la glotte (dont votre serviteur) pour tester une quinzaine de vins blancs à bulles. Du goût de liège au nez décevant, le champagne de « 50 », camouflé pour la circonstance dans des chiffons trop opaques pour ne laisser apparaître que le blindage « es spécial » du cru des Rois, n'était pas terrible. Chaud, sans charme, sans apparat, sans visualité, sans finesse... la dégustation trempait dans l'amertume.

« Finie la revendication consumériste des années soixante-dix, avait précisé Marie-Hélène Dos Reis, la nouvelle patronne de l'I.n.c., aujourd'hui, nous sommes dans la connaissance de notre pouvoir d'achat. » Et le liquide jaunâtre remplissait les verres des invités. Beaucoup d'absents, ce jour-là, dans la petite salle de l'I.n.c. Des pros du test, des plumitifs de la consom' qui avaient marqué le profil de « 50 » dans les années quatre-vingt, ne s'étaient pas dérangés ; pas invités, peut-être. Pas mal ce brut. Le bouchon est bien chevillé, belle couleur, bonne mousse, celui-là, personne ne va le cracher. « Le mensuel a progressé de 25 % dans nos ventes au cours du dernier trimestre... » Satisfaction dans la salle. Vive l'étude comparative, le panier de la ménagère et les testeurs du laboratoire national d'essai. Pour 400 000 F, c'est le prix d'un test, vous en avez pour votre étiquette. 45 champagnes, 50 foies gras, 35 saumons fumés, une enquête « coiffeurs » et des parfums en discount... voici le sommaire du numéro de janvier. Il s'occupe en effet du pouvoir d'achat de l'usager. Un petit coup pour la route... Très beau bouchon, mousse symbolique, jolie couleur, un nez quelconque, mais quelle attaque en bouche... A la prochaine et... joyeuses Pâques.

SPECIAL COPAINS

Puisque l'on évoque une boisson festive, un mot pour souligner l'intérêt gustatif d'un champagne (d'une convivialité à tout point reconnue). Il porte comme joli nom : « La Rose au poing ». Il est produit par des viticulteurs engagés et supporte toutes les commandes. A la bonne vôtre.

Champagne « La Rose au poing ». Michel Thomas, 2, rue de Montgrimaux, Grauves 51190.

(suite de la page 25)

racketters. Auprès de Rosario Abate, 15 ans, on avait même commandité l'assassinat d'un commerçant qui refusait de payer une « tangente » de 100 millions. « Un ami m'a proposé 200 mille lires pour une « mission », devait-il déclarer aux magistrats. J'étais au vert alors j'ai accepté. » Selon le ministère de la Justice, Naples regroupe 10 % de la délinquance juvénile avec près de 5 000 interpellations par an.

Pour le Censis (l'Institut de recherches en sciences sociales), la situation serait beaucoup plus grave. Naples, qui est la cité de l'économie immergée par excellence entretiendrait une délinquance juvénile « immergée aussi » 91 fois supérieure au chiffre calculé sur la base des interpellations judiciaires. Le premier à avoir théorisé l'utilisation massive des mineurs à des fins criminelles est Dom Rafaele Cutolo, le boss de la nouvelle Camorra organisée, dont le procès actuellement en cours à Naples a réuni plus de 600 inculpés. Son principal centre de recrutement était la prison napolitaine de Poggio Reale, et le quartier espagnol fournissait une bonne partie des effectifs.

« Toutes les mammas doivent se rassembler contre la drogue et les trafiquants, me dit Vincenza dans un dialecte qui met à dure épreuve ma compréhension de l'italien. Contre les mammas, la Camorra ne peut rien. Elle nous prend et nous assassine nos enfants, que voulez-vous qu'elle nous fasse de plus. Il faut profiter de la publicité que nous font les journaux pour obliger l'Etat à nous aider, les mammas n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans le Nord pour les faire désintoxiquer. Nous voulons installer une communauté thérapeutique ici dans le quartier : c'est ici qu'elle est la drogue ! »

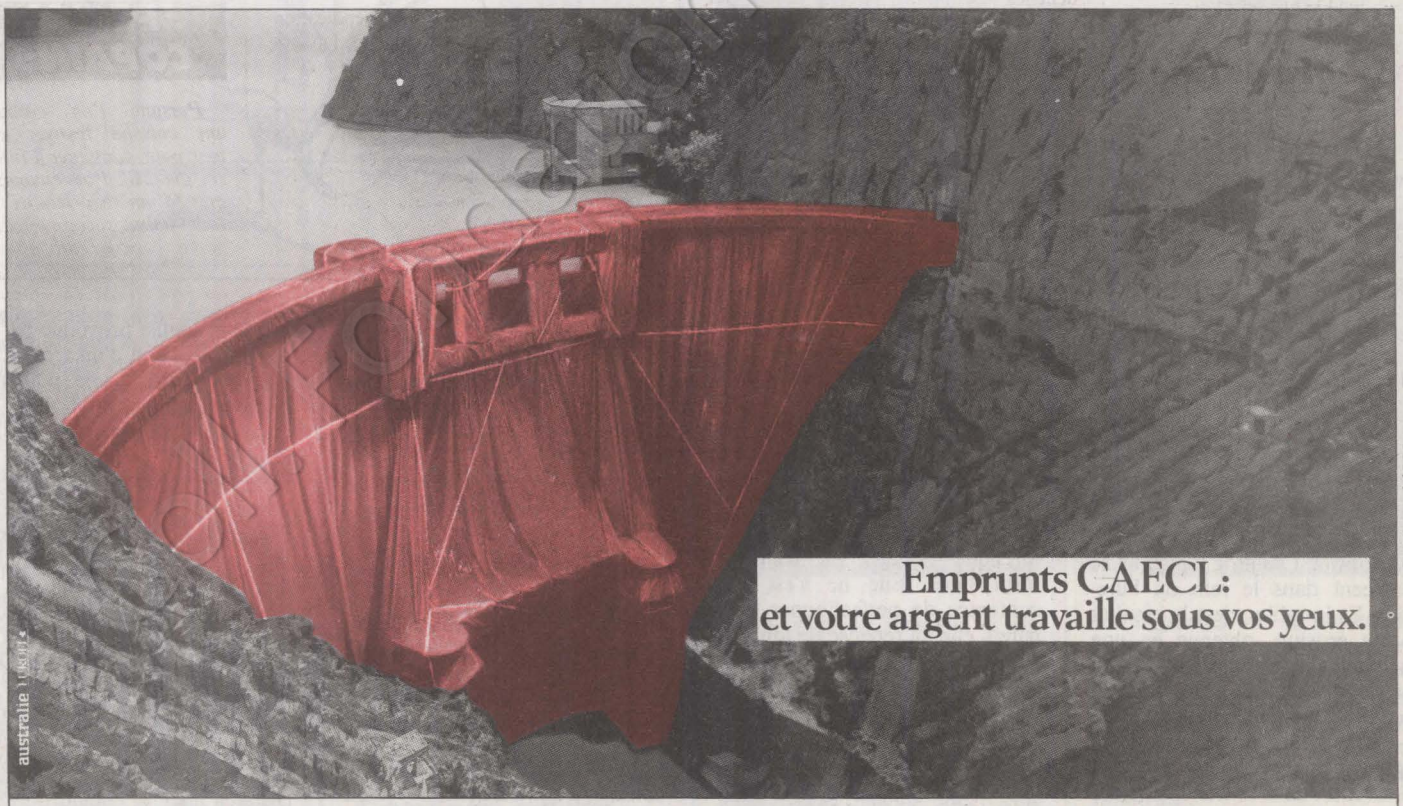
La première réaction positive est venue des pères de la Sainte Trinité qui ont mis leur couvent à la disposition de l'organisation des mères. Après des mois de débat le Conseil régional a emboîté le pas et devrait mettre à la disposition des habitants du quartier un ex-hôpital militaire qui sera transformé en centre antidrogue, en remplacement de l'antenne hospitalière décentralisée, qui, derrière une dénomination élégante, cache la misère d'une méchante pièce de deux mètres sur trois dont la fonction essentielle est de distribuer du méthadone. A Naples on estime à 20 000 le nombre des drogués. La bataille des mammas ne fait que commencer. ●

M. PASTEUR ! ON A TROUVÉ UN VACCIN CONTRE LA RAGE DES PRIX.



PASTEUR : 1822-1895
1885 : 1er VACCIN CONTRE LA RAGE.

TV.ÉLECTROMÉNAGER.HIFI.VIDÉO



Lorsque vous souscrivez à un emprunt de la Caisse d'Equipement des Collectivités Locales (CAECL), établissement public géré par la Caisse des dépôts, votre argent ne reste pas au repos. Vite, il est prêté à votre commune, votre département, votre région, qui ont toujours besoin de fonds pour financer leurs nouveaux équipements.

Ainsi, chaque fois que vous voyez une nouvelle benne à ordures, une nouvelle piscine, un nouveau pont, un nouveau car de ramassage scolaire, c'est un peu de votre argent qui travaille.

Investissez dans les emprunts obligataires de la CAECL : votre argent vous rapportera et vous bénéficierez des services collectifs qu'il aura servi à financer.

Vous pouvez ainsi souscrire aux emprunts permanents CAECL "Régions de France" dans les bureaux de poste, les caisses d'épargne, chez les comptables du Trésor et les agents de change.

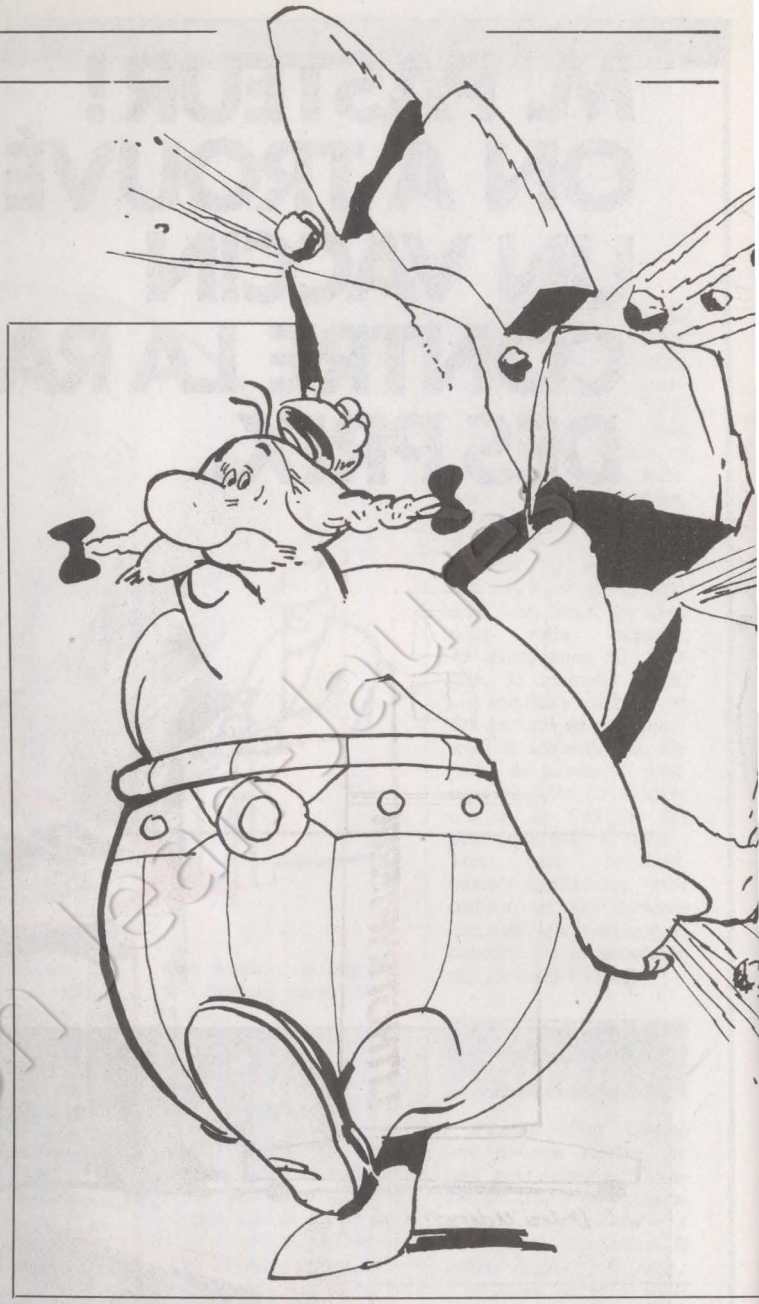
D'autres emprunts de la CAECL, ponctuels et annoncés chaque fois dans la presse, sont également disponibles aux mêmes guichets ainsi que dans les banques.

La CAECL
finance les collectivités locales.

CAECL

TIREZ SUR LES CALCULS

Les coliques néphrétiques ? Un spectre pour qui est sujet aux calculs rénaux. Depuis le début de la décennie, les traitements ont accompli de notables progrès. Dans la plupart des cas plus besoin d'extraire le caillou à coup de bistouri ou de sonde : désormais l'urologue se fait casseur de pierres à l'aide du lithotripteur.



PAR PIERRE-YVES POINDRON

NOUS sommes au sous-sol du centre médico-chirurgical de la Porte de Choisy, dans une petite pièce encombrée d'une armoire électronique, d'une table de traitement d'apparence anodine si elle n'était percée d'un cercle comblé par une poche d'eau, et d'écrans de contrôle reliés à un échographe. Une quinzaine de visiteurs japonais et latino-américains se passent de main en main un petit sachet rempli d'eau au fond duquel un caillou est en voie d'être réduit en poudre. Tous, visiblement, sont très intéressés par la suite des événements. Le caillou, c'est un calcul rénal, un de ceux qui font tant souffrir lorsqu'ils se coincent dans le rein ou l'uretère. Et le sable, c'est le résultat d'une érosion, obtenue en une trentaine de minutes – parfois plus, parfois moins – grâce à cette étonnante machine qu'est le « lithotripteur » et qui, à bien des égards, introduit une véritable révolution dans le traitement des calculs rénaux.

Car s'il s'agit ici d'une démonstration « in vitro » où l'on voit « la pierre » se désagréger peu à peu sous nos yeux, l'appareil a déjà fait ses preuves sur des malades chez qui il aurait fallu « aller chercher » le calcul, sinon en ouvrant le rein, du moins en y introduisant par voie percutanée des microsondes. Pour beaucoup de ces « privilégiés », il n'aura fallu qu'une ou deux heures passées sur la table de traitement pour repartir débarrassés du caillou qui refusait obstinément d'emprunter les voies naturelles et qu'aucun médicament ne pouvait dissoudre. Ce caillou s'est changé en sable qui s'éliminera certes plus aisément.

La « pierre » bombardée

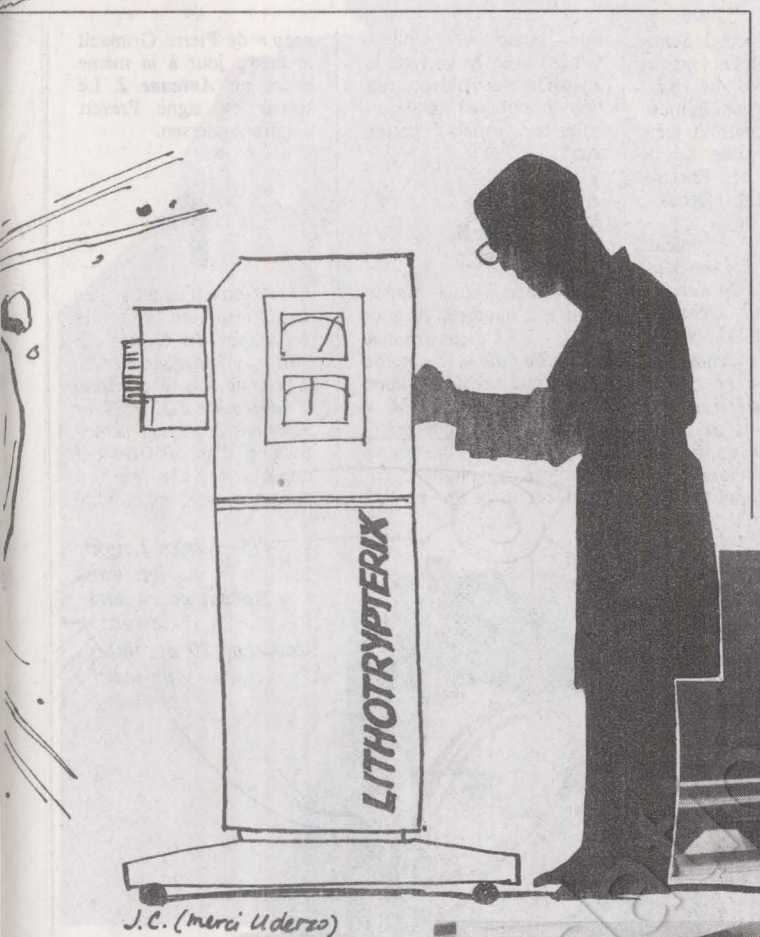
Sans doute le « lithotripteur » a-t-il fait sa première apparition en Allemagne en 1980, mais la société (française) d'Exploitation et de développement de la physique (Edap) est légitimement fière. Elle ne s'est pas contentée de perfectionner l'appareil, elle l'a repensé de fond en comble, si bien qu'on peut parler, sans fausse modestie, d'un « lithotripteur » de la seconde génération, qui place la France en bonne position sur le marché international. La machine française offre tout à la fois l'avantage d'être médicalement plus performante, moins chère à l'achat (cinq millions de francs au lieu de quatorze !) plus économique à l'entretien, moins agressive et plus confortable pour le patient que sa concurrente allemande. Sa mise au point – et ceci aussi n'est pas sans intérêt – est le fruit d'une collaboration entre l'industrie privée, un service d'urologie de l'Assistance publique (celui de l'hôpital Tenon) et le service d'urologie du centre médico-chirurgical de la Porte de Choisy (hôpital à but non lucratif).

Les premiers essais à Munich et à Paris...

Le principe de la lithotripsie consiste à bombarder à travers la peau et les tissus des ondes de pression qui fragmentent ou pulvérisent les calculs rénaux ou urétéraux. Il faut donc disposer d'un système de repérage du calcul et d'un système de destruction.

En 1980, la société allemande Dornier sort une machine qui utilise le souffle provoqué par un éclateur. Il s'agit d'un arc électrique qui produit une puissante décharge. Comme l'onde de choc ne se propage que dans un milieu liquide ou solide, la société Dornier a l'idée d'immerger le patient dans une baignoire. L'énergie obtenue par le générateur est focalisée sur le calcul à détruire par un système de réflexion éllipsoïdal. Il faut donc repérer la cible puis contrôler sa désintégration. La maison Dornier opte pour un contrôle radiographique bi-dimensionnel. Les premiers essais cliniques sont effectués à Munich en 1980 après dix ans de mise au point. Selon certaines rumeurs, les fabricants miseraient sur une production de soixante « lithotripteurs ».

La société Edap va considérablement alléger le dispositif au point que le « lithotripteur » de la seconde génération ne conserve du premier que le principe d'une



J.C. (merci Uderzo)

désintégration des calculs par ondes de pression. Mais l'émission d'ondes est toute différente. Au lieu d'utiliser un système par éclateur dont la cadence de tirs est relativement lente et imprécise, Edap se sert d'éléments piezo-électriques reliés à un générateur électronique. Les ondes sont donc plus facilement modulables. Elles sont engendrées, non plus par une source ponctuelle, mais par une surface sphérique dont tous les points se déplacent en phase, concentrant les ondes au centre de la sphère. L'ensemble est plus manipulable.

On fait ainsi l'économie d'électrodes que, dans le premier « lithotripteur », il faut changer presqu'à chaque opération. A 2 000 F l'unité, l'économie réalisée en fin d'année sur une machine opérationnelle est de cinq millions de francs... Le prix d'un « lithotripteur » nouvelle génération ou d'un scanner. Le gain de temps lui aussi est loin d'être négligeable. Enfin, l'appareil Edap se contente de peu de place et ne requiert aucun local spécial comme il en faut dès lors qu'on manipule des appareils de radiologie.

Confort accru...

Médicalement, le « lithotripteur » français semble plus fiable. Les ondes générées sont moins agressives pour les tissus (en règle générale, la lithotripsie l'est assez peu) et il n'est plus nécessaire de synchroniser les tirs sur le rythme cardiaque. Le repérage du calcul, le contrôle de l'intervention se fait, non plus par radiologie, mais échographie qui offre l'avantage de « montrer » des calculs opaques aux rayons X. L'intervention nécessite l'administration d'un simple analgésique qui agit comme calmant pour favoriser l'immobilité, tandis qu'une péridurale est pratiquée avec l'autre système. Les premiers essais sur l'animal réalisés à Maisons-Alfort puis à la clinique de la Porte de Choisy, ayant été concluants, les premiers essais cliniques ont été réalisés à l'hôpital Tenon avec la bénédicion du secrétariat à la Santé, puis la machine a été transférée au service d'urologie du centre médico-chirurgical de la Porte de Choisy. On en est actuellement à la dernière phase d'homologation. Depuis deux mois, deux ou trois malades sont ainsi traités chaque jour, sans incidents.

Il est évident que, pour les patients sujets aux calculs rénaux, le « lithotripteur » est une bénédiction : 70 % des 25 000 Français hantés par les coliques néphrétiques pourraient en bénéficier si leur état médical l'exigeait. Ce n'est pas pour autant qu'ils vont passer à la baignoire Dornier ou sur la table Edap.

« Quelle que soit la technique, il ne faut pas multiplier les indications opératoires. Faut-il ou ne faut-il pas enlever le calcul ? L'urologue jugera d'après le fonctionnement du rein et les problèmes infectieux parfois liés aux calculs rénaux », dit l'un d'entre eux. Tous les calculs rénaux ne font pas de bonnes cibles pour le lithotripteur. Certains, trop gros, risqueraient une fois pulvérisés « d'ensabler » l'uretère ; d'autres sont réfractaires aux tirs ; d'autres sont situés dans une région inaccessible aux ondes. Enfin, il faut savoir que les fragments, en se frayant un passage, peuvent provoquer des symptomes de coliques néphrétiques. Les autres techniques d'extraction des calculs ne sont donc pas caduques, dans certains cas, on les combinera avec la lithotripsie.

L'idéal reste, évidemment, d'éviter la formation de ces cailloux qui font si mal. Mais au moment des fêtes, il est mal venu de parler de régime. Un seul conseil : buvez beaucoup d'eau sauf... en cas de crise de coliques néphrétiques. ●



PAR FABIAN GASTELLIER

a

Avalanches. De la neige est tombée, un skieur est mort. Simple accident ou bien assassinat ? C'est ***« l'Enigme blanche »***, téléfilm psychologico-policier de Peter Kassovitz, le ***jeudi 26 décembre à 20 h 35 sur F.R.3.*** Un huis clos sentimental et montagnard où l'on s'épie entre copains. Jean Rochefort (très impressionnant en salaud), Bruno Cremer, François Marthouret et Bulle Ogier jouent à quatre mains cette partition subtile à mi-chemin entre Agatha Christie et Françoise Sagan.

b

Beauté. Tout est relatif et le droit à la différence, ça existe. Aussi les fanas du look d'enfer du ***« Fils de Frankenstein »*** peuvent-ils économiser les sous de leur psychanalyse : Boris Karloff a bien du charme dans son malheur d'être monstrueux. C'est signé Rowland V. Lee et c'est le ***vendredi 20 décembre à 23 h sur Antenne 2.***

c

Commandeur. La seule statue capable de me faire flasher. Oui, le Commandeur est troublant, « personnage gênant » selon la formule consacrée d'un critique. Vous avez quatre heures pour plancher sur ce thème (je sais de quoi je cause, je suis passée par là). Et en attendant, ce ***dimanche 29 décembre à 20 h 35 sur Antenne 2,*** on magnétoscope le ***« Don Giovanni »*** de Losey et on se pâme. Si vous souhaitez compléter votre discothèque avec le chef-d'œuvre de Mozart, ayez la main (et l'oreille) heureuse : choisissez la version Fritz Busch de 1936 (Turnabout) ou bien la version Giulini (Emi) et laissez le disque-du-film au vestiaire.

d

Diva. Gros, grand, géant. Une voix d'or, une silhouette qui ne passe pas inaperçue (les kilos, le frac et le petit mouchoir blanc) : hello Luciano. ***Pavarotti***, c'est lui, est l'invité de Jacques Chancel pour son ***« Grand échiquier » du dimanche 22 décembre à 20 h 35 sur Antenne 2.*** A son programme : Donizetti, Verdi, Puccini, Schubert et les molles et langoureuses mélodies de Tosti. Côté discographie, le must de Pavarotti pourrait bien être son intégrale de la « Turandot » de Puccini dirigée par Mehta (Decca).

Des divas, il en pleut également sur ***France-Musique le mardi 24 décembre à 20 h où Riccardo Chailly, Lucia Valentini-Terrani, Lella Cuberli, Samuel Ramey et Chris Merritt interpréteront le « Stabat Mater » de Rossini.*** A propos de ce Stabat, si vous croisez un jour chez un disquaire distrait la version pirate de Giulini (Voce) avec la Verrett, la Zylis-Gara et Pavarotti, un bon conseil : achetez-la ou volez-la... mais partez avec...

e

Enfance. Noël appartient aux mouflets. Et pour eux, ***TF1 programme « Emilie jolie »***, le superbe conte musical de Philippe Chatel, ***le mardi 24 à 20 h 35.*** Ceux qui préfèrent les dessins animés se rallieront au plumage enchanteur du ***« Roi et l'oiseau »*** de Pierre Grimault le même jour à la même heure sur ***Antenne 2.*** Le scénar est signé Prévert d'après Andersen.

f

Frissons. Garantis avec la diffusion en V.O. des ***« Chasses du Comte Zaroff »***, un classique du film d'horreur soft le ***vendredi 27 décembre à 22 h 55 sur Antenne 2.*** Quand la distraction d'un oisif devient une chasse à l'homme, on assiste à une impitoyable



« Le réveillon », téléfilm de Jean Bouchaud et Daniel Losset, mercredi 25 décembre sur A. 2.



Vivien Leigh, Scarlett dans « Autant en emporte le vent », dimanche 29 décembre, sur F.r. 3.

Interpress



Sami Frey dans « Barbe-Bleue », mercredi 1er janvier sur T.f. 1.



Bruno Cremer, Jean Rochefort et Claude Rich dans « l'Enigme blanche », jeudi 26 décembre sur F.r. 3.

course contre la mort. Avec Fay Wray, l'ex-petite fiancée de King Kong.

g

Gosier. Toutes les plus belles voix du monde et de l'histoire du lyrique dans un patchwork savant, ***« Cinopéra », le mercredi 25 décembre à 22 h sur TF1.*** L'Opéra vu à travers le cinéma, avec notamment des extraits de « la Traviata » par Zeffirelli ; de la « Carmen » filmée par Rosi ; d'un « Boris Godounov » rarissime et, kitsch en diable, d'une « Favorite » de Donizetti avec Sophia Loren.

A découvrir, lyrique aussi, l'***Orfeo*** de Monteverdi filmé par Claude Goretta avec, entre autres, le sublime Eric Tappy. C'est sur ***Canal Plus le dimanche 29 décembre à 22 h 35.*** On peut aussi retrouver Tappy, dans le rôle-titre de ce même « Orfeo » et sous la baguette de Michel Corboz (Erato).

h

Hollywood. Les claquettes magiques de ***Fred Astaire*** pour une soirée-hommage, ***le mardi 31 décembre à 0 h sur FR3.*** Avec, entre autres, la diffusion de ***« Trois petits mots »*** de Richard Thorpe.

i

Isis, Osiris et Oasis. Une trilogie égyptienne pour une Pharaonade intitulée ***« Esclave et Pharaon », le jeudi 26 décembre à 20 h 35 sur Antenne 2.*** Un jeune Pharaon et sa troupe, battus en retraite par des Barbares, sont perdus dans un océan de sable. Surgit un esclave qui connaît tout des mystères du désert. Entre le serviteur et le maître, tous deux adolescents, le face-à-face peut-il tourner à l'amitié ? Un rien aride, un rien lent mais somme toute original et dépaysant. Dommage que le metteur en scène, Patrick Meunier, ait cru bon d'épouser le style distancié-faux-brechtien qui n'appartient qu'à Jean-Marie Straub.

j

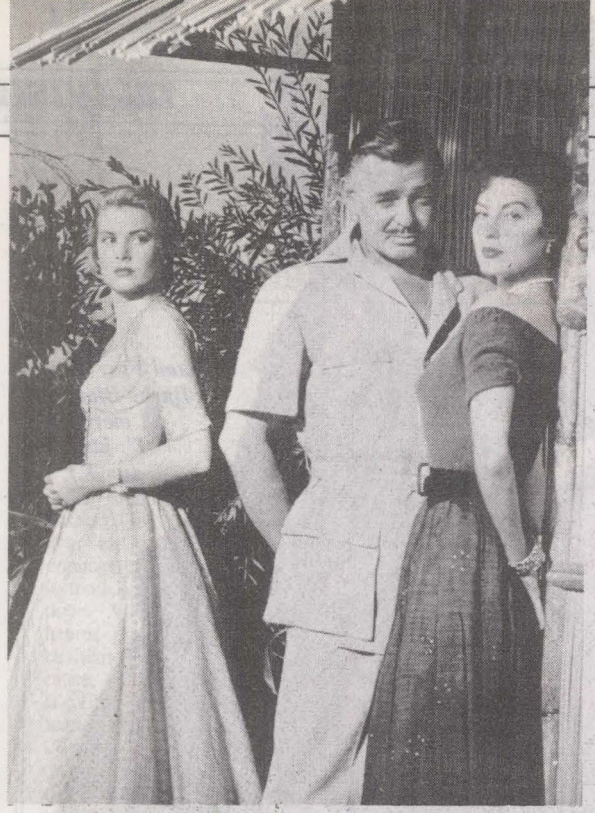
James et Judy. ***Dean et Garland. Le premier dans « Géant », le mardi 24 décembre à 20 h 35 sur FR3 ; et la seconde dans « A star is born » le mardi 31 décembre à 20 h 35 en V.O. sur Canal Plus.*** Mythologies...

k

Kid. ***« Butch Cassidy et le Kid »,*** film-phare entre mille que l'on doit à George Roy Hill, passe le ***mardi 31 décembre à 20 h 35 sur Antenne 2.*** Si vous avez le courage de vous taper Newman et Redford en V.F...

(suite en page 32)

Collection Jean-Jacques Lévy



Grace Kelly, Clark Gable et Ava Gardner dans « Mogambo », le 29 décembre sur T.f. 1.

Suite de la page 31

m

Moustache. La plus irrésistible de toute l'histoire du septième art : ***Gable, Clark.*** Plusieurs fois à l'affiche dont ***dimanche 22 décembre à 22 h 30 sur FR3 dans « San Francisco » de A.W.S. Van Dyke en V.O. ; et dimanche 29 décembre à 20 h 35 sur T.F.1 dans les bras d'Ava Gardner et Grace Kelly pour les bons soins du scénario de « Mogambo » de John Ford.*** En V.F. hélas...

Sans oublier Rhett Butler un peu plus tard sur F.r. 3.

n

Nu. ***Mardi 31 décembre à 0 h 15 sur Antenne 2,*** la nuit appartiendra aux voyeurs. Sous la houlette d'André Halimi, le petit écran recevra les ***« Girls of Paris ».*** En décodé : les plus belles nanas de la planète que l'on peut croiser au Crazy Horse, au Paradis Latin mais rarement au pressing du coin. Une bonne raison pour en profiter.



Fred Astaire et Vera Allen, le 31 décembre sur F.r. 3.

o

Ogre. Ou presque, assimilé, tout comme. A damner tous les saints et toutes les jeunes filles de la terre tellement qu'il est beau et terrifiant, voici ***« Barbe bleue »,*** alias Sami Frey. La réalisation est d'Alain Ferrari, d'après Perrault, ça va de soi, et ça passe sur ***TF1 le mercredi 1er janvier à 20 h 35.*** Si vous avez envie de copier cet anti-héros pour les fêtes, sachez qu'il vous en coûtera entre 100 et 300 F pour une teinture de barbiche chez votre coiffeur. Un bon conseil, renseignez-vous avant de débarquer, les coiffeurs interrogés n'avaient encore jamais eu affaire à ce type de dingueries et ils se méfiaient...

p

Paquebot. Dans « Amarcord », il accostait sur les rives du rêve de l'enfance. Dans ***« E la nave va »,*** il flotte au gré des tempêtes, symbole de notre monde ballotté. Quand Fellini fait du Bunuel, ça donne une soirée magique le ***jeudi 2 janvier à 20 h 35 sur Antenne 2.*** V.F. ou V.O. ?

r

Relativité. E = MC2 et il avait les cheveux longs. Le slogan fleurissait sur les murs de Mai-68. Aujourd'hui, Einstein devient vedette d'un téléfilm en deux parties : ***« Hello Einstein », de Lazare Iglesis, diffusé à 20 h 35 les lundis 23 et 30 décembre sur Antenne 2.*** Une évocation de sa vie et de son œuvre qui permettra de patienter jusqu'à la sortie — prochaine — du film de Nicholas Roeg « Insignificance » où le même Albert rencontre Marilyn Monroe et lui dévoile le charme insoupçonné de ses jambes.

s

Sarah. Bernhardt, bien entendu. Emmerdeuse à souhait dans la pièce de John Murell : ***« Sarah ou le cri de la langouste »*** adaptée et mise en scène par Georges Wilson, ***à 20 h 55 le lundi 23 décembre sur FR3.*** Quelque part au bord de la mer, la grande Sarah achève de vieillir en torturant Pitou, son secrétaire. Ensemble, ils revivent ce qui fut le passé de la star et Pitou change de peau, devenant Oscar Wilde ou d'autres compagnons d'hier. A mourir de rire et à frissonner d'émotion, un duo feutré magnifié par Seyrig et Wilson. On peut continuer de rêver en feuilletant l'album de Pierre Spivakoff : ***« Sarah Bernhardt vue par les Nadar » (éditions Herscher)...***

t

Tara. Le domaine, l'incendie, la force de Rhett Butler et la fragilité de Scarlett O'Hara. Unique, universel, légendaire : ***« Autant en emporte le vent » passe en V.O. le dimanche 29 décembre à 22 h 30 sur FR3.*** Un point c'est tout. Post-scriptum qui a un peu à voir : connaissez-vous le polar de Jacquemard et Sénécal « Qui a tué Scarlett O'Hara ? » (Hachette). Je ne vous dis que ça...

U

u

Ultimatum. « Stoppez votre projet d'autoroute dans le Cantal et on vous rendra le chef d'orchestre Maxime Loiseau ». C'est en ces termes que des séparatistes écolos ont revendiqué l'enlèvement d'un ringard de la baguette choisi pour diriger le grand concert de la Paix sur des critères peu musicaux : il était le seul à n'être ni américain, ni russe, ni juif. C'est sur ce synopsis loufoque que démarre ***« Maestro », un téléfilm de Serge Korber diffusé le mercredi 1er janvier à 20 h 35 sur Antenne 2.*** C'est rigolo dans le genre épais, mais divertissant. Et puis la violoncelliste se nomme Rose Scélavy et ce n'est pas tous les jours que la télé fait un clin d'œil à Desnos...

v

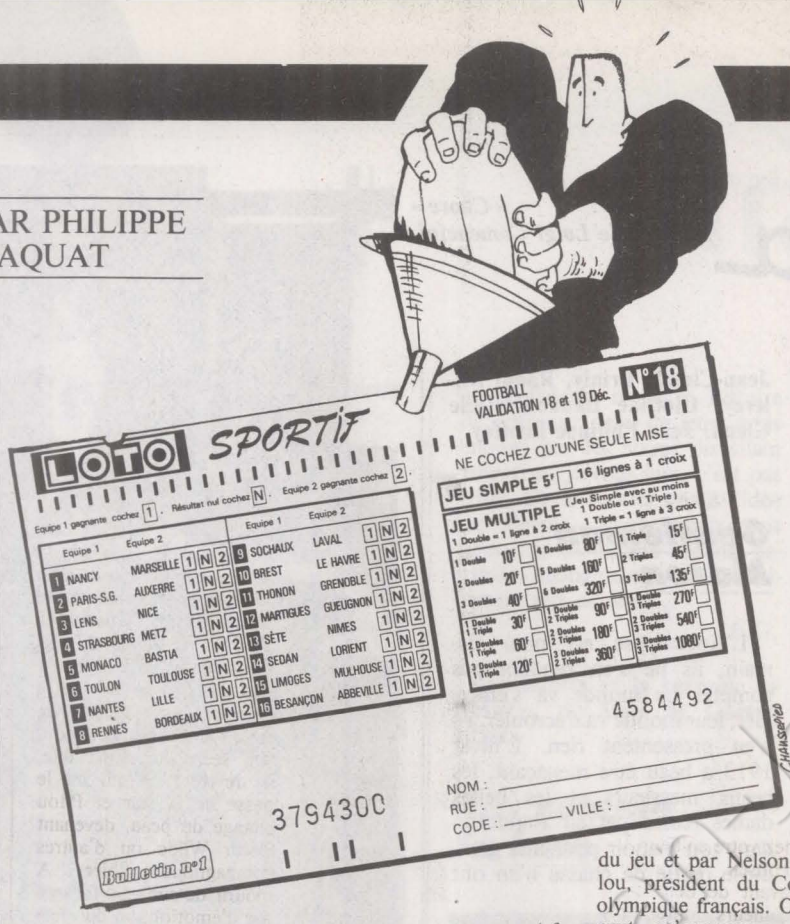
22 ! Les v'là. Qui ça ? Les flics. Dans ***« Réveillon »,*** un petit bijou signé Jean Bouchaud et Daniel Losset qui passe le ***mercredi 25 décembre à 20 h 35 sur Antenne 2.*** La virée nocturne de cinq flics de corvée le soir du réveillon. Abel, Jean, Joseph, Max et Antoine n'ont entre eux rien de commun. Que leur uniforme et cette misère du monde qu'ils ramassent au fil des rondes. Un casse loupé, un patriote hystérique, une écolo enragée, un Arabe mourant... Autant de petites touches pour raconter la vie qui ne va pas, entre rire et larmes, jusqu'au dérapage final imprévu... Mais chut ! Une seule consigne : tous devant votre poste, c'est de la télé comme on en voit peu. Et Joyeux Noël au barbu de la place Beauvau...

PAR PHILIPPE MAQUAT

La Terre tremble mais la roue tourne

« Nous aurions pu tomber plus mal. » Telle est en résumé, la réaction pas très imaginative, c'est vrai, mais parfaitement réaliste qu'a suscitée le tirage au sort du premier tour de la Coupe du monde chez les footballeurs français. Précisons toutefois que l'Union soviétique (4,4 millions de licenciés répartis dans 51 000 clubs) et la Hongrie (143 000 joueurs et 2 500 clubs), les plus sérieux adversaires de l'équipe de France au premier tour, représentent un football en plein renouveau, et, de ce fait ambitieux. Pour preuve, la Hongrie. Vice-championne du monde en 1938 et en 1954, elle vient de s'engouffrer ouvertement dans la voie du professionnalisme et a, selon les observateurs, dominé avec beaucoup d'aisance son groupe éliminatoire où figuraient le rival autrichien et les Pays-Bas. Il n'empêche que l'on pourrait fort bien retrouver ces trois équipes en huitièmes de la finale de la compétition dans la mesure où se qualifieront pour le tour suivant non seulement les deux premiers de chacun des six groupes, mais encore les meilleurs troisièmes. A priori les « grosses écuries » du Mundial, y compris l'Italie et la R.f.a. engagées dans deux groupes très relevés, devraient donc être au rendez-vous des huitièmes de finale à partir du 15 juin. Et, contrairement à la formule utilisée en 1982, ce deuxième tour aura lieu par élimination directe ce qui exclura en conséquence les calculs et favorisera le spectacle.

Si le Mexique met les bouchées doubles pour être prêt le 31 mai, jour du match d'ouverture entre l'Italie et la Bulgarie, les conséquences du récent tremblement de terre ne sont pas encore effacées pour beaucoup d'habitants de la capitale. Aussi peut-on regretter que les médias présents au Mexique aient négligé les manifestations organisées, le jour du tirage au sort, par les habitants des quartiers sinistrés de Mexico, lesquels attendent toujours d'être relogés.

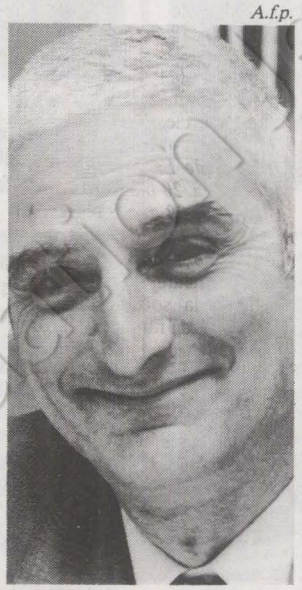


A.f.p.

Le Loto fait la loi

Faudra-t-il donc qu'à l'exemple du rugby, le sport français tout entier s'adapte au Loto s'il veut avoir le privilège de succéder au football lorsque celui-ci fait partiellement ou complètement relâche ? C'est la grande question. Et pourtant on peut le penser et le redouter, si l'on se réfère à la suppression du tirage de la semaine dernière. Pas de championnat de deuxième division, de football et donc pas de Loto. L'occasion aurait pourtant été belle de compléter les dix rencontres de première division de football avec six rencontres de rugby. Toujours est-il que se pose un vrai problème dans la mesure où Alain Calmat reste persuadé que le Loto doit être multi-sport : « Je suis convaincu tout autant qu'avant, que le Loto sportif doit intéresser plusieurs sports » nous a dit le ministre. Alors que faire ? « Réfléchir avant tout. Le Loto sportif est un jeu qui marche bien et rapporte beaucoup au sport a poursuivi Alain Calmat. Il ne faut donc pas le mettre en difficulté par des expériences qui ne seraient pas bien préparées. Or, une première expérience n'a pas marché et une autre (celle du rugby) a posé quelques problèmes. Cela on ne peut le nier. Il faut donc réfléchir sur l'avenir et ne pas se précipiter. Mais, a conclu le ministre, les autres sports ne sont pas condamnés et devraient réapparaître dans le courant de l'année prochaine. »

C'est aussi la position exprimée par la Commission de l'éthique chargée de veiller sur la régularité du jeu et par Nelson Paillou, président du Comité olympique français. On ne peut qu'approuver. Mais alors avec quels sports et surtout dans quelles conditions ?



Michel Caste, p.-d.g. du Loto et de la Loterie nationale.

Le rugby à l'heure du Loto

Albert Ferrasse, président de la Fédération française du rugby a donc cédé et annoncé un resserrement de l'élite qui interviendra dès la saison prochaine. Rappelons que le championnat de rugby sera alors divisé en deux groupes : d'abord deux poules de 10 unités chacune regroupant les clubs classés de 1 à 20 à la fin de la présente saison ; puis deux autres poules de même importance, rassemblant logiquement les clubs classés de 21 à 40, et organisés sur une base régionale. Les meilleurs seront bien sûr regroupés dans le premier groupe, l'élite du rugby étant à l'image de celle du football ramenée à 20 clubs. Une évolution du championnat que les médias, en mal de sujets, ne cessaient d'appeler de leurs vœux et qui sur la forme souffre peu de contestation, reconnaissons-le. Le rôle d'une Fédération est aussi de soigner sa vitrine. Or, de ce côté, le rugby souffre de plus en plus de la concurrence des sports commerciaux, le succès du Loto-football risquant d'aggraver encore davantage le détachement des médias et... celui des sponsors vis-à-vis du ballon ovale.

Peu contestable sur la forme cette évolution, l'est en revanche beaucoup sur le principe. Car est-ce vraiment un hasard si Albert Ferrasse a annoncé sa réforme dans la foulée de l'échec du premier Loto-rugby !

La seule chance de cette discipline de revenir dans les grilles du jeu passait donc par une réforme du championnat. Michel Caste, p.-d.g. de la Loterie nationale et organisateur du jeu l'avait clairement fait comprendre à Albert Ferrasse. Lequel a obtempéré, laissant ainsi planer un doute sur l'indépendance à venir du Mouvement sportif, vis-à-vis des organisateurs du jeu.

Danse du Tapie à Marseille

Tapie, par-ci, Tapie par-là. Annoncé officiellement sur T.f.1, le sémillant repreneur d'entreprises pourrait également prendre le contrôle financier de l'Olympique de Marseille, club de football dans lequel il est prêt à investir 50 millions de francs. En fait Tapie veut faire équipe avec Michel Hidalgo pour le terrain et pour la publicité avec Jean-Claude Darmon dans le but de développer des techniques de sponsoring « révolutionnaires ». Bref, un club de football égale une entreprise ! Le raisonnement tient la route si l'on se réfère aux difficultés actuellement rencontrées par deux clubs lourdement endettés : Toulouse et Bastia. Les joueurs corses n'ont pas été payés depuis... septembre. Cela étant, on peut aussi comprendre la réaction défensive de Jean Carrieu, actuel président de l'O.m., qui estime avoir tiré le club de la faillite – il était en liquidation judiciaire en 1981 – et qui se trouve donc poussé vers la sortie. Alors Tapie ou pas Tapie à l'O.m. ? Décision probable vers le 15 janvier.



« Cuore » de Luigi Comencini.

Je t'aime, moi non plus

Charlotte a 13 ans et s'ennuie. C'est l'âge des désirs fous, des reniements sans appel et des rêves de cavale autrement plus palpitants que le morne dancing du coin ou bien la compagnie de Lulu, une petite horreur à lunettes (Julie Glenn, fabuleuse) qui s'accroche à elle comme un poisson-parasite. Alors quand Charlotte rencontre Clara, pianiste prodige naviguant dans le luxe et la célébrité, le coup de foudre la terrasse. Et, par ricochet, abat Lulu, reléguée au rang des emmerdeuses inutiles. Mais la vie n'a rien d'un roman. Clara n'a pas de temps pour les inclinaisons enfantines et Charlotte va souffrir. Et Lulu va souffrir. Voilà tout. Des peines de cœur, des mots de mômes, des bleus à l'âme, un coin de jardin sous le soleil d'août et Claude Miller réussit ici un film formidable parce que vrai, tendre, à deux doigts de la tragédie et cependant bourré d'humour et de fraîcheur. Fraîcheur des dialogues mais aussi de Charlotte Gainsbourg, si nature, si joliment désemparée ou bien si fragile dans sa rébellion qu'on en tombe fatalement amoureux.

F.G.

* « L'Effrontée », de Claude Miller. Avec Charlotte Gainsbourg, Bernadette Lafont, Jean-Claude Brialy, Raoul Billerey, Clotilde Baudon, Julie Glenn, Jean-Philippe Ecoffey.

Gentleman Mason

L'Apocalypse est pour demain, ils ne s'en rendent pas compte. Le monde va s'entretuer, leur monde va s'écrouler, ils n'en pressentent rien. L'hiver 1913 a beau être menaçant, les beaux messieurs et les belles dames réunis par sir Randolph dans son manoir pour une grandiose partie de chasse n'en ont cure. Seul importe de tirer le canard, de manger des mets raffinés, de marivauder. Seul importe, en fait, d'observer cette « règle du jeu » qui donne à l'aristocratie son unique raison d'exister. La chasse se terminera tragiquement, mais ils ne comprendront toujours pas. Et, bientôt, ils iront se faire tuer sans avoir jamais rien compris. Excepté leur hôte, sir Randolph. C'est-à-dire James Mason, dont la présence sauve ce film beaucoup trop académique de la banalité. James Mason, disparu en 1985, et qu'on retrouve ici avec émotion. Toujours le même talent, intact malgré les ans, et toujours la même voix... Ah, cette voix. Suave, chaude, moelleuse, et tellement distinguée qu'elle lui permettait de proférer les pires horreurs sur le ton de quelqu'un demandant un nuage de lait pour colorer son thé. Une voix qu'il a prêtée à ses plus beaux personnages, ceux qu'il incarnait dans « Lolita », « la Mort aux trousses » ou « Pandora ». La voix d'un homme qui était un des plus grands comédiens de son temps.

M.D.

* « La Partie de chasse », d'Alan Bridges, avec James Mason, John Gieguld, Edward Fox.



James Mason et Danielle Darrieux dans « l'Affaire Ciceron ».

Voyage autour de Maryvonne

Un jour, elle craque. Et, pour fuir le quotidien qui la bouffe, pour tenter de faire le point, s'offre une virée à Paimpol. Pourtant, Maryvonne n'est pas vraiment malheureuse. Un mari tendre et drôle qui l'aime et qu'elle aime, un charmant bambin, des amis sympathiques, un boulot pas tellement gratifiant, certes, mais dans une usine où les conditions de travail sont plutôt meilleures qu'ailleurs. Mais c'est trop monotone, trop toujours pareil. Maryvonne en prend soudain conscience à l'occasion d'une grève, et d'une rencontre avec un journaliste local qui lui donne des envies de liberté, des envies d'autre chose. L'envie d'écrire, par exemple. De désirer à nouveau, de retrouver la passion. De se sentir encore vivante. Le « Voyage à Paimpol », c'est surtout un superbe portrait de femme. Tour à tour émouvante, marrante, radieuse, farouche ou le cœur au bord des larmes, Myriam Boyer est formidable. Et Michel Boujenah, après « Trois hommes et un couffin », se révèle décidément un très bon comédien. Malgré quelques scènes ratées – les séquences oniriques notamment – John Berry nous offre là un bien joli film, tonique et rafraîchissant.

M.D.

** « Le Voyage à Paimpol », de John Berry, avec Myriam Boyer, Michel Boujenah, Jean-François Garreaud, Dora Doll.*

Un Comencini raté... hélas !

Alors là, on ne comprend plus. Mais où est donc passé le Comencini qu'on aimait tant ? Le magicien qui mettait en scène « les Aventures de Pinocchio », le merveilleux « Casanova, un adolescent à Venise », le bouleversant cinéaste de « l'Incompris », le génial auteur d'« Un vrai crime d'amour » ? L'homme sait toujours filmer les enfants avec autant de clairvoyance, autant de tendresse, mais il y a un petit quelque chose qui fait qu'aujourd'hui rien ne se passe. Rien



Charlotte Gainsbourg dans « l'Effrontée ».

ne passe. « Cuore » – adaptation du roman d'Edmondo d'Amicis qui servit de livre de chevet à des générations de petits Italiens – est un ratage presque complet. On voudrait y croire, à cette chronique qui rapporte fidèlement, jour après jour, la dernière année d'école primaire d'une vingtaine de gamins turinois, tout à la fin du siècle dernier. On voudrait vibrer, rire de bonheur, écraser une larme. On n'y arrive pas. Pire, on s'ennuie. Le temps d'une éclaircie, fugitivement, l'émotion s'installe. Et on se prend à rêver au miracle de film que Comencini aurait pu nous donner. M.D.

*** « Cuore », de Luigi Comencini, avec Johnny Dorelli, Giuliana de Sio, Bernard Blier, Laurent Malet, Federico Balisario, Carlo Calenda.**

Pas fous ces Gaulois

Les adaptations cinématographiques des aventures d'Astérix et Obélix ont rarement été convaincantes, et ce n'est pas ce nouvel avatar de la trépidante résistance de nos Gaulois qui nous prouvera le contraire. Reste qu'« Astérix et la surprise de César » offre une bonne heure trente de distraction qu'il serait idiot de bouder. Nos deux héros transformés en légionnaires puis en gladiateurs romains, histoire de retrouver deux de leurs amis enlevés par les sbires du vilain empereur, je vous jure, c'est pas triste. Et ne boudez pas à l'idée de devoir accompagner vos nains : le savoureux second degré des dialogues convient parfaitement aux adultes.

F.G.

*** « Astérix et la surprise de César », de Paul et Gaëtan Brizzi.**

C... comme la lune

Cette fille est idiote. Ou alors complètement maso. Quand on contracte un mariage blanc avec un drôle d'individu qui vous a de faux airs d'Anthony Perkins dans « Psychose », on évite de tomber dans les bras dudit individu. Et quand on apprend que ce triste sire a vraisemblablement tué sa précédente femme en la réduisant en bouillie, on se retient de lui demander des explications. On va à la police, et on réclame protection. L'héroïne de « Lune de miel », elle, s'entête à faire n'importe quoi, et c'est miracle si elle s'en sort – à peu près – à la fin. La pauvrette a des excuses : son metteur en scène a choisi, lui aussi, de faire n'importe quoi. Peut-être faudrait-il expliquer à Patrick Jamain qu'un film, ça se met en scène, et qu'une caméra, c'est délicat à manier. M.D.

*** « Lune de miel » de Patrick Jamain avec Nathalie Baye, John Shea, Richard Berry.**

GROS SOUS

Investir dans le cinéma

Une nouvelle société d'investissement pour la création de films de cinéma et de télévision vient de naître. Son nom : Soffia, un nom bien sage, mais dans la tête de ses fondateurs (Banques Révillon, Rivaud et Banque de la Cité), une idée très futée au moment où le paysage audiovisuel est en train de changer, et que la multiplication d'émetteurs, via ondes ou satellites, va exiger un besoin croissant d'images. Qui dit film dit producteur, au singulier ou au pluriel... l'idée de Soffia est de permettre à un particulier ou à une société et bien entendu à toute la chaîne des professionnels... d'investir dans une production. Se dire : « Tiens, tiens ! j'aime le cinéma, je vais investir », cela part d'un bon sentiment mais est-ce si simple ? La sagesse et la prudence de Soffia la bien-nommée est à cet égard sans ambiguïté : c'est de production et d'industrie dont il s'agit, et pas de flou artistique.

En fait, ne pourront être souscripteurs que des gens à hauts revenus : les décisions prises en collégialité (avec la Direction générale des impôts) accordent aux personnes physiques et morales de très gros avantages fiscaux qui n'intéressent donc que les gros revenus. Le minimum à souscrire en numéraire est de deux parts de 10 000 F – prévues 2 500 actions. Ce petit paquet de 25 millions, immobilisé pendant dix ans, comment va-t-il servir le cinéma ? Et quel cinéma ? Autre histoire. D'abord à Soffia pas question de mettre ses œufs dans le même panier : 10 % dans une production, 5 % ou 15 % dans une autre, etc. On répartit sur plusieurs projets, évitant aussi les films à très gros budgets, de 100 millions ou plus par exemple ainsi que les tout petits de 3 ou 4 millions. Tant pis pour eux, et dommage pour les jeunes talents ou les films d'auteurs. Niet. Autrement dit le choix est dicté par la « sécurité et la rentabilité ». Des mots qui reviennent souvent.

« Soffia n'est pas une société de bienfaisance et veut prendre des risques... limités. » C'est pourquoi après avoir examiné les scénarios proposés par un réalisateur ou un producteur – souvent liés ensemble d'ailleurs – un « comité d'experts, formé de spécialistes d'achat de films, assistera la société et les professionnels quand il s'agira d'apprécier les chances de réussite d'une production. » Également présents des experts financiers, experts-comptables, etc., enfin des experts en tout, ce qui ne veut pas dire que le côté créatif du scénario ne sera pas pris en compte ! Un film, c'est d'abord un scénario, mais bon ! disons-le tout de suite, les œuvres à grande diffusion ont plus de chances que les autres, tous les intervenants étant bien d'accord sur ce point. En dernier ressort, c'est le « directoire » (les banques) qui décidera si le projet est à gros risque, risque limité ou, « théoriquement » sans risque du tout (car sait-on jamais...). On pourrait craindre que ce dernier choix soit cependant prioritaire pour ne pas effaroucher les gentils souscripteurs qui ont osé risquer leurs sous dans un investissement pas forcément de « bon père de famille » et dont ils espèrent quelque rentabilité... Mais ces banques sont tout de même spécialistes de cinéma ! La Banque de la Cité notamment. Le cinéma représente le quart de son activité et, pour ne citer qu'un exemple, elle a aidé, entre autres ; au financement du très bon film. « Trois hommes et un couffin » qui n'était pas un produit ciblé et qui cependant marche du tonnerre... Elle connaît son affaire, c'est rassurant et Pathé-Cinéma, Soprofilms, Revcom sont ses partenaires... Alors pas de procès d'intention ! même si l'on redoute quelques tentations... Ne pas perdre de vue que les affaires sont les affaires, que la France est le deuxième exportateur mondial de films (370 millions de F en 1984), bref que le cinéma est une industrie. La seule chose à espérer c'est que les actionnaires, pris au jeu de la création cinématographique, le trouve aussi amusant que le jeu de la Bourse cotée ou pas... Il y a, comme ça, des scénarios bien romantiques !

Françoise Loriol

AMERICAN GRAFFITIS

**** Sam Shepard : « Fool for love » - Théâtre/« Lune Faucon » - 2 vols Christian Bourgois, éditeur.***

**** William Faulkner : « Idylle au désert et autres nouvelles » - Gallimard.***

**** Sinclair Lewis : « Un Américain parle » - « Elmer Gantry » - « Sam Dodsworth » 4 vols 10/18 et « Babitt » -Livre de poche coll. « Biblio ».***

POUR une large part la modernité se façonne aux Etats-Unis. Lorsqu'on lit des écrivains américains qui se sont succédé chronologiquement, la remarque se confirme tant sur le plan local que sur le plan mondial. Aux yeux des Français, Sam Shepard, notre contemporain, demeure un phénomène et un phénomène méconnu. Alors qu'il a écrit plus de quarante pièces, quelques-unes seulement ont été éditées ou jouées en France *(Fabian Gastellier se demandait ici-même la semaine dernière si Shepard avait du talent... après avoir vu « Fool for love »)*, ancien batteur d'un groupe rock, star de cinéma « l'Etoffe d'un héros », etc. (d'après un livre magnifique de Tom Wolfe), scénariste (« Paris-Texas » etc.) auteur à part entière (« Motel Chronicles » paru l'an dernier déjà chez Bourgois), la personnalité de Shepard échappe à la classification traditionnelle et suggère un type d'écrivain tout à fait nouveau pour la France où ce « Cowboy » dramatique n'a guère d'émule : Philippe Djian est-il notre Shepard ? *(voir « L'Unité » n° 595).*

Image renouvelée de l'artiste, proposant une littérature spontanée, censé être parti du rock, Sam Shepard n'a guère de lien avec un romancier comme William Faulkner dont le génie commence enfin à être reconnu après un certain temps de purgatoire. Lorsqu'il était vivant Faulkner avait la réputation d'être difficile d'accès, d'avoir inventé des technique de narration où la chronologie et la dramatisation servaient souvent à peindre des personnages franchement pathologiques. C'était son modernisme. Aujourd'hui on se rend compte que le romancier, certes très américain, est cependant devenu un écrivain universel dans la lignée de Dostoïevsky, d'Henry James, etc. Son élégance est fascinante plus encore que les ténèbres du monde qu'il porte en lui.

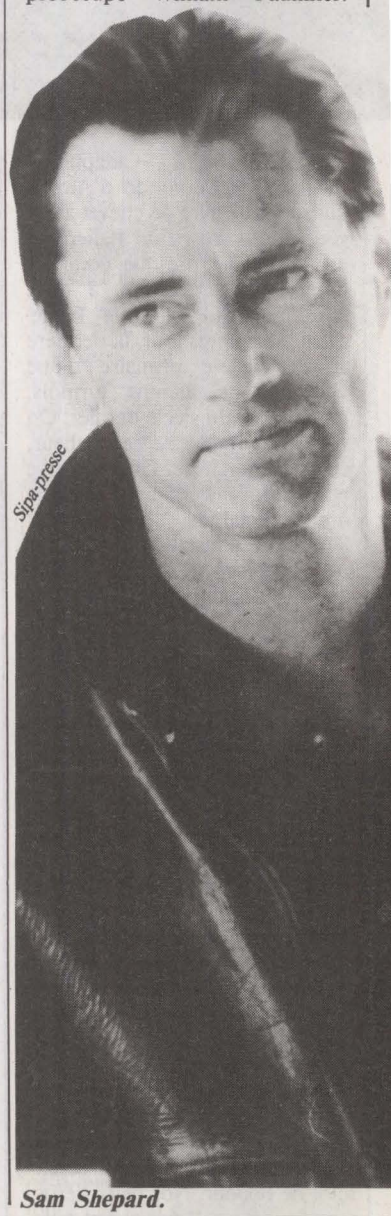
Quant à Sinclair Lewis, qu'on tente de dépoussiérer, il fut en son temps un peintre de l'Amérique moyenne telle qu'on la découvrait aux lendemains de la Première Guerre mondiale, lors de l'arrivée sur le marché européen des premiers grands prodiges produits à la chaîne par l'industrie américaine. C'était une Amérique jeune, optimiste mais passablement médiocre qu'admirait Paul Morand (préfacier de « Babitt » en 1930 lorsque le roman fut traduit en français chez Stock) mais que dénonçait Georges Duhamel dans « Scènes de la vie future ». Inutile d'ajouter que cette perception de l'Amérique n'a plus cours depuis longtemps. Tandis que la technologie américaine semble avoir retrouvé son élan d'antan, ce n'est plus un écrivain naturaliste à la Lewis que nous lisons ou interrogeons mais un Shepard, poète, porteur de certaines valeurs de l'Amérique — jeunes, marginales, signifiantes ? — plus qu'analyste prosaïque du mode de vie de la société d'outre-Atlantique.

« Lune Faucon » est un recueil de textes déjà anciens, remontant aux années soixante, publié aux Etats-Unis en 1973, traduit ici seulement aujourd'hui. Nouvelles brèves, poèmes, dialogues, fragments de prose, ces textes comme le note le traducteur, Pierre Joris, tentent de définir le statut des différents arts face au raz de marée du rock tel qu'on pouvait le ressentir aux Etats-Unis dans les année soixante. Le style est souvent *cut*, syncopé comme dans la musique ou les écrits des auteurs de la beat génération. Plus originale nous a semblé l'espèce de froide méticulosité avec laquelle l'auteur donne à voir des scènes de la vie de la jeunesse américaine dans les années soixante : voitures, filles, débuts de l'immense dérive du sexe, de la drogue etc. En quelque sorte des « American graffitis » où derrière la monotonie perce déjà la violence panique de la décennie suivante : « Le vrai tueur c'était l'ennui... La drogue s'infiltrait comme l'air saumâtre de la mer. Le rock'n roll noyait le bruit des tronçonneuses dans les forêts. Des tipis et des dômes aux formes étranges peints de couleurs criardes et de dessins bizarres. De longues bannières flottantes claquaient dans les champs ébahissant des corbeaux. Des motos monstrueuses, noires et chromées, pétaradaient sur les sentiers forestiers... »

Nomades du monde

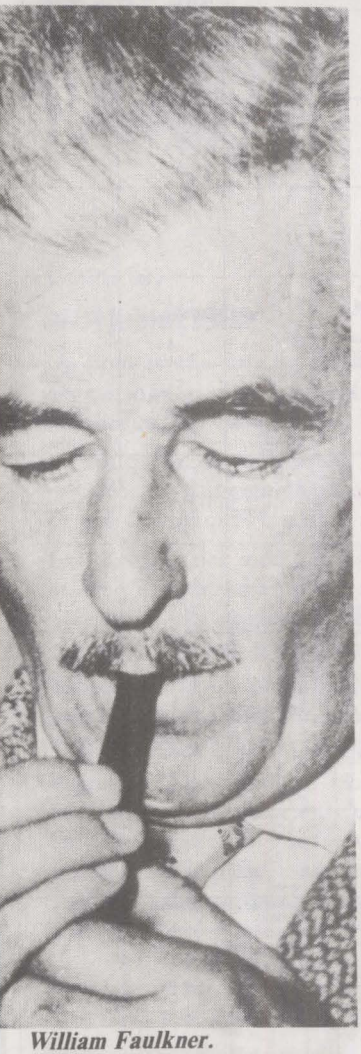
Une pièce comme « Fool for love », représentée au cours de cette saison à Paris mais de manière discutable, appartient au registre plus accompli de Shepard. Cet hyperréaliste du cœur qui a trouvé la « Femme » dans Jessica Lange exprime fort bien ce que le postfacier, Robert Cordier, appelle : « l'au-delà du couple ». L'émotion est ressentie par-delà la cohérence, la spontanéité est ce qui préoccupe l'auteur avant tout. Qualité des dialogues, dans la banalité, dans la rigueur et parfois la violence. En lisant Shepard, cet Américain de quarante ans, on peut penser à l'Autrichien Handke, à certains auteurs nordiques ou ouest-allemands. Sorte de nomades du monde, à l'observation ultrasensible, poètes plus qu'intellectuels, portés par une détermination et une recherche que renforce le talent et qui force l'attention par le résultat final. A suivre parce qu'un homme comme Shepard n'a pas dit son dernier mot et qu'à travers son œuvre nous voyons notre univers se faire et se défaire.

Gallimard a publié trois recueils de nouvelles de Faulkner avant « Idylle au désert », qui comporte des textes jamais rendus publics par leur auteur ou n'ayant jamais été regroupés en volume. Les titres couvrent quasiment toute la période créative de l'écrivain allant de la relative platitude avec « Clair de lune » par exemple jusqu'aux textes pleinement aboutis tels que « Neige », « Miss Zilphia Gant » en passant par l'inégalité foncière de « Don Giovanni » ou les belles promesses du « Portrait d'Elmer » qui a longtemps préoccupé William Faulkner.



Sam Shepard.





William Faulkner.



Sinclair Lewis.

Keystone

L'inaccomplissement de certaines nouvelles est en lui-même plein d'enseignements quand on le compare à d'autres textes beaucoup plus aboutis ou aux grands romans de la maturité.

C'est peut-être dans les promesses qu'on éprouve le plus de plaisir, ainsi dans « Portrait d'Elmer », où plusieurs pages sont excellentes et fonctionnent comme modèles. On y retrouve l'humanité de celui qui a tant inspiré William Styron. La perception de l'Europe avec un tableau nostalgique du Paris des années vingt, la hantise de la guerre et du patriotisme platonique auquel succombent souvent les hommes (Faulkner parle d'« Hystérie au ralenti ») ; le trouble des jeunes gens devant les femmes, l'enfance dans les petites villes, nimbée dans l'harmonie mais aussi dans le cauchemar (description d'un incendie dont le petit Elmer est sauvé par miracle) ; la diversité des chronologies et les essais de monologues intérieurs, sans compter l'humour un peu grotesque de la fin du récit (idem dans « Don Giovanni ») : tout ceci n'est pas toujours définitivement en place — cela l'est trop dans une nouvelle des dernières années, « Sépulture Sud » — mais nous vaut de très stimulants plaisirs de lecture. William Faulkner en sort sacré définitivement : un classique aux vastes proportions, on se répète qu'on doit le relire et qu'il fait désormais partie de notre patrimoine. L'œuvre d'art intègre pour toujours ce qui sur l'instant passait pour une modernité difficile.

Le cas de Sinclair Lewis est différent. Cet ancien journaliste, premier prix Nobel américain en 1930, alias nègre de Jack London, adepte du socialisme d'Upton Sinclair, a connu le succès dès 1920 avec un titre resté célèbre en tant que trait spécifique de la vie américaine, « Main Street ». Description de la classe moyenne américaine dans le cadre d'une ville de province, reprise et amplifiée avec « Babitt » (1924), dénoncée dans ses déviations (l'utilisation éhontée de la religion), voir « Elmer Gantry » (1927) et portée au pinacle dans « Un Américain parle ». Avec « Sam Dodsworth » l'auteur mêle son modèle américain à l'Europe, introduit une sensualité et une psychologie qui font volontiers défaut aux volumes antérieurs.

Il y a un penchant naturaliste chez Sinclair Lewis qui se documentait à l'extrême avant de traiter ses sujets. On devine une lointaine parenté avec Zola : Sinclair Lewis désire-t-il décrire une troupe théâtrale et le voilà qui s'engage comme acteur afin de connaître de l'intérieur les personnages qu'il peint. Sinclair Lewis pose des problèmes : une fois l'antifascisme, une autre le racisme etc. Générosité de l'auteur qui marque aussi ses limites, vieillissement relatif par exemple d'un « Américain parle » parce que les données ont été largement bouleversées et que l'art de Lewis n'a ni la richesse ni l'ampleur de celui de William Faulkner et d'autres comme Dos Passos ou Hemingway.

En outre la classe moyenne n'est plus un prototype universel ; la singularité — à dessein nous n'employons pas le mot de marginalité — de Sam Shepard l'atteste aujourd'hui. L'anticonformisme de Sinclair Lewis paraît banal par-delà son intérêt de témoignage, la recherche de Shepard place ce dernier sur un tout autre plan que celui de la peinture sociale. Quant à la perfection de l'art faulknérien elle appartient désormais à l'éternité.

LISEZ AUSSI

**** Joseph Heller : « Dieu sait » - Grasset, roman - Prix Médicis étranger 1985.***

L'auteur de « Catch 22 » (réédité récemment en semi-poche dans les « les Cahiers Rouges » - Grasset) met un gamin de Brooklyn dans la peau du Roi David. Truculent et féroce.

**** Mark Twain : « Trois mille ans chez les microbes » - Editions de la Différence, récit.***

Notre héros est transformé en microbe... durant trois mille ans de vie microbienne. On imagine la suite de gags. Lire également une biographie du célèbre humoriste américain par Bernard de Voto (ancien rédacteur en chef de « Harper's magazine »), à l'Age d'Homme.

**** Henry James : « Heures italiennes » - Editions de la Différence.***

Chroniques d'un pays que chérissait l'auteur des « Ambassadeurs ». Du même, lire en poche « la Leçon du maître et autres nouvelles » (Points-Seuil) et la biographie de la sœur « Alice James » par Jean Strouse (Edition des Femmes).

**** Claude Delarue : « Edgar Poe », Points, Seuil.***

Réédition en poche d'une biographie parue en 1984 chez Balland + le dossier Poe choisi par l'académie Goncourt.

**** William Faulkner : « le Hameau » - Folio.***

Reprise en poche du premier et génial volume d'une trilogie romanesque qui comprend aussi « le Domaine », « la Ville ».

**** John Dos Passos : « les Trois Femmes de Jed Morris » -J'ai lu.***

N'est-il pas venu le temps de relire Dos Passos ?

**** Truman Capote : « les Domaines hantés » - Gallimard, coll. « L'Imaginaire ».***

Premier roman (1948) d'un écrivain merveilleux qui avait le don de raconter l'enfance et ses mystères. A découvrir pour ceux qui l'ignorent.

**** Gore Vidal : « Artistes et Barbares » - L'Age d'Homme.***

Entretiens tous azimuts avec un auteur encore insuffisamment connu et apprécié en France en dépit de plusieurs traductions.

**** Charles Bukowski : « Nouveaux contes de la folie ordinaire » - Le Livre de Poche.***

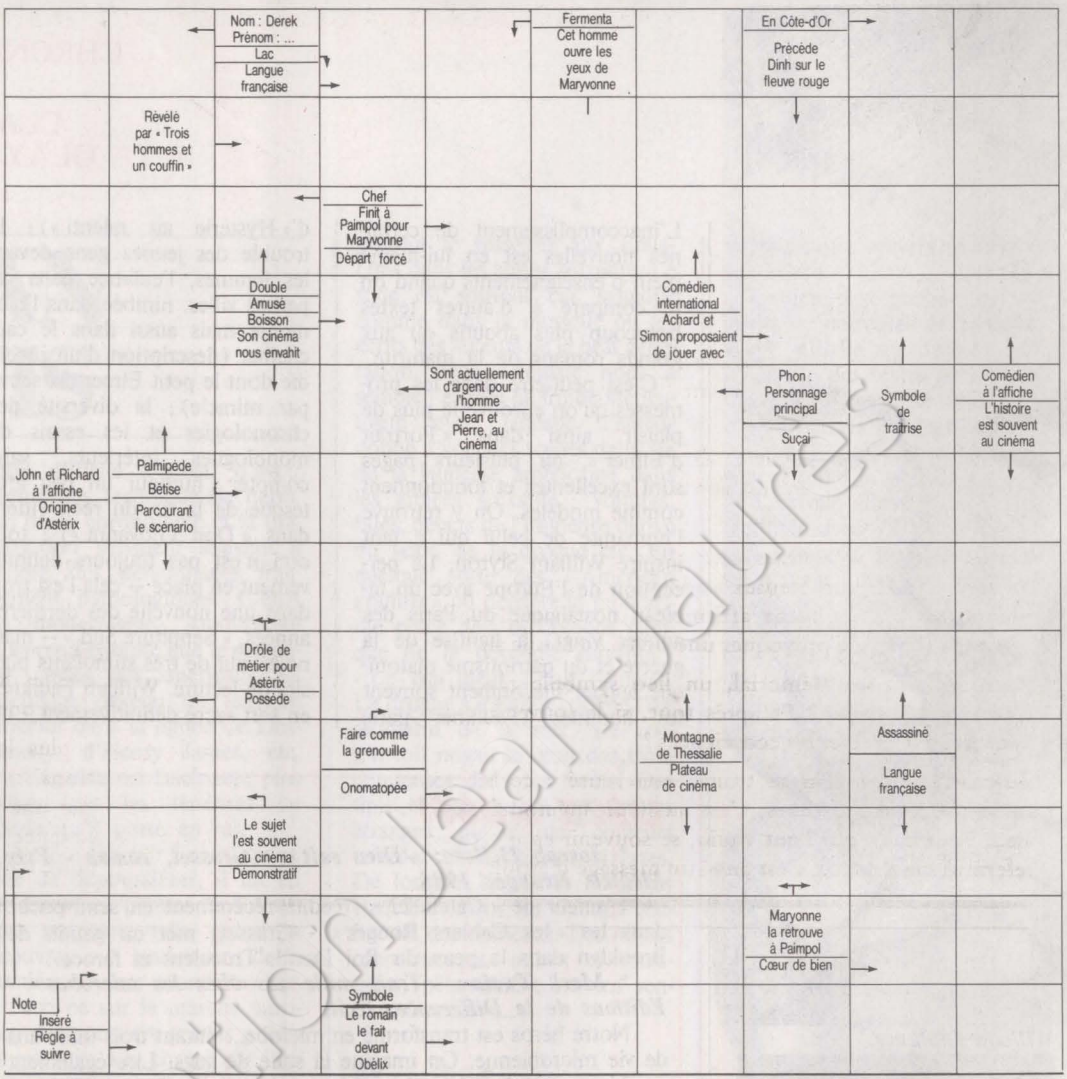
Le « gros dégueulasse » par qui le scandale arrive.

**** Thomas Punchon : « V » - roman - « l'Homme qui apprenait lentement » - nouvelles, 2 vols - Seuil, coll. « Fiction et Cie ».***

Réédition et inédit de Pynchon dont une réexpertise s'impose... en attendant les autres traductions annoncées.

PAR REMY ALBERT

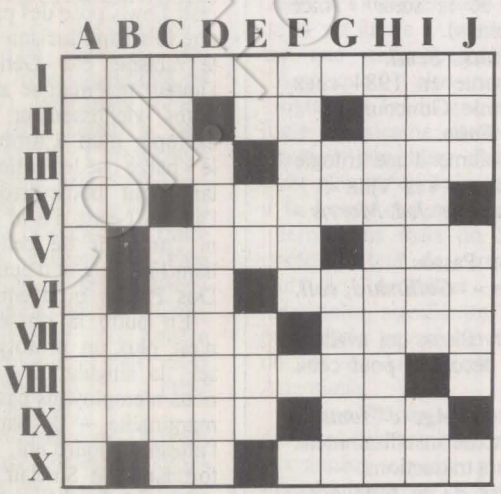
THEME : LE CINEMA



Solution des mots fléchés du n° 627

C	A	B	■	A	L	D	E	S	■
E	■	R	I	■	A	A	■	T	A
■	J	O	■	E	C	U	M	E	R
R	E	U	S	S	I	T	E	■	T
E	U	■	T	■	G	I	T	E	■
■	N	O	E	■	A	N	A	■	G
S	E	R	V	A	L	■	L	O	U
A	S	S	E	N	E	R	■	M	I
■	S	■	N	E	■	E	T	I	D
S	E	E	S	■	A	V	I	S	O
A	■	V	O	L	C	A	N	■	N
C	H	A	N	T	E	■	A	M	I

THEME : LES LIVRES



HORIZONTALEMENT : I - Celui de William Faulkner dérouta les amateurs de littérature américaine. II - Sam Shepard semble être celui du théâtre français actuel. Cet accord n'est plus guère employé. Fait autant de mal que de bruit. III - Pesa le vide. A plusieurs, ils sont déjà quelque chose. IV - Nous sont venus à quatre, de Rome ! Il préfaça « Babitt » dès sa traduction, en 1930. V - En faire une de bons livres ne peut être qu'une merveilleuse chose. Fait connaître la douleur. VI - Plus dur qu'un bec... et moins qu'un rocher ! L'être permet d'avoir un meilleur air. VII - Auteur d'« Elmer Gantry ». A vraiment plus d'un grain. VIII - Comprimés. IX -Fatiguons, à la longue !... Supportent les charges. X - Cité légendaire. Ces faits-là servent souvent de bases à des romans populaires.

VERTICALEMENT : A - Sam Shepard passe pour l'être exagérément, au point d'être froid. B - Roi de Norvège. Ville d'Allemagne. C - Le style de Faulkner l'est plus que celui de Mark Twain, évidemment ! Surnom de Sam Shepard. D - Trompions l'ennemi par des feintes. E -Pouffe. Cet étalon a gardé toutes ses qualités. Une façon de se jeter dans la bataille. F - Faulkner inventa de nouvelles techniques pour le faire, dans ses romans. G - Oui breton. Employé avec abondance, mais à bon escient, dans les livres ou la conversation. H - Sam Shepard fut celui de « Paris-Texas » de Wim Wenders. I - Faulkner semble se faire connaître maintenant, à ce niveau-là. Symbole chimique. J - Lentilles dont on fit peut-être le plat troqué contre le droit d'aînesse. Il accentua le ridicule de Dagobert.

Solution des mots croisés du n° 627

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	R	I	A	D	■	■	G	E	N	I	E
II	E	C	R	I	R	E	■	E	M	U
III	P	E	T	A	I	N	I	S	M	E
IV	I	L	S	■	T	E	R	■	O	S
V	T	U	■	H	E	R	O	L	D	■
VI	■	I	S	E	■	O	N	C	E	S
VII	Y	■	E	R	N	S	T	■	R	A
VIII	A	G	R	E	A	I	■	S	E	N
IX	L	E	G	S	■	T	E	A	■	T
X	E	R	E	■	O	E	U	V	R	E

© Fondation Jean-Jaurès

Mémorial pour l'Avenir

Aire de Le Curney
Autoroute A 6, sens Paris-Lyon, au sud de Beaune

Beaune,
le 31 juillet 1982

Un nom et une date ancrés dans notre mémoire collective. 53 personnes, dont 46 enfants et adolescents tués sur l'autoroute des vacances.

L'opinion publique heurtée, en état de choc s'est soudain rebellée. Il y eut comme un sursaut de prise de conscience... Et puis l'oubli qui s'installe.

Les parents des victimes ont voulu qu'on se souvienne, et avec eux de nombreuses associations de victimes et de prévention. Ils voulaient affirmer leur volonté commune, agir pour tenter de provoquer une nouvelle fois le sursaut.

Pourquoi pas un Mémorial, un lieu symbole résolument tourné vers l'avenir ? Et après tout, si le souvenir pouvait contribuer à éveiller les consciences ?

Aujourd'hui cet élan se trouve concrétisé : ce Mémorial en souvenir des victimes, c'est aussi un mémorial pour la vie... Pour ceux qui l'ont voulu, se souvenir ce n'est pas se refermer sur le passé, c'est aussi un message d'espoir.

Curney,
le 31 juillet 1985

Alors ? Le Mémorial pour l'Avenir, une initiative de plus ? Non. Une initiative à part, un repère, un symbole, un guide pour construire ensemble, dès aujourd'hui, la route civilisée.

Ce projet de mémorial a mobilisé les énergies, les volontés de tous : associations de victimes, de prévention, d'usagers de la route... tous mobilisés pour manifester leur détermination d'agir pour que la route soit moins meurtrière, plus civilisée, plus heureuse ! Tous ensemble, parce que l'insécurité routière nécessite un effort collectif...

Certains prétendent que tout - ou presque - a déjà été tenté pour éveiller les consciences. Des mesures préventives à la répression, de la limitation des vitesses au port obligatoire de la ceinture de sécurité... Que c'est un vain combat, perdu d'avance. Faux ! Déjà des signes encourageants apparaissent, un nouveau dialogue entre partenaires s'instaure, de nouvelles initiatives voient le jour... Et avec ces signes, des chiffres porteurs d'espoir.

Mais il faut aller plus loin, poursuivre notre action dans toutes les directions : protéger et défendre mieux les victimes, développer une pédagogie de la route, condamner sévèrement la violence routière... Et surtout, changer notre mentalité, notre conduite !

Rester sur place quand on peut avancer, ça n'a pas de sens.



CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens près de chez vous.

Coll. Fondation Mémoire

GROUPE CIC.
NOS BANQUES VOUS OUVRENT LE MONDE.



Forte d'un réseau international qui se développe au sein du Groupe CIC, votre banque vous met en prise directe avec le monde. Avec elle, vous traitez rapidement vos opérations bancaires internationales, vous êtes conseillé pour vos importations, vous trouvez une aide pour choisir des partenaires commerciaux et financiers. Votre banque s'ouvre sur le monde. Avec elle, vous irez plus loin.

BANQUE BONNASSE FRERES
BANQUE REGIONALE DE L'AIN
BANQUE REGIONALE DE L'OUEST
BANQUE SCALBERT DUPONT
BANQUE TRANSATLANTIQUE
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS
CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE
CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST
SOCIETE BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE
SOCIETE NANCEIENNE DE CREDIT INDUSTRIEL ET VARIN-BERNIER

CIC-UNION EUROPEENNE, INTERNATIONAL ET CIE

PLUS PROCHE POUR ALLER PLUS LOIN

Groupe CIC

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325